

REPUBLIQUE GABONAISE



PROJET ANNUEL DE PERFORMANCE

MISSION MINISTERIELLE DEFENSE

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

2015

Les PAP sont présentés dans des documents mission par mission.

La mission récapitule les crédits (y compris les fonds de concours et attributions de produits attendus) et les moyens (emplois) alloués à une politique publique.

La présentation de chaque mission détaille :

- la présentation du périmètre de la mission ;
- les principaux textes concernant la politique publique à mettre en œuvre et l'organisation administrative prévue ;
- les principales réformes ;
- les objectifs les plus représentatifs de la mission ;
- le récapitulatif des propositions d'allocation de crédits par programme et action, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement ;
- le récapitulatif des propositions d'allocation de crédits par programme et titre, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement

Chaque programme constitutif de la mission est ensuite détaillé. La présentation de chaque programme détaille :

La présentation du cadrage stratégique du programme :

- la présentation du périmètre du programme, son articulation avec d'autres programmes, et les pilotes et les différents acteurs du programme ;
- la structuration du programme, sa segmentation en actions et la présentation de chaque action ;
- l'analyse stratégique du contexte et du champ du programme ;
- les enjeux qui en ressortent pour l'administration gabonaise ;
- les objectifs stratégiques du programme avec le type de finalité du résultat visé, le(s) résultat(s) annuel(s) attendu(s), les indicateurs d'évaluation, les éléments clés de stratégie d'action annuelle, et les contributions des opérateurs et des principaux partenaires.

La présentation des moyens du programme et des dépenses fiscales associées :

- les crédits, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), sont détaillés selon la nomenclature par destination (programmes et actions) et par nature (titres) ;
- le cas échéant, les dépenses fiscales rattachées au programme sont indiquées ainsi que leur évaluation ;
- les propositions relatives aux emplois de l'administration et aux emplois des opérateurs de l'Etat sont présentées en effectifs.

La justification des crédits au premier franc CFA

- les crédits sont justifiés, titre par titre, dès le premier franc CFA demandé.

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|-----------|
| AVANT-PROPOS | 2 |
| MISSION DEFENSE | 5 |
| PRESENTATION STRATEGIQUE DE LA MISSION | 6 |
| PERIMETRE DE LA MISSION | 6 |
| PRINCIPAUX TEXTES DE REFERENCE | 6 |
| PRINCIPALES REFORMES | 6 |
| OBJECTIFS LES PLUS REPRESENTATIFS DE LA MISSION | 7 |
| RECAPITULATION DES CREDITS | 18 |
| PROGRAMME PREPARATION ET EMPLOI DES FORCES | 22 |
| PRESENTATION DU PROGRAMME | 23 |
| PERIMETRE DU PROGRAMME | 24 |
| PRESENTATION DES ACTIONS | 24 |
| CADRAGE STRATEGIQUE | 25 |
| PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME | 25 |
| PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES | 26 |
| PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES | 31 |
| PROPOSITIONS BUDGETAIRES | 31 |
| JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA | 33 |
| DEPENSES DE BIENS ET SERVICES | 33 |
| PROGRAMME EQUIPEMENT DES FORCES | 34 |
| PRESENTATION DU PROGRAMME | 35 |
| PERIMETRE DU PROGRAMME | 35 |
| PRESENTATION DES ACTIONS | 35 |
| CADRAGE STRATEGIQUE | 37 |
| PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME | 37 |
| PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES | 38 |
| PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES | 44 |
| PROPOSITIONS BUDGETAIRES | 44 |
| JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA | 46 |
| DEPENSES DE BIENS ET SERVICES | 46 |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 47 |
| PROGRAMME GARDE REPUBLICAINE | 51 |
| PRESENTATION DU PROGRAMME | 52 |
| PERIMETRE DU PROGRAMME | 52 |
| PRESENTATION DES ACTIONS | 52 |
| CADRAGE STRATEGIQUE | 54 |
| PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME | 54 |
| PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES | 55 |
| PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES | 65 |
| PROPOSITIONS BUDGETAIRES | 65 |
| DEPENSES DE BIENS ET SERVICES | 66 |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 71 |

PROGRAMME : VIE DU SOLDAT **78**

| | |
|---|-----------|
| PRESENTATION DU PROGRAMME | 79 |
| PERIMETRE DU PROGRAMME | 79 |
| PRESENTATION DES ACTIONS | 79 |
| CADRAGE STRATEGIQUE | 81 |
| PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME | 81 |
| PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES | 82 |
| PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES | 93 |
| PROPOSITIONS BUDGETAIRES | 93 |
| PROPOSITIONS D'EMPLOIS | 94 |
| JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA | 95 |
| DEPENSES DE BIENS ET SERVICES | 95 |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 96 |

PROGRAMME : PILOTAGE ET SOUTIEN **98**

| | |
|---|------------|
| PRESENTATION DU PROGRAMME | 99 |
| PERIMETRE DU PROGRAMME | 99 |
| PRESENTATION DES ACTIONS | 99 |
| CADRAGE STRATEGIQUE | 100 |
| PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME | 100 |
| PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES | 101 |
| PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES | 107 |
| PROPOSITIONS BUDGETAIRES | 107 |
| JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA | 108 |
| DEPENSES DE PERSONNEL | 108 |
| DEPENSES DE BIENS ET SERVICES | 109 |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 112 |

MISSION DEFENSE

PRESENTATION STRATEGIQUE DE LA MISSION

NOM DU MINISTRE : **Ernest MPOUOH EPIGAT**

PERIMETRE DE LA MISSION

La Mission Défense, mission ministérielle, intègre pour sa mise en œuvre l'ensemble des composantes des

Forces de Défense à savoir :

- La Gendarmerie Nationale ;
- Les Forces Armées Gabonaises ;
- La Direction Générale du Service de Santé Militaire ;
- Le Génie Militaire ;
- La Garde Républicaine.

L'enjeu majeur est la défense par tous les moyens, en tout lieu en toutes circonstances et contre toutes les formes d'agressions, l'intégrité de notre territoire ainsi que la vie de nos populations. Un pan sécuritaire lié à la protection des personnes, des biens, des ressources naturelles, au maintien et au rétablissement de l'ordre public et à la sécurité routière est également assuré par une composante de cette mission, en l'occurrence la Gendarmerie Nationale dans le cadre de la mise en œuvre de la Mission Sécurité relevant du Département Ministériel en charge de la Sécurité.

PRINCIPAUX TEXTES DE REFERENCE

- La Constitution : La loi fondamentale dans son article 1^{er} alinéa 22 stipule, je cite «La Défense de la Nation et la sauvegarde de l'ordre public sont assurées essentiellement par les Forces de Défense et de Sécurité Nationales ».
- Le Projet de Société « L'Avenir en Confiance » En effet, l'Axe n°4 de ce projet dispose ce qui suit : « les Forces de Défense et de Sécurité feront l'objet de toute notre attention. Je sais en effet combien leur rôle est décisif dans le maintien de la paix, de l'intégrité territorial, de la sécurité et de la stabilité du Gabon ».
- Le décret 000848/PR/DNACSP fixant les attributions et portant organisation du Ministère de la Défense Nationale, des Anciens combattants et de la Sécurité Publique.
- Le décret 0330/PR/MDN portant attributions et organisation du Ministère de la Défense Nationale.

PRINCIPALES REFORMES

On peut noter essentiellement, l'organisation administrative territoriale militaire de l'Etat qui vise à répartir sur toute l'étendue du territoire nationale, dans deux (2) zones de défense, les structures des Forces de Défense

- **Zone de Défense Nord** : Elle couvre les provinces du Moyen Ogoouée, Ogoouée Ivindo, Ogoouée Maritime, Woleu Ntem, Estuaire.
- **Zone de Défense Sud** : Elle couvre les provinces du Haut Ogooué, Ngounié, Nyanga, Ogooué Lolo.

La de Défense constitue la structure militaire supérieure. A ce titre, elle est chargée du contrôle de l'instruction, de la préparation opérationnelle, du maintien en condition physique, morale et de la conservation du patrimoine militaire de toutes les unités des Forces de Défense stationnées sur son territoire de compétence.

OBJECTIF N°1 : Renforcer la surveillance et les capacités d'intervention pour la protection optimale des frontières terrestre et maritime
Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- **Résultat annuel attendu 1** : Atteindre un taux de mobilité des unités opérationnelles engagées de 80% ;
- **Résultat annuel attendu 2** : Parvenir à ce que 80% des unités engagées soient capable d'utiliser efficacement les moyens en d'orientation et de repérage ;
- **Résultat annuel attendu 3** : Avoir des unités engagées disposant des équipements de bivouac opérationnel ;
- **Résultat annuel attendu 4** : Atteindre un taux de succès de 50% (Disposer en fin 2015 d'un bilan et d'une évaluation des interventions réalisées globalement et par corps avec classement succès/échec ;
- **Résultat annuel attendu 5** : Identifier les zones de survenance la nature des activités répréhensibles aux frontières signalées couronnés de succès (100%) ;
- **Résultat annuel attendu 6** : Réduire les incidents de tir sous le seuil de 2% ;
- **Résultat annuel attendu 7** : Parvenir à réaliser au moins un exercice de tir à chaque soldat affecté dans une unité opérationnelle ;
- **Résultat annuel attendu 8** : Parvenir à ce 80% de soldats affectés dans les unités opérationnelles aient réussi au moins un exercice de tir par trimestre ;
- **Résultat annuel attendu 9** : Améliorer la capacité opérationnelle de forces par la maîtrise du champ de bataille spécifique (04 par an) ;
- **Résultat annuel attendu 10** : Procéder à la formation des personnels sous-officiers de corps en attente de formation spécifique ; formation des équipages (aéronefs & navires en cours remise en état) ;
- **Résultat annuel attendu 11** : Disposer au sein des unités engagées de 100% de personnel du commandement s'exprimant en anglais (écrit et parlé) ;
- **Résultat annuel attendu 12** : Etablir un répertoire des différentes interventions avec classement succès/échec, par zone de manœuvre.

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|--------------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| % moyen de mobilité par unité organique identifiée de chaque Corps (31 Véhicule pour un BATAILLON) | % | NC | NC | NC | 100 | 100 | En cours d'évaluation |
| % moyen d'orientation et de repérage par unité organique identifiée de chaque Corps | % | NC | NC | NC | 80 | 90 | En cours d'évaluation |
| % moyen de soutien en bivouac et campement par unité organique identifiée de chaque Corps | % | NC | NC | NC | 80 | 90 | En cours d'évaluation |
| Taux d'interventions sur incidents signalés. | % | NC | NC | NC | 60 | 70 | En cours d'évaluation |
| % des tirs sans incidents effectués avec armes individuelles. | % | NC | NC | NC | 98 | 100 | En cours d'évaluation |
| % de de soldat ayant effectué au moins un tir. | % | NC | NC | NC | 80 | 100 | En cours d'évaluation |
| Taux de succès au tir par soldat des unités opérationnelles | % | NC | NC | NC | 80 | 90 | En cours d'évaluation |
| Taux de succès des opérations interarmées | % | NC | NC | NC | 80 | 90 | En cours d'évaluation |
| Parvenir à former au moins 60% des personnels en attente de formation après leur recrutement | | NC | NC | NC | 60 | 90 | En cours d'évaluation |
| Assurer un minimum d'heures de vol hebdomadaire aux équipages de l'Armée de l'Air | Heure De Vol | NC | NC | NC | 3 | 5 | En cours d'évaluation |

| | | | | | | | |
|--|--------------------|----|----|----|---|----|-----------------------|
| Assurer un minimum d'heures de vol hebdomadaire aux équipages de l'ALA | Heure De Vol | NC | NC | NC | 7 | 10 | En cours d'évaluation |
| Assurer un minimum de jours de navigation mensuel | Jour De navigation | NC | NC | NC | | | En cours d'évaluation |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données :

Les données servant à renseigner ce tableau ont trois origines.

1. Au niveau stratégique (Etat-major Général des Forces Armées) les sources sont principalement les Directions Générales des Opérations ; de la Logistique et de l'Organisation du Personnel pour ce qui concerne les opérations interarmées (manuvres ; MINKEBE ; KOUUBIA ; COTTON) et interalliées (Centre Régional de Sécurité Maritime de l'Afrique Central – CRESMAC POINTE NOIRE ; Centre Multinational de Coordination – CMC DOUALA).
2. Au niveau opérationnel (Etat-major des Forces) ce sont les Directions des opérations, les services techniques et logistiques).
3. Au niveau tactique, ce sont les Régions militaires régiments ainsi que les centres d'instructions et autres écoles de formation.

Précisions méthodologiques :

En prenant pour point de départ, les Programmes Prévisionnels annuels des Activités Générales (PPAG) de chacun des trois niveaux mis en évidence plus haut, le calcul des indicateurs se fera, pour la plupart du temps en prenant au numérateur les activités réalisées sur la période mesurées en en dénominateur le PPAG. Le seuil de signification sera la cible retenue pour 2015.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

La coordination stratégique, technique et opérationnelle préalable entre toutes les parties prenantes dans les différentes opérations est essentielle. C'est qui permet de déterminer les orientations et les limites des actions à mener au regard de l'effet majeur recherché.

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

OBJECTIF N°2 : Assurer l'équipement individuel de chaque soldat en fonction des normes établies pour chaque spécificité.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

Augmenter de 5000 à 14000 les militaires équipés d'une arme opérationnelle avec ces munitions. Parvenir à ce que 8000 soldat disposent d'ici la fin de l'année d'un paquetage complet en privilégiant les militaires sur le théâtre d'opération.

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|--------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| Nombre de soldat équipés (arme et munitions) | nombre | NC | Aucune | 5000 | 14000 | NC | 23 000 (2018) |
| Nombre de soldat ayant reçu un paquetage complet | nombre | NC | Aucune | NC | 8000 | 13 000 | 23 000 (2018) |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données : Les données proviennent de l'ensemble des directions techniques des états-majors, directions des opérations et armureries des corps.

Ces informations nous sont fournies par des bilans d'activités et états des lieux

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : Nombre de soldats équipés (arme et munition)

Nombre de soldats disposant d'une arme opérationnelle et de munitions

Mode de calcul : ce nombre est déterminé par la somme arithmétique de soldats ayant bénéficié de dotation en armes et munitions.

Indicateur 2 : Nombre de soldat ayant reçu un paquetage complet : c'est le Nombre de soldats ayant reçu un paquetage complet habillement transmission, couchage

Mode de calcul : ce nombre est déterminé par la somme arithmétique de soldats ayant bénéficié d'un paquetage complet.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Réparer des armes qui peuvent être réparé
- Planifier dans l'armée la remise en l'état des armes pouvant être réparé
- Mettre en place une organisation de l'entretien inter corps
- Assurer le respect de la périodicité de l'entretien
- Définir une méthode et un outil (un tableur, un logiciel) pour dresser l'inventaire pour remonter l'information à l'unité chargé de les rassembler
- Faire le point des éléments de paquetage dont dispose chaque militaire
- Mesurer le besoin d'éléments de paquetage de façon à compléter le paquetage de chaque militaire
- Consolider les besoins
- Déterminer un planning de recensement avec chaque corps et fixer une date précise du rendu des besoins
- Elaborer un devis estimatif du coût de la prestation
- Elaborer la ou les conventions en vue de la passation de marché avec les fournisseurs retenus
- Organiser et superviser l'affectation des éléments de paquetage aux militaires à équiper
- Mettre en place un suivi ou pilotage de ces actions

OBJECTIF N°3 : Parvenir à une optimisation de l'équipement des forces sur la base des stratégies d'action face aux menaces prises en compte et à la doctrine d'emploi des forces

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficacité de l'Administration

Résultats annuels

- Parvenir à l'acquisition de deux patrouilleurs mieux adaptés à la surveillance du littoral que les bâtiments actuels
- Doter l'armée de l'air de deux aéronefs dont un VIP pour le Ministère de la défense et d'un avion de surveillance côtière et d'un moteur de type CASA avec hélice
- Doter le CSP d'un camion pompe-mousse pour intervenir sur les incendies non maîtrisables à ce jour
- Doter les forces d'une usine de préfabrication de maison
- Doter les forces de 15 boulangeries mobiles
- Doter les forces de 12 groupes électrogènes

Indicateurs

Nombre des équipements stratégiques à acquérir et valeur

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|-------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| taux d'avancement du projet de la Marine Nationale | % | NC | Aucune | Aucune | 100 | Aucune | 100 % (2018) |
| Taux d'avancement du projet aéronautique | % | NC | Aucune | Aucune | 70 | Aucune | 100 % (2018) |

| | | | | | | | |
|---|---|----|--------|--------|-----|--------|--------------|
| Taux d'avancement du projet CSP | % | NC | Aucune | Aucune | 100 | Aucune | 100 % (2018) |
| Taux d'avancement du projet usine de préfabrication | % | NC | Aucune | Aucune | 100 | Aucune | 100 % (2018) |
| Taux d'avancement du projet boulangerie | % | NC | Aucune | Aucune | 100 | Aucune | 100 % (2018) |
| Taux d'avancement du projet groupe électrogène | % | NC | Aucune | Aucune | 100 | Aucune | 100 % (2018) |
| Taux d'avancement du projet avion VIP CESNA | % | NC | Aucune | Aucune | 100 | Aucune | 100 % (2018) |
| Taux d'avancement des travaux école des officiers de Mandilou | % | NC | Aucune | Aucune | 100 | Aucune | 100 % (2018) |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données : toutes les directions des services techniques des états-majors, la DGOPS et la DGL à l'EMGFA, le cabinet militaire du Ministre de la défense.

Ces informations seront collectées par des bilans d'étapes et par des visites sur les sites.

Précisions méthodologiques :

Indicateur1 taux d'avancement du projet de la Marine Nationale: c'est le niveau d'avancement du projet de la Marine Nationale.

Mode calcul : ce taux, est d'terminer en fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera de la démarche.

Indicateur 2 Taux d'avancement du projet aéronautique : c'est le niveau d'avancement du projet aéronautique

Mode calcul : ce taux, est d'terminer en fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera de la démarche.

Indicateur3 Taux d'avancement du projet CSP: c'est le niveau d'avancement du projet CSP.

Mode calcul : ce taux, est d'terminer en fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera de la démarche.

Indicateur 4 Taux d'avancement du projet usine de préfabrication : c'est le niveau d'avancement du projet usine de préfabrication.

Mode calcul : ce taux, est d'terminer en fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera de la démarche.

Indicateur5 Taux d'avancement du projet boulangerie: c'est le niveau d'avancement du projet boulangerie.

Mode calcul : ce taux, est d'terminer en fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera de la démarche.

Indicateur 6 Taux d'avancement du projet groupe électrogène : c'est le niveau d'avancement du projet groupe électrogène

Mode calcul : ce taux, est d'terminer en fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera de la démarche.

Indicateur 7 Taux d'avancement du projet groupe électrogène : c'est le niveau d'avancement du projet groupe électrogène

Mode calcul : ce taux, est d'terminer en fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera de la démarche.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Conduire les procédures d'achats et négocier avec les fournisseurs
- Conduire les procédures d'achat et de mise à disposition des équipements acheter
- Faire respecter toutes les clauses des contrats passés
- Agir pour que tous ces équipements soient mis en place avant le 31 décembre 2015

OBJECTIF N°4 : Assurer un accompagnement social pour tout militaire où qu'il soit.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Résultat annuel attendu 1 : Parvenir à ce que chaque corps dispose de 02 assistants sociaux opérationnels en plus ;
- Résultat annuel attendu 2 : Parvenir à réaliser 5000 visites dans l'année par les travailleurs sociaux ;
- Résultat annuel attendu 3 : Avoir remis aux décideurs le dossier technico-financier de la création et la mise en place de la mutuelle.

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|--------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| Nombre d'assistants sociaux recrutés | Nombre | NC | 0 | Aucune | 10 | 20 | 30 (2018) |
| Nombre de visites réalisées par les travailleurs sociaux | Nombre | NC | 0 | Aucune | 5 000 | 10 000 | 15 000 (2018) |
| Taux d'avancement du dossier de création de la mutuelle | % | 0 % | 0 % | 0 % | 50 % | 50 % | 100 % (2018) |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données :

- Statistiques provenant des directions des affaires sociales ;
- Statistiques des Directions des personnels des corps;
- Statistiques des directions des services de santé des forces ;
- Direction de la Logistique des corps (Carnet de bord).

Précisions méthodologiques :

1. Nombre de travailleurs sociaux recrutés par corps : c'est le nombre de travailleurs sociaux dont chaque corps doit pouvoir bénéficier pour une présence plus importante dans les actions sociales. Ce nombre se détermine par la somme arithmétique des travailleurs sociaux recrutés.
2. Nombre de moyens roulant mis à la disposition des travailleurs sociaux : c'est le nombre de moyens roulant mis à disposition des responsables, et le nombre de moyens utilisés comme moyens communs pour les différents déplacements de travailleurs sociaux. Ce nombre se détermine par la somme arithmétique des déplacements effectués à bord des véhicules propres aux services sociaux.
3. Taux d'avancement des démarches de mise en place d'une mutuelle : c'est le niveau d'avancement de ce dossier avec les différentes entités impliquées dans l'aboutissement de celui-ci. Il se mesure par les différentes étapes qui seront franchies.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Définir une politique d'accompagnement social qui sera mise en œuvre par les travailleurs sociaux
- Faire recruter par chaque corps des assistants sociaux
- Donner une formation aux assistants sociaux recrutés
- Organiser les moyens de déplacements des personnels sociaux ;

- Mettre en place une politique incitative à servir à l'intérieur du pays (logement, véhicules)
- Dresser un bilan trimestriel et un rapport annuel de l'accompagnement social

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

OBJECTIF N° 5 : Faire de la restauration un facteur de satisfaction pour le militaire

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Résultat annuel attendu 1 : Parvenir à nourrir 5251 militaires à 3000 f cfa par jour au cours des 365 jours de l'année 2015.

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|--------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| Nombre de repas complet servi (DO+GADRE) | Nombre | NC | Aucune | Aucune | 1 095 000 | 4000 | 6 000 (2018) |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données :

- Inspections des services administratifs et financiers (rapports d'activités).
- Directions des services administratifs et financiers des corps

Précisions méthodologiques :

1. C'est le nombre de repas complet servi, c'est à dire un petit déjeuner à 1000 f, un déjeuner à 1000 f et un diner à 1000 f. Ce nombre se détermine par la somme arithmétique des repas complets servi constituant la cible 2015 (Garde et Disponibilité Opérationnelle 3000 pers).

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Redéfinir le contenu type du petit déjeuner, du déjeuner et du diner sur la base d'un montant de 3000 f CFA.
- Mettre en place le suivi des repas servis ;
- Analyser la consommation des repas par les consommateurs ;
- Mettre en place un suivi de la qualité ;
- Assurer un approvisionnement en produits de 1^{ère} nécessité de qualité sans rupture.

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

OBJECTIF N°6 : Parvenir à rétablir la fourniture d'eau et d'électricité dans certaines casernes et disposer des études pour en faire de même dans d'autres.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cite KILIBA ;
- Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité du PK 9 ;
- Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 01 ;
- Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 02 ;

- Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité GENA OWENDO

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|---|-------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cite KILIBA | % | NC | 0 | AUCUNE | 100 % | NC | NC |
| Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité du PK 9 | % | NC | 0 | AUCUNE | 100 % | NC | NC |
| Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA | % | NC | 0 | AUCUNE | 100 % | NC | NC |
| Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 02 | % | NC | 0 | AUCUNE | 100 % | NC | NC |
| Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité GENA OWENDO | % | NC | 0 | AUCUNE | 100 % | NC | NC |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données

Direction Générale du Génie Militaire ;
 Direction Générale des Services Techniques de la Gendarmerie Nationale ;
 Direction Générale de la Logistique de l'EMGFA ;
 Directions des logistiques des corps.

Précisions méthodologiques :

1. Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cite KILIBA : c'est le taux d'avancement des travaux de rétablissement d'eau et d'électricité à KILIBA. C'est le taux d'avancement des travaux, mesurable par les visites de chantiers et les missions d'inspections.
2. Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité du PK 9 : c'est le taux d'avancement des travaux de rétablissement d'eau et d'électricité au PK 9. C'est le taux d'avancement des travaux, mesurable par les visites de chantiers et les missions d'inspections.
3. Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 01 : c'est le taux d'avancement des travaux de rétablissement d'eau et d'électricité à la BA 01. C'est le taux d'avancement des travaux, mesurable par les visites de chantiers et les missions d'inspections.
4. Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 02 : c'est le taux d'avancement des travaux de rétablissement d'eau et d'électricité à la BA02. C'est le taux d'avancement des travaux, mesurable par les visites de chantiers et les missions d'inspections.
5. Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité GENA OWENDO : c'est le taux d'avancement des travaux de rétablissement d'eau et d'électricité à la cité GENA OWENDO. C'est le taux d'avancement des travaux, mesurable par les visites de chantiers et les missions d'inspections.

Nombre de cités ayant bénéficié d'un rétablissement de l'eau et de l'électricité : c'est le nombre de cités dans lesquelles les travaux d'adduction d'eaux et d'électricité auront réellement été enclenchés
 Son mode de calcul est la somme arithmétique de structure ayant eu un début de travaux.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Enclencher les travaux sur la base des études de définitions techniques disponibles ;
- Faire réaliser les travaux dans les casernes de PK9, de la cité des Ailes, du Camp Kiliba, du Complexe des Ecoles de gendarmerie d'Owendo, de la base aérienne 02 (Mvengué).

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- GENIE MILITAIRE, SETEG, KOLISSA, SITEC, GEBA : études et travaux

OBJECTIF N°7 : Réussir la mise en œuvre du plan de Développement des ressources humaines au niveau du Ministère en tenant compte des spécificités des métiers des armes

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Disposer de la fiche de description de poste actuelle de chaque agent
- Elaborer un référentiel en organisation
- Elaborer une carte des métiers de la Défense Nationale.

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|-------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| Taux de couverture des postes ayant fait l'objet d'une description de poste | % | NC | Aucune | Aucune | 90% | 95% | 100% (2018) |
| Taux d'avancement de la démarche d'élaboration du référentiel en organisation. | % | NC | Aucune | Aucune | 80% | 90% | 100%(2018) |
| Taux d'avancement de la démarche d'élaboration de la carte des métiers | % | NC | Aucune | Aucune | 80% | 90% | 100%(2018) |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données : DGPAJI – DPC des Corps

Précisions méthodologiques :

Le premier indicateur, Taux de couverture des postes ayant fait l'objet d'une description de poste, représente le taux (%) des postes de travail ayant fait l'objet d'une description de fiche de poste.

Mode de calcul : Ce taux se calcule de la façon suivante :

(Nombre des postes de travail ayant fait l'objet d'une description de poste/nombre total des postes de travail existant) x 100

Le deuxième indicateur, Taux d'avancement de la démarche d'élaboration du référentiel en organisation, représente le pourcentage des actions menées lors de la démarche d'élaboration du référentiel en organisation.

Mode de calcul : le mode de calcul de cet indicateur est fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera le taux d'avancement de la démarche.

Le troisième indicateur, Taux d'avancement de la démarche d'élaboration de la carte des métiers, représente le pourcentage des actions menées lors de la démarche d'élaboration de la carte des métiers.

Mode de calcul : le mode de calcul de cet indicateur est fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera le taux d'avancement de la démarche.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Organiser des réunions des DPC de corps sur les méthodes harmonisés et pratiques de la gestion des ressources humaines
- Initier l'élaboration de la Doctrine d'Emploi des Forces
- Mettre en place la DCRH sur le nouveau modèle

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- DGAFP : cadrage, appui - conseil méthodologique.

OBJECTIF N°8 : Réussir la mise en œuvre de la BOP au niveau du Ministère

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Atteindre les 95 % du taux d'engagement des crédits de fonctionnement et d'investissements.

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|-------|---------------------|-----------------------|-------------------------------------|---------------|---------------|------------------------------------|
| Taux d'engagement des crédits de fonctionnement et d'investissements | % | NC | Aucune | Aucune | 95% | 100% | 100,00 (2016) |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données : Ensembles des Programmes de la mission Défense – le DB du Ministère de la Défense.

Précisions méthodologiques :

C'est indicateur représente le taux d'engagement des dossiers engagés dans l'année, concernant les crédits de fonctionnement et d'investissement.

Mode de calcul : Ce taux se calcule de la façon suivante :

(Nombre de dossiers engagés dans l'année/nombre total des dossiers à engager) x 100

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Accompagner et superviser l'élaboration des PAP.
- Ouvrir un bureau permanent de suivi BOP par programme
- Initier une réunion mensuelle de compte-rendu et de mise au point par programme, présidée par les RPROG

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- DGB : Aider à la réalisation des actions d'information, de sensibilisation et de formation aux méthodes et outils de la BOP.

OBJECTIF N°9 : Renforcer la surveillance des sites dans lesquels séjourne le Président de la République au Gabon.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Conditionner à 100% l'aspect sécuritaire du site Oyem
- Conditionner à 100% l'aspect sécuritaire du site Mouila

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|----------|-------|---------------------|-----------------------|-------------------------------------|---------------|---------------|------------------------------------|
| | | | | | | | |

| | | | | | | | |
|--|---|---|------|--------|------|------|-------------|
| Etat d'avancement de la situation sécuritaire du site Oyem | % | 0 | 100% | AUCUNE | 100% | 100% | 100% (2018) |
| Etat d'avancement de la situation sécuritaire du site Mouila | % | 0 | 10% | AUCUNE | 100% | 100% | 100% (2018) |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données : DIRECTION DES OPERATIONS – DGSS – CSR – DLI - DSAF

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : Taux de réalisation de la situation sécuritaire du site Oyem: c'est le pourcentage d'achèvement et de mise en activité du site d'Oyem.

Mode de calcul : cet indicateur est fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre. La somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera le taux de réalisation du site d'Oyem en 2015.

Indicateur 2 : Taux de réalisation de la situation sécuritaire du site de Mouila : c'est le pourcentage d'achèvement et de mise en activité du site Mouila.

Mode de calcul : cet indicateur est fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre. La somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera le taux de réalisation du site de Mouila en 2015

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Evaluer les risques selon chaque site de province
- Rédiger une check-list exhaustive de l'ensemble des dispositions sécuritaires à mettre en place pour chaque site
- Réactualiser les dossiers des sites existants
- Obtenir la validation des dispositions sécuritaires proposées
- Mettre en place les dispositions sécuritaires validées et assurer leur pérennité
- Tester les dispositions sécuritaires mises en place

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- Gouverneur, maire, DG de l'Urbanisme, Gendarmerie nationale, Police, DG du Renseignement (PARTENAIRE)

OBJECTIF N°10 : Homogénéiser les équipements de la GR et renforcer leur taux de disponibilité.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Uniformiser les équipements de type armement de à 50%
- Doter le parc escorte PR de 2 véhicules identiques
- Doter le parc protection PR de 3 véhicules identiques

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|---|-----------------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| 1-Taux d'équipement des militaires de la GR avec un nouvel armement | % | NC | 40 | AUCUNE | 50 | 100 | NC |
| 2-Niveau d'homogénéité du parc d'escortes présidentielles | Nombre de types | NC | 2 | AUCUNE | 2 | 3 | NC |
| 3-Niveau d'homogénéité du parc de protection présidentielle | Nombre de types | NC | 3 | AUCUNE | 3 | 4 | NC |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données : Direction de la Logistique – DSAF – DIRTRANS – Toutes unités opérationnelles

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : Taux d'équipement des militaires de la GR avec un nouvel armement : c'est le taux de militaire de la GR doté d'un nouvel armement sur l'ensemble des effectifs au cours de l'année 2015.

Mode de calcul : il est fonction du nombre de militaires de la GR doté d'un nouvel armement / Nombre total de militaires. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre. La somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indique le taux de réalisation du site de Mouila en 2015

Indicateur 2 : Niveau d'homogénéité du parc d'escorte présidentielle : C'est le nombre d'acquisition de véhicules d'escorte présidentiel ayant les mêmes caractéristiques.

Mode de calcul : ce nombre est déterminé par la somme arithmétique des véhicules de même type acquis au cours de l'année 2015.

Indicateur 3 : Niveau d'homogénéité du parc de protection présidentielle : C'est le nombre d'acquisition de véhicules de protection présidentiel ayant les mêmes caractéristiques.

Mode de calcul : ce nombre est déterminé par la somme arithmétique des véhicules de même type acquis au cours de l'année 2015.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Arrêter ou fixer un modèle pour chaque type d'équipement après avoir réalisé une étude coûts / avantages
- Identifier les partenaires commerciaux fiables, en mesure de proposer des prestations de soutien des équipements
- Assurer l'acquisition diligente des équipements
- Affecter les équipements aux personnels et aux unités
- Mettre à la réforme les équipements obsolètes devenus non conformes (création d'une commission de réforme des matériels)

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

DGMP : fluidifier le circuit marché (PARTENAIRES)

RECAPITULATION DES CREDITS

RECAPITULATION DES CREDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

| Numéro et intitulé du programme et de l'action | | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|---|------------------------------|------------------------|---|-----------------------|------------------------|---|
| | | Ouvertes en LF (1) pour 2014 | Demandées pour 2015 | FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2015 | Votés en LF pour 2014 | Demandés pour 2015 | FDC, ADP (2) et autres ressources prévues en 2015 |
| N°7 000 1 | Programme Préparation et emploi des forces | 8 213 815 567 | 9273000106 | | 8 213 815 567 | 4 747 702 171 | |
| 1 | Coordination générale et formations interarmées | 900 532 600 | 4 764 146 230 | | 900 532 600 | 700 973 223 | |
| 2 | Préparation des forces terrestre | 2 893 207 315 | 2 130 089 146 | | 2 893 207 315 | 2 323 140 085 | |
| 3 | Préparation des forces navales | 723 301 829 | 524 665 360 | | 723 301 829 | 469 312 818 | |
| 4 | Préparation des forces aérienne | 2 398 401 244 | 155 144 720 | | 2 398 401 244 | 553 246 818 | |
| 5 | Renseignement militaire | 148 438 400 | 476 965 150 | | 148 438 400 | 246 380 409 | |
| 6 | Génie militaires | 172 287 028 | 183 082 600 | | 172 287 028 | 227 324 409 | |
| 7 | Sécurité civile | 977 647 151 | 1 038 906 900 | | 977 647 151 | 227 324 409 | |
| N°7 000 2 | Programme Equipement des Forces | 10 453 446 740 | 38 601 409 436 | | 10 453 446 740 | 30 849 244 802 | |
| 1 | Equipement des forces terrestres | 103 661 500 | 26 411 680 000 | | 103 661 500 | 18 873 436 368 | |
| 2 | Equipement des forces aériennes | 4 558 466 740 | 3 816 034 688 | | 4 558 466 740 | 6 075 705 238 | |
| 3 | Equipement de la marine nationale | 3 696 952 000 | 3 291 062 400 | | 3 696 952 000 | 2 354 800 000 | |
| 4 | Equipement des sapeurs pompiers | 545 554 400 | 1 092 000 000 | | 545 554 400 | 1 340 903 196 | |
| 5 | Equipement de la gendarmerie nationale | 615 859 000 | 4 790 632 348 | | 615 859 000 | 2 204 400 000 | |
| N°7 000 3 | Programme Garde Républicaine | 7 526 818 062 | 41 579 720 939 | | 7 526 818 062 | 9 071 729 341 | |
| 1 | Préparation et emploi des forces de la Garde républicaine | 1 339 016 631 | 2 664 994 500 | | 1 339 016 631 | 1 173 125 157 | |
| 2 | Equipement des forces de la garde républicaine | 4 046 800 000 | 20 131 317 242 | | 4 046 800 000 | 4 300 000 000 | |
| 3 | Vie du soldat de la Garde républicaine | 2 141 001 431 | 18 783 409 197 | | 2 141 001 431 | 3 598 604 184 | |
| N°7 000 4 | Programme Vie du Soldat | 2 807 626 000 | 22 396 552 509 | | 2 807 626 000 | 4 168 995 439 | |
| 1 | Activités socioculturelles et sportives du soldat | 284 435 000 | 6 946 820 597 | | 284 435 000 | 416 758 321 | |
| 2 | Santé militaire | 0 | 9 703 231 912 | | 0 | 3 677 137 118 | |
| 3 | Logement | 2 523 191 000 | 3 605 100 000 | | 2 523 191 000 | 75 100 000 | |
| 4 | Condition du militaire en retraite et anciens combattants | 0 | 2 141 400 000 | | 0 | - | |
| N°7 000 5 | Programme Soutien à la politique de défense | 67 796 130 586 | 67 683 709 887 | | 67 796 130 586 | 67 512 102 756 | |
| 1 | Pilotage de la stratégie ministérielle | 137 111 500 | 233 089 550 | | 137 111 500 | 495 450 077 | |
| 2 | Coordination administrative | 67 659 019 086 | 67 450 620 337 | | 67 659 019 086 | 67 016 652 679 | |
| Total pour la mission | | 96797836955 | 179 534 392 577 | | 96 797 836 955 | 116 349 774 509 | |

(1) Les crédits qui figurent dans cette colonne sont ceux de la loi finances initiale ou de la loi de finances rectificative si cette dernière intervient.

- (2) FDC : fonds de concours (article 38 de la LOLF)
ADP : attributions de produits (article 38 de la LOLF)

RECAPITULATION DES CREDITS PAR PROGRAMME ET TITRE

| Numéro et intitulé du programme et du titre | Autorisations d'engagement | | | Crédits de paiement | | |
|--|------------------------------|------------------------|--|---------------------------|------------------------|--|
| | Ouvertes en LF (1) pour 2014 | Demandées pour 2015 | FDC, ADP (2) et autres ressources prévus en 2015 | Votés en LF (1) pour 2014 | Demandées pour 2015 | FDC, ADP (2) et autres ressources prévus en 2015 |
| N°7 000 1 Programme Préparation et emploi des forces | 8 213 815 567 | 9 273 000 106 | | 8 213 815 567 | 4 546 488 171 | |
| Titre 1. Charges financières de la dette | | | | | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | | | | | | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 8 213 815 567 | 9 273 000 106 | | 8 213 815 567 | 4 546 488 171 | |
| Titre 4. Dépenses de transfert | - | - | | - | | |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | - | - | | - | | |
| Titre 6. Autres dépenses | - | - | | - | | |
| N°7 000 2 Programme Equipement des Forces | 10 453 446 740 | 38 601 409 436 | | 10 453 446 740 | 30 494 844 802 | |
| Titre 1. Charges financières de la dette | - | - | | - | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | - | - | | - | | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | | | | | 2 068 305 238 | |
| Titre 4. Dépenses de transfert | 1 382 846 740 | 2 110 000 000 | | 1 382 846 740 | | |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 9 070 600 000 | 36 491 409 436 | | 9 070 600 000 | 28 426 539 564 | |
| Titre 6. Autres dépenses | - | - | | - | | |
| N°7 000 3 Programme Garde Républicaine | 7 526 818 062 | 41 579 720 939 | | 7 526 818 062 | 9 055 349 341 | |
| Titre 1. Charges financières de la dette | - | - | | - | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | - | - | | - | | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 1 774 236 631 | 3 758 785 000 | | 1 774 236 631 | 1 554 204 184 | |
| Titre 4. Dépenses de transfert | - | 10 145 157 | | - | 10 145 157 | |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 5 741 000 000 | 37 810 790 782 | | 5 741 000 000 | 7 491 000 000 | |
| Titre 6. Autres dépenses | 11 581 431 | - | | 11 581 431 | | |
| N°7 000 4 Programme Vie du soldat | 2 807 626 000 | 22 396 552 509 | | 2 807 626 000 | 4 112 787 439 | |
| Titre 1. Charges financières de la dette | - | - | | - | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | - | - | | - | | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 2 523 191 000 | 19 576 401 384 | | 2 523 191 000 | 2 616 790 083 | |
| Titre 4. Dépenses de transfert | 284 435 000 | 312 878 500 | | 284 435 000 | 202 589 035 | |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | - | 2 507 272 625 | | - | 1 293 408 321 | |
| Titre 6. Autres dépenses | - | - | | - | | |
| N°7 000 5 Programme Soutien à la politique de défense | 67 796 130 586 | 67 683 709 887 | | 67 796 130 586 | 67 785 904 756 | |
| Titre 1. Charges financières de la dette | | | | | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | 64 943 024 000 | 64 967 841 700 | | 64 943 024 000 | 65 009 455 000 | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 2 800 506 586 | 2 374 650 187 | | 2 800 506 586 | 2 469 854 077 | |
| Titre 4. Dépenses de transfert | - | 41 218 000 | | - | | |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 52 600 000 | 300 000 000 | | 52 600 000 | 306 595 679 | |
| Titre 6. Autres dépenses | - | - | | - | | |
| Total pour la mission Défense | 97 797 836 975 | 179 534 392 577 | | 97 797 836 975 | 115 995 374 509 | |
| Dont : | | | | | | |

| | | | | | | |
|--|----------------|----------------|--|----------------|----------------|--|
| Titre 1. Charges financières de la dette | - | | | - | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | 64 943 024 000 | 65 200 930 950 | | 64 943 024 000 | 65 009 455 000 | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 16 694 596 524 | 36 859 747 127 | | 16 694 596 524 | 13 255 641 753 | |
| Titre 4. Dépenses de transfert | 284 435 000 | 364 241 657 | | 284 435 000 | 212 734 192 | |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 14 864 200 000 | 77 109 472 843 | | 14 864 200 000 | 37 517 543 564 | |
| Titre 6. Autres dépenses | 11 581 431 | | | 11 581 431 | | |

PROGRAMME PREPARATION ET EMPLOI DES FORCES

PRESENTATION DU PROGRAMME

Sous la responsabilité du **Général d'Armées Jean Claude ELLA-EKOGHA**, Chef d'Etat-major Général des Forces Armées, le Programme Préparation et Emploi des Forces est l'un des cinq programmes stratégiques retenu pour la mise en œuvre de la Politique de Défense.

Ce Programme a la particularité de constituer la finalité opérationnelle du Ministère de la Défense Nationale. En effet, la recherche d'une cohérence efficace dans le maintien en condition (préparation) et la mise en œuvre (emploi) des Forces sont le noyau et la raison d'être de la Mission Défense.

Ainsi, pour une riposte appropriée aux vulnérabilités principalement asymétriques auxquelles notre pays est exposé, notre outil de défense doit adapter sa préparation et son emploi en conséquence. Cette adaptation est la réponse aux quatre enjeux stratégiques du Programme, fondés généralement sur la thèse d'une Armée Opérationnelle et Républicaine.

1- Affirmer notre capacité de dissuasion.

2- Affirmer l'autonomie stratégique du Gabon et donner une posture de leader dans la sous-région en matière de Défense

Ces capacités sont assurées, renforcées et maintenues d'une part par une parfaite adéquation entre l'intensité technologique et humaine à haute valeur ajoutée qui doivent être le crédo de nos Forces et la faiblesse démographique qui caractérise notre pays. D'autre part, la stabilité sécuritaire structurelle de notre pays favoriser la posture de leader dans la sous-région que notre pays doit poursuivre.

3- Disposer d'une Armée opérationnelle

Passer par une organisation efficiente des Forces et inter-forces tout en assurant leur maintien et le renforcement de leurs capacités opérationnelles.

4- Disposer d'une Armée républicaine

Engager l'enrôlement géographique de toutes les composantes ethniques de notre pays ce qui en fera une Entité anthropologiquement stable et aux vertus républicaines affirmées. En terme simple, l'ambition du Chef Suprême des Armées est de faire se reconnaître toutes les populations de notre pays dans son armée.

Les objectifs pluriannuels qui doivent déboucher sur la réalisation des enjeux mis en évidence plus haut sont au nombre de huit (08) et rappelés dans le Projet Annuel de Performance.

Cependant, la réalité budgétaire et les orientations stratégiques obligent à recentrer en deux axes, les objectifs annuels de 2015.

Le premier axe concerne la mission régalienne de protection des frontières à travers les **opérations KOUBIA et MINKEBE pour les frontières terrestres la mise en œuvre d'un plan coordonné et renforcé de surveillance côtière inter forces pour 2015 pour la frontière maritime.**

Le deuxième axe consiste à **renforcer les capacités de nos forces à participer efficacement aux opérations militaires internationales.**

PERIMETRE DU PROGRAMME

Le Programme s'exécute à travers l'ensemble des composantes des Forces directement opérationnelles (on y trouve aussi bien les unités combattantes que celles de soutien au combattant). Elles sont réparties sur l'ensemble des cinq composantes des Forces Armées, du Génie Militaire et de la Gendarmerie (principalement la Gendarmerie Départementale). On y trouve également les Centres d'Instruction et les Ecoles de Formation (pour la préparation des forces).

PRESENTATION DES ACTIONS

Le programme Préparation et Emploi des Forces présente une cartographie de 45 Unités Opérationnelles regroupées en 07 (sept) actions telles qu'elles sont indiquées ci-dessous :

ACTION N° 1 : Coordination générale et formations interarmées

Mis en œuvre par l'Etat-major Général des Forces Armées à travers :

- la Direction Général des Opérations ;
- la Direction Générale de la Logistique;
- la Direction Générale des Organisations du Personnel;
- la Direction Générale des Transmissions *et de l'Informatique*;
- *la Direction Générale des Ecoles.*

ACTION N° 2 : Préparation des forces terrestres

Mis en œuvre par les Organisations suivantes :

- Etat-major de l'Armée de Terre (Direction des Opérations ; Directions Logistiques - Administration et Finance ; Personnel) ;
- Commandement en Chef de la Gendarmerie Nationale (Etats-majors Gendarmerie Mobile et Départementale ; Direction Recrutement et Stage ; Direction Générale des Ecoles)
- Etat-major de la Direction Générale du Service de Santé Militaire ;

ACTION N° 3 : Préparation des forces navales

Mis en œuvre par l'Etat-major de la Marine Nationale (Direction des Opérations ; Directions Logistique/Technique - Administration et Finance ; Personnel).

ACTION N° 4 : Préparation des forces aériennes

Mis en œuvre par les Organisations suivantes :

- Etat-major de l'Armée de l'Air (Direction des Opérations ; Directions Logistiques/Technique - Administration et Finance ; Personnel) ;
- Etat-major de l'Aviation Légère des Armées (Direction des Opérations ; Directions Logistique/Technique - Administration et Finance ; Personnel).

ACTION N° 5 : Renseignement militaire

Mise en œuvre par la Direction Générale de la Contre Ingérence et de la Sécurité Militaire (DGCISM).

ACTION N° 6 : Génie militaire

Mise en œuvre par la Direction Générale du Génie Militaire (DGGM).

ACTION N° 7 : Sécurité civile

Mise en œuvre par le Corps des Sapeurs-Pompiers (CSP).

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

ANALYSE STRATEGIQUE DU CONTEXTE ET DU CHAMP DU PROGRAMME

L'état des lieux et l'analyse stratégique ont permis de dégager les idées force suivantes sur le champ du programme :

- (1) Les menaces prioritaires sont : la piraterie, le terrorisme, l'immigration clandestine, le braconnage, la prolifération des ALPC.
 - La mer avec un très long littoral apparaît comme la zone de vulnérabilité majeure.
 - Il existe par ailleurs une longue frontière avec le Congo mais elle est à certains égards rendue inextricable par la forêt équatoriale
- (2) Il existe aujourd'hui un flou certain sur les stratégies d'action face à chaque menace et dans chaque système de force, un flou de la doctrine d'emploi des forces. Il manque un travail inter forces sur les stratégies d'action face aux menaces et sur une doctrine commune d'emploi.
- (3) Le dispositif de renseignement actuel est uniquement centré sur la contre ingérence.
- (4) La force armée gabonaise n'est pas encore capable de jouer le rôle de leader auquel elle aspire dans la sous-région du fait de notre stabilité politique même si l'installation du FOMAC à Libreville conforte la position du Gabon dans le système de défense de la sous-région. Le Gabon a une réelle capacité à projeter des forces hors des frontières mais en restant cependant dépendant de la logistique alliée
- (5) Il règne un assez grand flou sur les normes en matière d'équipement de chaque force, de chaque compagnie, de chaque soldat
- (6) Le taux de disponibilité de beaucoup d'équipements et de matériels est encore médiocre.
- (7) On constate un fort vieillissement des effectifs militaires; à partir de 2015, des vagues importantes de départ à la retraite vont intervenir. Ceci a été anticipé et a conduit à une forte augmentation des effectifs au cours des 3 dernières années mais ce personnel militaire doit être formé, spécialisé, motivé, aguerris.

Or, on note un manque d'exercices, d'entraînements au sein de chaque force. On note également l'absence d'exercice et d'entraînement inter forces, l'absence d'installations techniques propres aux forces pour l'entraînement des compagnies combattantes opérationnelles. Ces compagnies spécialisées sont en train de perdre leur capacité opérationnelle en raison de la vétusté et de l'hétérogénéité de leurs armements.

- (8) Les compagnies de soutien logistique sont, elles, inexistantes en dehors de la santé militaire.

Tout cela fait que les délais d'opérationnalisation des unités sont longs en cas d'enclenchement d'une intervention

ENJEUX

- Affirmer notre capacité de dissuasion
- Affirmer l'autonomie stratégique du Gabon et donner au pays une posture de leader dans la sous-région en matière de défense
- Disposer d'une armée opérationnelle
- Disposer d'une armée républicaine

LISTE DES OBJECTIFS STRATEGIQUES AVEC LE(S) RESULTAT(S) ANNUEL(S) ATTENDU(S)

Pour Affirmer la capacité de dissuasion du Gabon ; son autonomie stratégique (en donnant une posture de leader dans la sous-région en matière de Défense) et disposer d'une armée opérationnelle, le Programme Préparation et Emploi des Forces se fixe 08 (huit) objectifs stratégiques déclinés ainsi qu'il suit :

OBJECTIF N°1 : Disposer d'une stratégie d'action, d'une doctrine d'emploi des forces face à chaque menace, dans chaque système de force et au niveau inter forces; l'effectuer en priorité au niveau des menaces sur mer et sur le littoral.

- Résultats attendus pour 2015 : objectif non pris en compte pour 2015

OBJECTIF N°2 : Développer les installations d'entraînement, les exercices d'instruction et entraînement en vue de faire progresser les performances des troupes

- Résultats attendus pour 2015 : objectif non pris en compte pour 2015 en raison d'une forte corrélation avec certains d'objectifs du programme équipement qui seraient les précurseurs de l'objectif ci-dessus.

OBJECTIF N°3 : Développer la capacité proactive des Services de renseignement (passer de la seule contre ingérence vers le développement de l'ingérence).

- Résultats attendus pour 2015 : objectif non pris en compte pour 2015 en raison d'un préalable lié à l'acquisition de l'équipement de collecte, de traitement et d'édition (programme équipement).

OBJECTIF N°4 : Renforcer la surveillance et les capacités d'intervention pour la protection optimale de la façade maritime.

Objectif régalien, il a connu un développement définitionnel comme indiqué ci-dessous caractérisé par la prise en compte de l'ensemble des risques menaces qui pèsent sur nos intérêts nationaux. Il s'agit désormais de Renforcer la surveillance et les capacités d'intervention pour la protection optimale des frontières terrestre et maritime sur le plan local. Sur le plan sous régional, il s'agira de Développer les installations d'entraînement, les exercices d'instruction et entraînement en vue de faire progresser les performances des troupes.

- **Résultat annuel attendu 1** : Atteindre un taux de mobilité des unités opérationnelles engagées de 80% ;
- **Résultat annuel attendu 2** : Parvenir à ce que 80% des unités engagées soient capable d'utiliser efficacement les moyens en d'orientation et de repérage ;
- **Résultat annuel attendu 3** : Avoir des unités engagées disposant des équipements de bivouac opérationnel ;
- **Résultat annuel attendu 4** : Atteindre un taux de succès de 50% (Disposer en fin 2015 d'un bilan et d'une évaluation des interventions réalisées globalement et par corps avec classement succès/échec ;
- **Résultat annuel attendu 5** : Identifier les zones de survenance la nature des activités répréhensibles aux frontières signalées couronnés de succès (100%) ;
- **Résultat annuel attendu 6** : Réduire les incidents de tir sous le seuil de 2% ;
- **Résultat annuel attendu 7** : Parvenir à réaliser au moins un exercice de tir à chaque soldat affecté dans une unité opérationnelle ;
- **Résultat annuel attendu 8** : Parvenir à ce 80% de soldats affectés dans les unités opérationnelles aient réussi au moins un exercice de tir par trimestre ;
- **Résultat annuel attendu 9** : Améliorer la capacité opérationnelle de forces par la maîtrise du champ de bataille spécifique (04 par an) ;
- **Résultat annuel attendu 10** : Procéder à la formation des personnels sous-officiers de corps en attente de formation spécifique ; formation des équipages (aéronefs & navires en cours remise en état) ;

- **Résultat annuel attendu 11** : Disposer au sein des unités engagées de 100% de personnel du commandement s'exprimant en anglais (écrit et parlé) ;
- **Résultat annuel attendu 12** : Etablir un répertoire des différentes interventions avec classement succès/échec, par zone de manœuvre.

OBJECTIF N°5 : Créer des Unité Logistiques Opérationnelles (transmission, transport, carburant, entretien & réparation, Santé, HCCA). ;

- résultats attendus pour 2015 : objectif non pris en compte pour 2015 car dépendant des résultats l'objectif n° 1.

OBJECTIF N°6 : Développer le nombre des militaires ayant suivi une formation «métier» spécialisée et acquis ainsi une compétence «Métier» spécialisée sanctionnée par une épreuve ;

- résultats attendus pour 2015 : objectif non pris en compte pour 2015 car la formation métier passe par l'acquisition des connaissances militaires de base prévu en 2015 dans l'objectif n° 4 et au résultat attendu n°6, 8, 10 et 12.

OBJECTIF N°7 : Reconstituer l'encadrement des unités pour remplacer les départs à la retraite ;

- RESULTATS ATTENDUS POUR 2015 : OBJECTIF NON PRIS EN COMPTE POUR 2015.

OBJECTIF N°8 : Créer les conditions de travail en adéquation avec les exigences des activités militaires ;

- résultats attendus pour 2015 : objectif non pris en compte pour 2015 en raison d'une forte corrélation avec certains objectifs du programme vie du soldat.

Comme indiqué plus haut, seul **L'OBJECTIF STRATEGIQUE N° 04** fera l'objet de recherche de résultat en 2015, en raison à la fois de sa nature régaliennne et de la contrainte budgétaire. C'est donc lui qui sera détaillé plus avant.

OBJECTIF STRATEGIQUE N° 4 : Renforcer la surveillance et les capacités d'intervention pour la protection optimale de la façade maritime

Il est redéfini en Renforcer la surveillance et les capacités d'intervention pour la protection optimale des frontières terrestre et maritime sur le plan local. Sur le plan sous régional, il s'agira de Développer les installations d'entraînement, les exercices d'instruction et entraînement en vue de faire progresser les performances des troupes.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- **Résultat annuel attendu 1** : Atteindre un taux de mobilité des unités opérationnelles engagées de 80% ;
- **Résultat annuel attendu 2** : Parvenir à ce que 80% des unités engagées soient capable d'utiliser efficacement les moyens en d'orientation et de repérage ;
- **Résultat annuel attendu 3** : Avoir des unités engagées disposant des équipements de bivouac opérationnel ;
- **Résultat annuel attendu 4** : Atteindre un taux de succès de 50% (Disposer en fin 2015 d'un bilan et d'une évaluation des interventions réalisées globalement et par corps avec classement succès/échec ;
- **Résultat annuel attendu 5** : Identifier les zones de survenance la nature des activités répréhensibles aux frontières signalées couronnés de succès (100%) ;
- **Résultat annuel attendu 6** : Réduire les incidents de tir sous le seuil de 2% ;
- **Résultat annuel attendu 7** : Parvenir à réaliser au moins un exercice de tir à chaque soldat affecté dans une unité opérationnelle ;
- **Résultat annuel attendu 8** : Parvenir à ce 80% de soldats affectés dans les unités opérationnelles aient réussi au moins un exercice de tir par trimestre ;
- **Résultat annuel attendu 9** : Améliorer la capacité opérationnelle de forces par la maitrise du champ de bataille spécifique (04 par an) ;
- **Résultat annuel attendu 10** : Procéder à la formation des personnels sous-officiers de corps en attente de formation spécifique ; formation des équipages (aéronefs & navires en cours remise en état) ;
- **Résultat annuel attendu 11** : Disposer au sein des unités engagées de 100% de personnel du commandement s'exprimant en anglais (écrit et parlé) ;
- **Résultat annuel attendu 12** : Etablir un répertoire des différentes interventions avec classement succès/échec, par zone de manœuvre.

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|---|--------------------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| % moyen de mobilité par unité organique identifiée de chaque Corps (31 Véhicule pour un BATAILLON) | % | NC | NC | NC | 100 | 100 | En cours d'évaluation |
| % moyen d'orientation et de repérage par unité organique identifiée de chaque Corps | % | NC | NC | NC | 80 | 90 | En cours d'évaluation |
| % moyen de soutien en bivouac et campement par unité organique identifiée de chaque Corps | % | NC | NC | NC | 80 | 90 | En cours d'évaluation |
| Taux d'interventions sur incidents signalés. | % | NC | NC | NC | 60 | 70 | En cours d'évaluation |
| % des tirs sans incidents effectués avec armes individuelles. | % | NC | NC | NC | 98 | 100 | En cours d'évaluation |
| % de de soldat ayant effectué au moins un tir. | % | NC | NC | NC | 80 | 100 | En cours d'évaluation |
| Taux de succès au tir par soldat des unités opérationnelles | % | NC | NC | NC | 80 | 90 | En cours d'évaluation |
| Taux de succès des opérations interarmées | % | NC | NC | NC | 80 | 90 | En cours d'évaluation |
| Parvenir à former au moins 60% des personnels en attente de formation après leur recrutement | % | NC | NC | NC | 60 | 90 | En cours d'évaluation |
| Assurer un minimum d'heures de vol hebdomadaire aux équipages de l'Armée de l'Air | Heure De Vol | NC | NC | NC | 3 | 5 | En cours d'évaluation |
| Assurer un minimum d'heures de vol hebdomadaire aux équipages de l'ALA | Heure De Vol | NC | NC | NC | 7 | 10 | En cours d'évaluation |
| Assurer un minimum de jours de navigation mensuel | Jour De navigation | NC | NC | NC | | | En cours d'évaluation |
| Taux des personnels d'encadrement ayant réussi avec succès le test d'anglais | % | NC | NC | NC | 90 | 100 | En cours d'évaluation |
| Etre en mesure de connecter nos équipements de communication aux systèmes alliés et parvenir à un taux de 100% d'interopérabilité | % | NC | NC | NC | 100 | 100 | En cours d'évaluation |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données :

Les données servant à renseigner ce tableau ont trois origines.

1. Au niveau stratégique (Etat-major Général des Forces Armées) les sources sont principalement les Directions Générales des Opérations ; de la Logistique et de l'Organisation du Personnel pour ce qui concerne les opérations interarmées (manuvres ; MINKEBE ; KOUBIA ; COTTON) et interalliées (Centre Régional de Sécurité Maritime de l'Afrique Central – CRESMAC POINTE NOIRE ; Centre Multinational de Coordination – CMC DOUALA).
2. Au niveau opérationnel (Etat-major des Forces) ce sont les Directions des opérations, les services techniques et logistiques).
3. Au niveau tactique, ce sont les Régions militaires régiments ainsi que les centres d'instructions et autres écoles de formation.

Précisions méthodologiques :

En prenant pour point de départ, les Programmes Prévisionnels annuels des Activités Générales (PPAG) de chacun des trois niveaux mis en évidence plus haut, le calcul des indicateurs se fera, pour la plupart du temps en prenant au numérateur les activités réalisées sur la période mesurées en en dénominateur le PPAG. Le seuil de signification sera la cible retenue pour 2015.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

La coordination stratégique, technique et opérationnelle préalable entre toutes les parties prenantes dans les différentes opérations est essentielle. C'est qui permet de déterminer les orientations et les limites des actions à mener au regard de l'effet majeur recherché.

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES

PROPOSITIONS BUDGETAIRES

PRESENTATION DES CREDITS PAR ACTION ET PAR TITRE

| Actions et titres | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|---------------------------------|------------------------|------------------------------|-----------------------|
| | Ouvertes en LF (1) pour 2014 | Demandées pour 2015 | Votés en LF (1) pour 2014 | Demandés pour 2015 |
| 7.001.1 COORDINATION GENERALE ET FORMATION INTERARMEES | 255 104 568 | 4 764 146 230 | 255 104 568 | 681 973 223 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | | | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | | | | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 255 104 568 | 4 764 146 230 | 255 104 568 | 681 973 223 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | | | | |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Titre 6. Autres dépenses | | | | |
| 7.001.2 RENSEIGNEMENT MILITAIRE | 118 147 208 | 476 965 150 | 118 147 208 | 227 324 409 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | | | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | | | | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 118 147 208 | 476 965 150 | 118 147 208 | 227 324 409 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | | | | |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | | 0 | | 0 |
| Titre 6. Autres dépenses | | | | |
| 7.001.3 PREPARATION DES FORCES TERRESTRES | 1 330 792 850 | 2 130 089 146 | 1 330 792 850 | 2 273 244 087 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | | | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | | | | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 1 330 792 850 | 2 130 089 146 | 1 330 792 850 | 2 273 244 085 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | | 0 | | 0 |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | | | | |
| Titre 6. Autres dépenses | | | | |
| 7.001.4 PREPARATION DES FORCES AERIENNES | 760 068 467 | 155 144 720 | 760 068 467 | 454 648 818 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | | | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | | | | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 760 068 467 | 155 144 720 | 760 068 467 | 454 648 818 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | | | | |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | | | | |
| Titre 6. Autres dépenses | | | | |
| 7.001.5 PREPARATION DES FORCES NAVALES | 590 755 597 | 524 665 360 | 590 755 597 | 454 648 818 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | | | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | | | | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 590 755 597 | 524 665 360 | 590 755 597 | 454 648 818 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Titre 6. Autres dépenses | | | | |
| 7.001.6 SECURITE CIVILE (CORPS DES SAPEURS POMPIERS) | 326 452 306 | 1 038 906 900 | 326 452 306 | 227 324 409 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | | | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | | | | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 326 452 306 | 1 038 906 900 | 326 452 306 | 227 324 409 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | | | | |

| Actions et titres | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|---------------------------------|------------------------|------------------------------|-----------------------|
| | Ouvertes en LF (1) pour 2014 | Demandées pour 2015 | Votés en LF (1) pour 2014 | Demandés pour 2015 |
| Titre 6. Autres dépenses | | | | |
| 7.001.7 GENIE MILITAIRE | 299 759 360 | 183 082 600 | 299 759 360 | 227 324 409 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | | | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | | | | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 299 759 360 | 183 082 600 | 299 759 360 | 227 324 409 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | | | | |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | | 0 | | 0 |
| Titre 6. Autres dépenses | | | | |
| Total pour le programme | 3 882 294 356 | 8 213 815 567 | 3 882 294 356 | 4 546 488 173 |
| <i>Dont : FDC, ADP (2) et autres ressources attendus</i> | | | | |
| Titre 1. Charges financières de la dette | | | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | 201 214 000 | | 201 214 000 | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 3 681 080 356 | 8 213 815 567 | 3 681 080 356 | 4 546 488 173 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | | | | |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | | | | |
| Titre 6. Autres dépenses | | | | |

- (1) Les crédits qui figurent dans cette colonne sont ceux de la loi finances initiale ou de la loi de finances rectificative si cette dernière intervient.
- (2) FDC : fonds de concours (article 38 de la LOLF)
ADP : attributions de produits (article 38 de la LOLF)

JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA

DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

| Degré de priorité | Nature de la dépense | 2014 Montants | 2015 Montants | Justifications pour 2015 à partir des déterminants physiques et financiers de la dépense |
|--|--|----------------------|----------------------|--|
| 1. Dépenses de biens et services obligatoires | Baux administratifs | 50 000 000 | 50 000 000 | Concerne le logement des cadres en tournante |
| | Assurance | - | 1 800 000 | Assurance maladie concernant les militaires Gabonais de l'Etat-major du CRSMAC en poste à Pointe Noire, conformément aux dispositions des conventions de la CEMAC ; |
| | Convention internationale | 91 000 000 | 91 000 000 | Contribution annuelle du GABON au budget du CRSMAC conformément aux dispositions de la CEMAC. |
| Total | | 141 000 000 | 142 800 000 | |
| 2. Dépenses de biens et services indispensables | Indemnité de service en campagne (ISC) | - | 400 000 000 | la loi 18/2010 Portant ratification de l'Ordonnance N°007/PR/2010 du 25 février 2010 relatif au Statut Particulier des Militaires dispose que tout militaire en manœuvre ou en opération perçoit une indemnité dite de service en campagne. L'ISC est donc versée aux militaires qui participent aux manœuvres et aux exercices planifiées de maintien en condition ; aux opérations spécifiques (KOUBIA ; MINKEBE ; COTTON |
| | Alimentation | | 1 609 104 640 | Tout militaire en activité opération a droit à une alimentation journalière complète correspondant à la ration de combat individuelle. Cette alimentation concerne les manœuvres et aux exercices planifiées de maintien en condition ; aux opérations spécifiques (KOUBIA ; MINKEBE ; COTTON...). Elle est à distinguer de l'alimentation prise en compte par le Programme Vie du Soldat qui fait face aux besoins quotidiens des troupes en caserne. |
| | Carburant | 1 278 331 488 | 1 300 000 000 | Il concerne l'utilisation des équipements terrestres, volants, navigants et toute force motrice entrant dans la mise en œuvre du programme, aussi bien pour la préparation que pour l'emploi des forces. |
| | Entretien de matériels et équipements d'usage courant (EMUC 1 ^{er} échelon) | 5 295 316 027 | 500 000 000 | Toutes les dépenses liées aux entretiens de premier échelon liés aux équipements utilisés directement dans le cadre d'une opération données. Ces entretiens sont à distinguer des entretiens calendaires qui relèvent du Programme Equipement. |
| | Entretien du personnel et dépenses diverses (EPDD) | 302 330 312 | 200 000 000 | Ces dépenses concernent les questions d'hygiène et de sécurité individuelle de tout militaire engagé dans une opération de toute nature |
| | Exercices et Entraînements | 1 196 837 740 | 300 000 000 | Pour le maintien en condition et l'acquisition des compétences nouvelles, les Forces Armées ont l'obligation d'organiser périodiquement des exercices spécifiques et de toute nature. |
| | Formations (certificats & stages) | - | 94 583 533 | Le commandement militaire a l'obligation de former les militaires sous ordres afin de leur donner la compétence requise sanctionnée par des brevets et certificats militaires dans toutes les disciplines pratiquées dans les forces. |
| Total | | 8 072 815 567 | 4 546 488 173 | |
| 3. Autres dépenses de biens et services | | - | | |
| Total | | | | |
| Total Global | | 8 213 815 567 | 4 546 488 173 | |

PROGRAMME EQUIPEMENT DES FORCES

PRESENTATION DU PROGRAMME

PERIMETRE DU PROGRAMME

Le responsable du programme (RPROG) Equipement des Forces (EF) est le Directeur de Cabinet Militaire du Ministre de la Défense Nationale, le **Contre-Amiral Gabriel MALLY HODJOUA**.

L'objectif de ce programme est de fournir aux Forces de Défense, les équipements et matériels adaptés, mais aussi d'assurer leur entretien, leur réparation et leur maintenance, pour un fonctionnement plus efficient.

Le champ du programme EF regroupe :

- Les équipements des forces de défense à l'exception de ceux de la Garde républicaine et de certains équipements spécifiques de la Santé Militaire, du Génie militaire, et de la Gendarmerie Nationale.
- Les infrastructures techniques abritant les équipements, notamment les hangars, les ateliers, les soutes, les quais, les pistes, les champs de tir, les camps d'entraînement...

Ce programme ne regroupe pas :

- Les éléments liés à la vie du soldat ;
- L'équipement de la garde républicaine ;
- L'équipement spécifique de la santé militaire.

Le programme EF qui regroupe en grande partie, des investissements du Ministère de la Défense Nationale qui se caractérisent par une durée de vie particulièrement longue des matériels, doit nécessairement être en étroite collaboration avec les programmes « Préparation et Emploi des Forces » et « Vie du Soldat ».

PRESENTATION DES ACTIONS

ACTION N° 1 : Equipement des forces terrestres

L'équipement des forces terrestres recouvre le choix, l'acquisition, la mise en fonctionnement, l'entretien, la maintenance, la mise à la réforme la modernisation, la gestion :

- des équipements et des matériels terrestres.
- des infrastructures, des bâtiments

Cette action est mise en œuvre par les Directions de la Logistique ou équivalent des Corps, l'ACRA/CF et l'ECRRA.

ACTION N° 2 : Equipement des forces aériennes

L'équipement des forces aériennes recouvre le choix, l'acquisition, la mise en fonctionnement, l'entretien, la maintenance, la mise à la réforme la modernisation, la gestion :

- des équipements et des matériels aériens.
- des infrastructures, des bâtiments

Cette action est mise en œuvre par les directions chargées, des Services Techniques, des Opérations, des Transmissions, des Infrastructures et Programmation, des Services Administratifs et Financiers, de l'Informatique et par les moyens techniques des bases de l'armée de l'Air et de l'ALA.

ACTION N°3 : Equipement Navale

L'équipement de la Navale recouvre le choix, l'acquisition, la mise en fonctionnement, l'entretien, la maintenance, la mise à la réforme la modernisation, la gestion :

- des équipements et des matériels navals.
- des infrastructures, des bâtiments

Cette action est mise en œuvre par les directions chargées, des Opérations, des Services Administratifs et Financiers, de la logistique et Matériel, des services informatiques, de la programmation et de l'infrastructure, de la Marine Nationale, et par la Direction générale des services techniques de la gendarmerie et la direction des opérations et les compagnies d'incendie et secours du CSP.

ACTION 4 : Equipement spécifique des Sapeurs Pompiers

L'équipement des Sapeurs-Pompiers recouvre le choix, l'acquisition, la mise en fonctionnement, l'entretien, la

maintenance, la mise à la réforme la modernisation, la gestion :

- des équipements spécifiques des Sapeurs-Pompiers et des matériels.

Cette action est mise en œuvre par les Directions chargées des Services Administratifs et Financiers, de la logistique et du matériel, des transmissions, de l'informatique, de la logistique et du matériel du CSP.

ACTION 5 : Equipement de la Gendarmerie Nationale

L'équipement des forces terrestres recouvre le choix, l'acquisition, la mise en fonctionnement, l'entretien, la maintenance, la mise à la réforme la modernisation, la gestion :

- des équipements spécifiques et des matériels.
- des infrastructures, des bâtiments

Cette action est mise en œuvre par les Directions Générale des Services Administratifs et Financiers et la Direction Générale des Matériels et des services techniques de la Gendarmerie Nationale.

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

ANALYSE STRATEGIQUE DU CONTEXTE ET DU CHAMP DU PROGRAMME

L'Etat des lieux et l'analyse stratégique ont permis de dégager les idées fortes suivantes :

- Il existe aujourd'hui beaucoup de flou sur les normes en matière d'équipement de chaque force, de chaque compagnie, de chaque soldat. Il en va de même pour ce qui concerne les stratégies d'action face à chaque menace et dans chaque système de force. Cela rend très difficile l'élaboration d'une stratégie d'équipement rationnelle des forces.
- Le bilan des équipements et des matériels des forces permet de constater l'obsolescence et la désuétude de nombreux équipements et matériels et un fort sous équipement des soldats en équipement individuel.
- On relève également une forte indisponibilité des équipements des forces. De très nombreux équipements et matériels sont hors service. Il n'y a pas de politique claire d'acquisition des équipements et des matériels.
- Il y a besoin de mieux structurer la fonction « entretien-réparation-maintenance », en élargissant son champ d'action et la rapprochant des lieux de localisation des unités combattantes.
- Le constat est fait qu'il n'y a pas de norme ni d'objectifs précis sur le taux de disponibilité de chaque type d'équipement.
- Le patrimoine immobilier est vétuste et insuffisant.

ENJEUX

- Parvenir à une vision partagée des choix d'équipement sous contrainte budgétaire ;
- Doter les forces de défense des équipements et matériels adaptés aux différentes menaces prises en compte ;
- Faire progresser de façon significative, le taux d'opérationnalité des équipements et des matériels ;
- Assurer l'interopérabilité des équipements entre différentes forces.

LISTE DES OBJECTIFS STRATEGIQUES AVEC LE(S) RESULTAT(S) ANNUEL(S) ATTENDU(S)

OBJECTIF N°1 : Assurer l'équipement individuel de chaque soldat en fonction des normes établies pour chaque spécificité.

- Résultat annuel attendu 1 : Augmenter le niveau d'opérationnalité des forces par un relèvement du nombre d'armes et de munitions.

OBJECTIF N°2 : Augmenter les capacités d'accueil des casernes

- Résultat annuel attendu 1 : construire les casernes de Mandilou, Port-Gentil et du RCAS

OBJECTIF N°3 : Rapprocher la fonction "entretien-réparation-maintenance" des lieux de localisation des unités combattantes.

- Résultat annuel attendu 1 : Implantation d'un atelier à Oyem
- Résultat annuel attendu 2 : Réussir le processus d'élargissement de l'ECCRA et l'ACRA à la gamme civile

OBJECTIF N°4 : Parvenir à une optimisation de l'équipement des forces sur la base des stratégies d'action face aux menaces prises en compte et à la doctrine d'emploi des forces.

- Résultat annuel attendu 1 : Augmenter la capacité de nos forces à faire face aux menaces de nos intérêts vitaux sur le long de notre façade maritime
- Doter la marine nationale de deux patrouilleurs adaptés à la surveillance côtière.
- Doter l'armée de l'air de deux aéronefs dont un VIP pour le Ministère de la défense et d'un avion de surveillance côtière et d'un moteur de type CASA avec hélice
- Doter le CSP d'un camion pompe-mousse pour
- Doter les forces d'une usine de préfabrication de maison
- Doter les forces de 15 boulangeries mobiles
- Doter les forces de 12 groupes électrogènes

OBJECTIF N°5 : Développer progressivement l'inter opérationnalité des équipements des différentes forces

- Résultat annuel attendu 1 : objectif pas pris en compte pour l'année 2015

OBJECTIF N°6 : Gagner progressivement en autonomie dans la maintenance des équipements et des matériels au-delà de la période contractuelle

- Résultat annuel attendu 1 : objectif pas pris en compte pour l'année 2015

OBJECTIF N°7 : Mettre en place une gouvernance efficace du programme

- Résultat annuel attendu 1 : objectif pas pris en compte pour l'année 2015

Les quatre premiers objectifs pluriannuels ont été traités dans le présent programme. D'autres ne sont pas pris en compte cette année.

OBJECTIF N°1 : Assurer l'équipement individuel de chaque soldat en fonction des normes établies pour chaque spécificité.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

Augmenter de 5000 à 14000 les militaires équipés d'une arme opérationnelle avec ces munitions. Parvenir à ce que 8000 soldat disposent d'ici la fin de l'année d'un paquetage complet en privilégiant les militaires sur le théâtre d'opération.

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|--------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| Nombre de soldat équipés (arme et munitions) | nombre | NC | Aucune | 5000 | 14000 | NC | 23 000 (2018) |
| Nombre de soldat ayant reçu un paquetage complet | nombre | NC | Aucune | NC | 8000 | 13 000 | 23 000 (2018) |

Source des données : Les données proviennent de l'ensemble des directions techniques des états-majors, directions des opérations et armureries des corps. Ces informations nous sont fournies par des bilans d'activités et états des lieux

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : Nombre de soldats équipés (arme et munition)

Nombre de soldats disposant d'une arme opérationnelle et de munitions

Mode de calcul : ce nombre est déterminé par la somme arithmétique de soldats ayant bénéficié de dotation en armes et munitions.

Indicateur 2 : Nombre de soldat ayant reçu un paquetage complet : c'est le Nombre de soldats ayant reçu un paquetage complet habillement transmission, couchage

Mode de calcul : ce nombre est déterminé par la somme arithmétique de soldats ayant bénéficié d'un paquetage complet.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Réparer des armes qui peuvent être réparé
- Planifier dans l'armée la remise en l'état des armes pouvant être réparé
- Mettre en place une organisation de l'entretien inter corps
- Assurer le respect de la périodicité de l'entretien
- Définir une méthode et un outil (un tableur, un logiciel) pour dresser l'inventaire pour remonter l'information à l'unité chargé de les rassembler
- Faire le point des éléments de paquetage dont dispose chaque militaire
- Mesurer le besoin d'éléments de paquetage de façon à compléter le paquetage de chaque militaire
- Consolider les besoins
- Déterminer un planning de recensement avec chaque corps et fixer une date précise du rendu des besoins
- Elaborer un devis estimatif du coût de la prestation
- Elaborer la ou les conventions en vue de la passation de marché avec les fournisseurs retenus
- Organiser et superviser l'affectation des éléments de paquetage aux militaires à équiper
- Mettre en place un suivi ou pilotage de ces actions

OBJECTIF N°2 : Augmenter les capacités des casernements des militaires

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels :

Construire les casernes suivantes :

- Caserne de Mandilou
- Caserne de Port-Gentil
- Caserne RCAS (cout global voir encours défense)

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|-------|---------------------|-----------------------|-------------------------------------|---------------|---------------|------------------------------------|
| Taux d'avancement de construction des travaux caserne de Mandilou | % | NC | Aucune | NC | 50 | 50 | 100 (2018) |
| Taux d'avancement de construction des travaux caserne de Port-Gentil | % | NC | Aucune | NC | 50 | 50 | 100 (2018) |
| Taux d'avancement de construction des travaux Caserne RCAS | % | NC | Aucune | NC | 50 | 50 | 100 (2018) |

Source des données :

La Direction Générale des écoles de l'EMGFA, Direction de la Programmation et de l'infrastructure de l'Armée, et le génie Militaire

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : taux d'avancement de construction des travaux : c'est le niveau d'avancement des travaux de construction de la caserne de Mandilou

Mode calcul : ce taux, est d'terminer en fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera de la démarche

Indicateur 2 : taux d'avancement de construction des travaux : c'est le niveau d'avancement des travaux de construction de la caserne de Port-Gentil

Mode calcul : ce taux, est d'terminer en fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera de la démarche

Indicateur 3 : taux d'avancement de construction des travaux : c'est le niveau d'avancement des travaux de construction de la caserne du RCAS

Mode calcul : ce taux est déterminé en fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera de la démarche

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Continuer les visites sur le terrain
- Faire respecter du cahier des charge
- Faire les réceptions partielle ou totale
- Emettre ses réserves
- Lever au fur et à mesure les réserves
- Obtenir le décompte des travaux
- Procéder à la réception de l'ouvrage
- Suivre la réalisation du parfait achèvement

OBJECTIF N°3 : Rapprocher la fonction "entretien-réparation-maintenance" des lieux de localisation des unités combattantes.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- Disposer d'un atelier à Oyem
- Initier le processus d'élargissement de l'ECCRA et l'ACRA à la gamme civile

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|---|-------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| taux d'avancement du projet d'installation(ou implantation) de l'atelier ACRA à Oyem | % | NC | Aucune | Aucune | 100 | 0 | 100 |
| Taux d'avancement de la mise en œuvre du processus d'élargissement de l'ECCRA et l'ACRA à la gamme civile | % | NC | Aucune | Aucune | 50 | 50 | 100 |

Source des données : directions générales ECCRA et de l'ACRA

Ces informations seront recueillies par des rapports d'activités

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : taux d'avancement du projet d'installation(ou implantation) de l'atelier ACRA à Oyem : c'est le niveau d'avancement des travaux d'implantation d'un atelier à Oyem.

Mode calcul : ce taux, est d'terminer en fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera de la démarche.

Indicateur 2 : Taux d'avancement de la mise en œuvre du processus d'élargissement de l'ECCRA et l'ACRA à la gamme civile : c'est le niveau d'avancement du processus d'élargissement de l'ECCRA et l'ACRA à la gamme civile

Mode calcul : ce taux, est d'terminer en fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera de la démarche.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Consolider l'acquisition du terrain
- Faire acheminer le réseau d'eau et d'électricité
- Suivre les travaux menés par la partie autrichienne
- Initier le processus d'élargissement à la gamme civile
- Donner une formation pratique au personnel des ateliers pour assurer l'entretien-réparation de la gamme civile
- Définir les niveaux de réparation d'entretien-réparation et qui doit les assurer

OBJECTIF N°4 : Parvenir à une optimisation de l'équipement des forces sur la base des stratégies d'action face aux menaces prises en compte et à la doctrine d'emploi des forces

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- Parvenir à l'acquisition de deux patrouilleurs mieux adaptés à la surveillance du littoral que les bâtiments actuels
- Doter l'armée de l'air de deux aéronefs dont un VIP pour le Ministère de la défense et d'un avion de surveillance côtière et d'un moteur de type CASA avec hélice
- Doter le CSP d'un camion pompe-mousse pour intervenir sur les incendies non maîtrisables à ce jour
- Doter les forces d'une usine de préfabrication de maison
- Doter les forces de 15 boulangeries mobiles
- Doter les forces de 12 groupes électrogènes

Indicateurs

Nombre des équipements stratégiques à acquérir et valeur

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|---|-------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| taux d'avancement du projet de la Marine Nationale | % | NC | Aucune | Aucune | 100 | Aucune | Aucune |
| Taux d'avancement du projet aéronautique | % | NC | Aucune | Aucune | 70 | Aucune | Aucune |
| Taux d'avancement du projet CSP | % | NC | Aucune | Aucune | 100 | Aucune | Aucune |
| Taux d'avancement du projet usine de préfabrication | % | NC | Aucune | Aucune | 100 | Aucune | Aucune |
| Taux d'avancement du projet boulangerie | % | NC | Aucune | Aucune | 100 | Aucune | Aucune |
| Taux d'avancement du projet groupe électrogène | % | NC | Aucune | Aucune | 100 | Aucune | Aucune |
| Taux d'avancement du projet avion VIP CESNA | % | NC | Aucune | Aucune | 100 | Aucune | Aucune |
| Taux d'avancement des travaux école des officiers de Mandilou | % | NC | Aucune | Aucune | 100 | Aucune | Aucune |

Source des données : toutes les directions des services techniques des états-majors, la DGOPS et la DGL à l'EMGFA, le cabinet militaire du Ministre de la défense.

Ces informations seront collectées par des bilans d'étapes et par des visites sur les sites.

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : taux d'avancement du projet de la Marine Nationale: c'est le niveau d'avancement du projet de la Marine Nationale.

Mode calcul : ce taux, est d'terminer en fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera de la démarche.

Indicateur 2 : Taux d'avancement du projet aéronautique : c'est le niveau d'avancement du projet aéronautique

Mode calcul : ce taux, est d'terminer en fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera de la démarche.

Indicateur 3 : Taux d'avancement du projet CSP: c'est le niveau d'avancement du projet CSP.

Mode calcul : ce taux, est d'terminer en fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera de la démarche.

Indicateur 4 : Taux d'avancement du projet usine de préfabrication : c'est le niveau d'avancement du projet usine de préfabrication.

Mode calcul : ce taux, est d'terminer en fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera de la démarche.

Indicateur 5 : Taux d'avancement du projet boulangerie: c'est le niveau d'avancement du projet boulangerie.

Mode calcul : ce taux, est d'terminer en fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera de

la démarche.

Indicateur 6 : Taux d'avancement du projet groupe électrogène : c'est le niveau d'avancement du projet groupe électrogène

Mode calcul : ce taux, est d'terminer en fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera de la démarche.

Indicateur 7 : Taux d'avancement du projet groupe électrogène : c'est le niveau d'avancement du projet groupe électrogène

Mode calcul : ce taux, est d'terminer en fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera de la démarche.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Conduire les procédures d'achats et négocier avec les fournisseurs
- Conduire les procédures d'achat et de mise à disposition des équipements acheter
- Faire respecter toutes les clauses des contrats passés
- Agir pour que tous ces équipements soient mis en place avant le 31 décembre 2015

PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES

PROPOSITIONS BUDGETAIRES

PRESENTATION DES CREDITS PAR ACTION ET PAR TITRE

| Actions et titres | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|----------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|
| | Ouvertes en LF (1) | Demandées | Votés en LF (1) | Demandés |
| | pour 2014 | pour 2015 | pour 2014 | pour 2015 |
| N°1 Equipement des forces terrestres | 1 036 615 000 | 26 411 680 000 | 1 03 661 500 | 18 873 436 368 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | | | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | | | | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 636 615 000 | 392 000 000 | 636 615 000 | 454 000 000 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | | | | |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 400 000 000 | 26 019 680 000 | 400 000 000 | 18 419 436 368 |
| Titre 6. Autres dépenses | | | | |
| N°2 Equipement des Forces aériennes | 4 558 466 740 | 3 816 034 688 | 4 558 466 740 | 6 075 705 238 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | | | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | | | | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 337 866 740 | 692 000 000 | 337 866 740 | 755 105 238 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | | | | |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 4 220 600 000 | 3 124 034 688 | 4 220 600 000 | 5 320 600 000 |
| Titre 6. Autres dépenses | | | | |
| N°3 : Equipement Navale | 3 696 952 000 | 3 291 062 400 | 3 696 952 000 | 2 354 800 000 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | | | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | | | | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 46 952 000 | 442 000 000 | 46 952 000 | 504 800 000 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | | | | |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 3 650 000 000 | 2 849 062 400 | 3 650 000 000 | 1 850 000 000 |
| Titre 6. Autres dépenses | | | | |
| N°4 : Equipement spécifique des Sapeurs-Pompiers | 545 554 000 | 1 092 000 000 | 545 554 000 | 1 340 903 196 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | | | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | | | | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 45 554 000 | 292 000 000 | 45 554 000 | 354 400 000 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | | | | |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 500 000 000 | 10 628 000 000 | 500 000 000 | 986 503 196 |
| Titre 6. Autres dépenses | | | | |
| N°5 : Equipement de la Gendarmerie | 615 859 000 | 4 790 632 348 | 615 859 000 | 2 204 400 000 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | | | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | | | | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 315 859 000 | 292 000 000 | 315 859 000 | 354 400 000 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | | | | |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 300 000 000 | 4 498 632 348 | 300 000 000 | 1 850 000 000 |
| Titre 6. Autres dépenses | | | | |

| | | | | |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Total pour le programme | 10 453 446 740 | 39 401 409 436 | 10 453 446 740 | 30 849 244 802 |
| <i>Dont : FDC, ADP (2) et autres ressources attendus</i> | | | | |
| Titre 1. Charges financières de la dette | | | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | | | | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 1 382 846 740 | 2 110 000 000 | 1 382 846 740 | 2 422 705 238 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | | | | |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 9 070 600 000 | 36 491 409 436 | 9 070 600 000 | 28 426 539 564 |
| Titre 6. Autres dépenses | | | | |

JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA

DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

| Degré de priorité | Nature de la dépense | 2014 Montants | 2015 Montants | Justifications pour 2015 à partir des déterminants physiques et financiers de la dépense |
|--|---|---------------|---------------------|---|
| 1. Dépenses de biens et services obligatoires | | | | |
| Total | | | | |
| 2. Dépenses de biens et services indispensables | Entretien et réparation véhicules | | 162 400 000 | Assurer la mobilité des personnels Diversité des véhicules civils, cela induit des coûts d'entretien et de maintenance élevés. |
| | Entretien et réparation avions et équipements aéronautiques | | 363 105 238 | Maintien en condition des avions et hélicoptères |
| | Entretien et réparation équipements navals | | 212 400 000 | Maintien en condition des bateaux |
| | Entretien et réparation équipement spécifique | | 150 000 000 | Révisions périodiques des avions et hélicoptères |
| | Frais de transit | | 1 025 000 000 | Coûts administratifs relatifs à la délivrance des effets |
| | Carburant | | 325 000 000 | Mobilité personnel technique Élément d'entretien Fonctionnement courant des personnels du programme |
| | Fourniture de bureau | | 54 800 000 | Fonctionnement courant des personnels du programme |
| | Fourniture informatique | | 85 000 000 | Fonctionnement courant du programme équipement |
| | Frais de mission intérieur/extérieur | | 90 000 000 | Ravitaillement, dépannage, hébergement, nutrition, visite des partenaires extérieurs/intérieurs ; Nécessité de service couverture nationale |
| | Transport aérien | | 40 000 000 | Transport/ visite des partenaires extérieurs, achat des pièces |
| Total | | | 2422 705 238 | |
| 3. Autres dépenses de biens et services | | | | |
| Total | | | | |
| Total Global | | | | |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Projets | Financement de l'étude de définition (fonds centralisé 2015) (Oui / Non) | Durée prévue du projet des études à la fin des travaux (début-fin) | Coût global du projet | Dépenses 2014 et années antérieures (y.c. FinEx) | Financements extérieurs pour 2015 | Demande d'inscription à la LFI 2015 pour études et travaux (hors FinEx) |
|--|--|--|-----------------------|--|-----------------------------------|---|
| 15 boulangeries mobiles | | | 1 500 000 000 | | | 1 500 000 000 |
| Véhicules et matériels spécifiques | | | 950 000 000 | | | 950 000 000 |
| Habillement | NC | | 23 043 842 500 | | | 3 000 000 000 |
| GENA Caserne Lambaréné | NC | | | | | 1 200 000 000 |
| Achat groupe électrogène | NC | | 2 000 000 000 | | | 105 037 560 |
| Achat transformateur | NC | | | | | 40 000 000 |
| Caserne Ogooué Lolo | NC | | | | | 1 000 000 000 |
| Caserne Okano Mitzic | NC | | | | | 1 000 000 000 |
| Réhabilitation réseau trans CSP | NC | 1 an | 40 000 000 | | | 40 000 000 |
| Caserne GENA | NC | 1 an | 4 498 632 348 | NC | NC | 2 381 165 079 |
| Caserne militaire estuaire RCAS | NC | 1 an | 9 862 145 000 | NC | NC | 500 000 000 |
| Caserne militaire POG | NC | 1 an | 7 500 000 000 | NC | NC | 1 500 000 000 |
| Centre d'instruction Mvengué | NC | 1 an | NC | 0 | NC | 600 000 000 |
| AA: Mirage | NC | NC | NC | NC | NC | 1 000 000 000 |
| ALA : Révision PUMA | NC | 3 ans | 3 124 034 688 | 800 000 000 | NC | 800 000 000 |
| AA: Lockheed C130 | NC | NC | NC | 500 000 000 | NC | 500 000 000 |
| ACRA : Equipement divers | NC | NC | NC | 290 000 000 | NC | 290 000 000 |
| AA : Avion CASA | NC | NC | NC | 500 000 000 | NC | 500 000 000 |
| MN: Centre d'instruction naval de POG | NC | NC | 50 000 000 | 50 000 000 | NC | 50 000 000 |
| MN: Carénage Bateaux | NC | NC | 700 000 000 | 500 000 000 | NC | 500 000 000 |
| ALA: matériels spécifiques | NC | NC | NC | 100 000 000 | NC | 100 000 000 |
| ALA: matériels spécifiques | NC | NC | NC | 648 237 729 | NC | 648 237 729 |
| ALA: Entretien & révision générales hélicoptères | NC | NC | NC | 250 000 000 | NC | 250 000 000 |
| ALA: Equipements divers | NC | NC | NC | 15 000 000 | NC | 15 000 000 |
| ALA: Equipements divers | NC | NC | NC | 5 600 000 | NC | 5 600 000 |
| ALA: Equipements divers | NC | NC | NC | 500 000 000 | NC | 479 400 000 |
| AA: Equipement divers | NC | NC | NC | 100 000 000 | NC | 100 000 000 |
| AA: Equipement de communication | NC | NC | NC | 300 000 000 | NC | 300 000 000 |
| AT: Equipements Spécifiques Parachutistes | NC | NC | 3 251 535 000 | 200 000 000 | NC | 200 000 000 |
| AT: Caserne de Franceville | NC | NC | 1 082 000 000 | 200 000 000 | NC | 200 000 000 |
| Equipement Sapeurs Pompiers | NC | NC | NC | 486 503 196 | NC | 486 503 196 |
| Surveillance maritime (Falcon Eye) | NC | NC | 1 800 000 000 | 900 000 000 | NC | 900 000 000 |
| Extension réseaux vidéo (Magal) | NC | NC | 715 000 000 | 500 000 000 | NC | 215 000 000 |
| CPRN (Falcon Eye) | NC | NC | 1 809 000 000 | 1 000 000 000 | NC | 500 000 000 |

| | | | | | | |
|--|----|----|-----------------------|-------------|----|-----------------------|
| MN: Equipements sur vedette | NC | NC | 2 099 062 400 | 800 000 000 | NC | 800 000 000 |
| MN:Matériels spécifiques | NC | NC | 500 000 000 | NC | NC | 500 000 000 |
| Sapeurs Pompier: Equipements spécifiques | NC | NC | 500 000 000 | NC | NC | 500 000 000 |
| matériels spécifiques | NC | NC | 849 996 000 | NC | NC | 849 996 000 |
| GENA:équipements divers | NC | NC | 150 000 000 | NC | NC | 150 000 000 |
| GENA:équipements spécifiques | NC | NC | 500 000 000 | NC | NC | 500 000 000 |
| AT:Ecole des officiers de Mandilu(Ngounié) | NC | NC | 1 200 000 000 | NC | NC | 1 220 600 000 |
| Usine préfabrication maison | NC | NC | 2 000 000 000 | NC | NC | 2 000 000 000 |
| Total global | | | 36 491 409 436 | | | 28 376 539 564 |

Justifications :

Habillement

Depuis plusieurs années le poste habillement a toujours été insuffisant par rapport aux effectifs sans cesse croissants.

GENA Lambaréné

Projet initié par le Chef de l'Etat lors de la tournée républicaine.

Achat groupe électrogène

Assurer le fonctionnement du Ministère de la Défense et des états-majors en cas de coupure d'électricité.

Achat transformateur

Remplacement du transformateur de la caserne de gendarmerie d'Owendo.

Caserne Ogooué Lolo

Projet initié par le Chef de l'État lors de la tournée républicaine.

Caserne Okano Mitzic

Projet initié par le Chef de l'Etat lors de la tournée républicaine.

Réhabilitation réseau trans CSP

Raccourcir les délais d'intervention.

Caserne GENA

Au regard des effectifs sans cesse croissant cette réhabilitation permettra de désengorger les infrastructures existante et par la même occasion elle donnera de meilleurs condition de travail aux gendarmes.

Caserne militaire estuaire RCAS

Les infrastructures du Régiment de Commandement d'Appui et de soutien ayant été cédé au Prytanée Militaire à sa création, les soldats, en particulier les militaires du rang ne sont plus casernés. Ils sont dès lors difficilement mobilisables.

Caserne militaire POG

A Port-Gentil l'Armée de terre n'a pas de caserne. Ses soldats sont tolérés dans une caserne de la Marine nationale. Ce qui entraine une promiscuité abjecte et des conditions de travail lamentable.

Centre d'instruction Mvengué

Afin d'assurer la formation de ses ressources humaines, l'Armée de l'Air a besoin d'un centre d'instruction dédié entièrement à la formation des recrues et au perfectionnement des militaires.

AA: Mirage

Pour continuer d'effectuer des heures de vol, les mirages ont besoin d'une mise en condition pour la défense aérienne du territoire.

ALA : Révision PUMA

Après de nombreuses heures de vols, la révision générale de nos gros porteurs s'impose pour l'année 2015.

AA: Lockheed C130

Poursuite des révisions générales sur cet avion de transport de troupes.

ACRA : Equipement divers

Suite aux nombreuses réformes intervenues ces derniers temps, car de nombreux véhicules et moyens roulants étaient arrivés en fin de potentiel, il est prioritaire de procéder au renouvellement sectoriel des véhicules des forces de Défense.

AA : Avion CASA

Après de nombreuses heures de vols, la révision générale de l'avion CASA est nécessaire pour l'année 2015.

MN: Centre d'instruction naval de POG

MN: Carénage Bateaux

Le carénage des bateaux de la marine constitue un atout majeur car il permettra à celle-ci de remplir ses missions régaliennes de la défense du littoral.

ALA: matériels spécifiques

L'achat d'un camion avitailleur permettra de résoudre l'épineux problème du ravitaillement en carburant sur le tarmac, de nos moyens aériens

ALA: matériels spécifiques

Avant le décollage tout comme après l'atterrissage, il faut absolument disposer d'un véhicule de tractage pour assurer la mobilité au sol des hélicoptères

ALA: Entretien & révision générales hélicoptères

Le fonctionnement des hélicoptères au quotidien nécessite des moyens conséquents pour le maintien en condition de vol des appareils

ALA: Equipements divers

ALA: Equipements divers

Dans le cadre d'une Armée en OR, l'Aviation Légère des Armées s'est résolument engagé dans la numérisation de ses services, afin de diminuer les charges de fourniture de bureau à titre d'illustration, d'où l'importance de l'achat de ce matériel informatique.

ALA: Equipements divers

Achat matériel haute technologie

AA: Equipement divers :

Matériel reprographie et équipement de défense

AA: Equipement de communication

Pour un fonctionnement optimal du radar de la base aérienne 02, un complément d'équipement de communication est nécessaire.

AT: Equipements Spécifiques Parachutistes

La création d'une deuxième unité parachutiste au sein de la quatrième Région Militaire met en relief la nécessité d'acquies de nouveaux équipements parachutistes tout en réformant simultanément l'équipement vétuste.

AT: Caserne de Franceville

Après la livraison de la caserne de Franceville par l'entrepreneur aux plus hautes autorités de la nation, la cerise sur le gâteau reste néanmoins la livraison de matériel de cuisine.

Equipement Sapeurs Pompiers

Aujourd'hui les sapeurs-pompiers ne peuvent éteindre que les feux ordinaires. En cas d'incendies de deuxième catégorie (hydrocarbures et métaux) ils seront impuissants. D'où la nécessité d'avoir ce camion pompe mousse.

Surveillance maritime (Falcon Eye)

Compte tenu des menaces avérées de la façade maritime, l'acquisition des équipements et l'amélioration des réseaux de surveillance s'imposent.

Extension réseaux vidéo (Magal)

Compte tenu des menaces avérées de la façade maritime, l'acquisition des équipements et l'amélioration des réseaux de surveillance s'imposent.

CPRN (Falcon Eye)

Compte tenu des menaces avérées de la façade maritime, l'acquisition des équipements et l'amélioration des réseaux de surveillance s'imposent.

MN: Equipements sur vedette

Pour faire face aux actes de piraterie en mer, les vedettes de la Marine nationale doivent être équipés d'armes d'un calibre correspondant aux différentes menaces rencontrées.

| Nature de l'équipement | Quantité actuelle | Quantité demandée | | | | Dépenses proposées | | | |
|--|-------------------|---------------------|----------------|---------------|-------|---------------------|----------------|----------------|----------------|
| | | Grosses réparations | Renouvellement | Développement | Total | Grosses réparations | Renouvellement | Développement | Total |
| Type 1 : avions et hélicoptères | | | | | | | | | |
| 1.1 : avions de chasse | 6 | 3 | | | 6 | | | | |
| 1.2 : avions transport | 6 | 3 | 0 | 2 | 8 | 4 500 000 000 | | 12 664 920 938 | 17 164 920 938 |
| 1.3 : hélicoptère | 13 | 9 | 0 | 0 | 13 | 4 520 000 000 | | | |
| Type 2 : navires | | | | | | | | | |
| 2.1 : patrouilleurs | 1 | 1 | 0 | 2 | 3 | 700 000 000 | | 31 440 000 000 | 32 140 000 000 |
| 2.2 : vedette | 17 | 9 | 0 | 0 | 17 | NC | NC | NC | NC |
| 2.3 : canots et pirogues | 7 | 3 | 0 | 0 | 7 | NC | NC | NC | NC |
| Type 3 : roulants | | | | | | | | | |
| Equipement 3.1 : véhicules de fonction | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC |
| Equipement 3.2 : véhicule de service | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC |
| Equipement 3.3 : transport troupe | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC |
| Type 4 : spécifique | | | | | | | | | |
| Equipement 4.1 : aéronautique | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC |
| Equipement 4.2 : pompier | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC |
| Equipement 4.3 | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC | NC |

Justifications :

Les états des lieux ont fait ressortir un manque criard d'équipements. Ce dont nous disposons sont obsolètes et demande un entretien très coûteux. La marine n'a aucun patrouilleur pour ses sorties en mer, d'où la nécessité de se doter rapidement de deux patrouilleurs pour assurer notre présence en mer. Sur 13 hélicoptères 9 ont besoin de grandes réparations, d'où la difficulté aujourd'hui d'assurer la protection de nos pétroliers.

PROGRAMME GARDE REPUBLICAINE

PRESENTATION DU PROGRAMME

PERIMETRE DU PROGRAMME

Le programme de la Garde Républicaine est piloté par le Général d'armée **Grégoire KOUNA**.

Il regroupe :

- Le budget de fonctionnement propre à la GR,
- Le budget d'investissement propre à la GR.

1 – Cabinet COM CHEF
2 – DIRECTION DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERES
3 – B1
4 – B3
5 – B4
6 – DIRECTION GENERALE DES SERVICES SPECIAUX
7 – DIRECTION DE LA LOGISTIQUE
8 – SERVICE TECHNIQUE AUTO
9 – ORDINAIRE
10 – DIRECTION DE LA SANTE MILITAIRE
11 – GROUPEMENT INTERVENTION PARACHUTISTE
12 – GROUPEMENT AERIEEN PRESIDENTIEL
13 – GROUPEMENT BLINDE D'INTERVENTION
14 – SERVICE DU MATERIEL
15 – SECTION INCENDIE
16 – SECTION NAUTIQUE
17 – CENTRE D'INSTRUCTION LIBREVILLE
18 – SERVICE DES TRANSMISSIONS
19 – 1^{ère} COMPAGNIE
20 – 2^{ème} COMPAGNIE
21 – 3^{ème} COMPAGNIE
22 – 4^{ème} COMPAGNIE
23 – DETACHEMENT DE FRANCEVILLE
24 – DETACHEMENT DE LECONI
25 – COMPAGNIE DE SECURITE RAPPROCHEE
26 – CASERNEMENT
27 – MUSIQUE
28 – SERVICE GENERAL DU CORPS
29 – SERVICE D'INTERVENTION SPECIAL

Ce programme ne couvre pas :

- Le règlement des consommations en eau, électricité, téléphone, internet,
- L'entretien et les réparations automobiles réalisés par l'ACRA,
- Les commandes centralisées de véhicules et d'habillement,
- Le coût des formations à l'étranger.
- Le paiement des salaires des agents de la GR (titre 2).

Ces budgets sont destinés à assurer les missions quotidiennes de protection du Président de la République, de sa famille et de ses hôtes avec un effectif qualifié et adapté doté d'un environnement en adéquation avec les exigences particulières de la mission.

PRESENTATION DES ACTIONS

ACTION N° 1 : Préparation et emploi des forces de la Garde républicaine

La finalité de l'action est de maintenir et de développer l'aptitude de la GR à assurer les missions qui lui sont confiées :

- Assurer de façon permanente la sécurité et la protection du PR à l'intérieur et à l'extérieur du territoire ainsi que sa famille sur les itinéraires et ses déplacements privés ;
- Assurer la protection des hautes personnalités de l'Etat, des personnalités étrangères en visite au Gabon, des responsables politiques ainsi que des biens et des édifices publics ;
- Rendre les honneurs aux chefs d'Etat au cours de leur visite officielle ;
- Participer aux missions d'aide et d'assistance aux populations en cas de sinistre ou calamités publiques,
- Intervenir sur réquisition du maintien de l'ordre et de la paix civile,

- Participer aux missions de défense et de l'intégrité du territoire national.

Cette action est mise en œuvre par la direction des opérations et de l'instruction qui coordonne l'action des groupements et des unités opérationnelles.

ACTION N° 2 : Equipement des forces de la garde républicaine

Cette action vise à mettre à disposition de la GR les moyens matériels nécessaires à la réalisation de ses missions. Elle est mise en œuvre par la direction de la logistique et de l'infrastructure.

ACTION N° 3 : Vie du soldat de la Garde républicaine

Cette action met en œuvre l'ensemble des politiques mobilière, immobilière, sociale et de santé de la GR. Elle est pilotée par la direction des services administratifs et financiers, par la direction de la logistique et de l'infrastructure ainsi que par la direction du service de santé.

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

ANALYSE STRATEGIQUE DU CONTEXTE ET DU CHAMP DU PROGRAMME

La réalisation de l'état des lieux et du diagnostic initial ont permis de mettre en évidence les éléments clés qui suivent :

- chaque année, la GR est de plus en plus sollicitée ; elle doit assurer la protection d'un Président de la République, plus mobile et plus sollicitée par rapport au contexte international. (augmentation des déplacements et des réceptions).
- la GR engage quotidiennement 750 personnes pour les missions de sécurité et 150 pour des missions normales. Elle assure une quinzaine de missions par an qui mobilisent chacune 150 personnes pendant 3 jours. Elle effectue annuellement de nombreuses missions à l'étranger ;
- la constitution des détachements en province doit être mise en œuvre sans délais ;
- la GR a connu récemment un renforcement important de ses effectifs et de ses capacités d'intervention ;
- cependant la GR n'est pas encore parvenue à être entièrement une force répondant à tous les critères de « l'Armée en OR » ;
- la GR présente toutefois une bonne disponibilité, une bonne réactivité et un bon niveau de préparation ;
- la GR souffre néanmoins de plusieurs difficultés : insuffisance d'infrastructures pour les exercices et les entraînements ; besoin d'un nombre croissant de spécialistes ; coût élevé de la formation présentant encore quelques faiblesses ; matériels hétérogènes et parfois non adaptés aux missions de la GR ; nécessité de revoir l'organisation de l'entretien, de la maintenance, de la réparation, de l'adaptation de ses matériels et engins ; amélioration nécessaire des conditions de travail des soldats ;
- Il est indispensable d'établir une dynamique de mutualisation avec les autres Forces.

ENJEUX

- Renforcer la protection du Président de la République en tous lieux et en toutes circonstances
- Etre capable d'assurer la sécurité d'un nombre croissant d'évènements officiels et de personnalités
- Anticiper et prévenir de nouvelles menaces ou des menaces accrues
- Gagner en opérationnalité dans l'exercice de toutes les missions

LISTE DES OBJECTIFS STRATEGIQUES AVEC LE(S) RESULTAT(S) ANNUEL(S) ATTENDU(S)

OBJECTIF N°1 : Développer la maîtrise d'un éventail accru de menaces auxquelles le Président de la République, les personnalités et les événements officiels peuvent être exposés.

Résultat annuel attendu :

- Maintenir à 0 les incidents.
- Ramener le nombre d'Intrusions et vols à 1
- Maintenir à 0 les Incidents à l'étranger
- Maintenir à 0 les Incidents génériques

OBJECTIF N°2 : Renforcer la surveillance des sites dans lesquels séjourne le Président de la République au Gabon.

Résultat annuel attendu :

- Conditionner à 100% l'aspect sécuritaire du site Oyem
- Conditionner à 100% l'aspect sécuritaire du site Mouila

OBJECTIF N°3 : Homogénéiser les équipements de la GR et renforcer leur taux de disponibilité.

Résultat annuel attendu :

- Uniformiser les équipements de type armement de à 50%
- Doter le parc escorte PR de 2 véhicules identiques
- Doter le parc protection PR de 3 véhicules identiques

OBJECTIF N°4 : Assurer à tous les membres de la GR un haut niveau de professionnalisme et l'acquisition d'une spécialisation dans un contexte sécuritaire exigeant et prioritaire.

Résultat annuel attendu :

- Renforcer les connaissances des soldats de 80%
- Maintenir le nombre de personnels au stage spécialiste à 550
- Délivrer 1000 passeports de formation

OBJECTIF N°5 : Renforcer les exercices d'entraînement.

Résultat annuel attendu :

- Renforcer les connaissances des soldats de 80%
- Maintenir le nombre de personnels au stage spécialiste à 550
- Délivrer 1000 passeports de formation

OBJECTIF N°6 : Adapter les structures et les effectifs à l'évolution des missions de la GR

Résultat annuel attendu :

- Augmenter les exercices mensuels à 170
- Augmenter les exercices combinés à 55
- Augmenter les exercices majeurs à 5
- Augmenter les exercices en province à 25
- Augmenter le taux de construction : à 65% pour le site d'Oyem
- Augmenter le taux de construction : à 50% pour le site de Mouila
- Atteindre 70 % de réalisation pour les travaux du site de Léconi
- Atteindre 20% de réalisation pour les effectifs de Léconi
- Acquérir 80% des matériels, équipements et mobiliers de Léconi
- Acquérir 80% des matériels spécifiques de Léconi
- Démarrer l'instruction à 100% de Léconi

OBJECTIF N°7 : Assurer aux personnels de la GR des conditions de vie et de travail en adéquation avec les exigences attachées à l'exercice de leurs missions

Résultat annuel attendu :

- 2 Immeubles – 3 Maisons – 6 Appartements
- Pas de nouvelles constructions
- Pas d'entretien locatif
- Atteindre 80% de réalisation pour les travaux d'aménagement du site
- Déplacement : 100%

OBJECTIF N°1 : Développer la maîtrise d'un éventail accru de menaces auxquelles le Président de la République, les personnalités et les événements officiels peuvent être exposés

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Maintenir à 0 les incidents.
- Ramener le nombre d'Intrusions et vols à 1
- Maintenir à 0 les Incidents à l'étranger
- Maintenir à 0 les Incidents génériques

Indicateurs

| | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|-------------------------|-------|---------------------|-----------------------|-------------------------------------|---------------|---------------|------------------------------------|
| INCIDENTS SECURITAIRES* | NB | NC | 0 | NC | 0 | 0 | 0 |
| INTRUSIONS ET VOLS | NB | NC | Entre 1 et 2 | NC | 1 | 0 | 0 |
| INCIDENTS A L'ETRANGER | NB | NC | 0 | NC | 0 | 0 | 0 |
| INCIDENTS GENERIQUES | NB | NC | 0 | NC | 0 | 0 | 0 |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données : DIRECTION DES OPERATIONS – DGSS - CSR

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : incident sécuritaire : Se sont tous les événements ayant une incidence sur la sécurité du chef de l'état, aux membres de sa famille et aux hautes personnalités nationaux et personnalités étrangères en visites.

Mode de calcul : Ce nombre se calcule par la somme arithmétique des événements constatés au cours de l'année 2015.

Indicateur 2 : Intrusion et vols : Se sont tous les événements de type intrusions et vols qui ont été perpétré directement contre les biens de la présidence.

Mode de calcul : Ce nombre se calcule par la somme arithmétique des événements constatés au cours de l'année 2015.

Indicateur 3 : incident à l'étranger, se sont tous les événements ayant une incidence sur la sécurité du chef de l'état, aux membres de sa famille et des hautes personnalités lors de déplacements à l'étranger.

Mode de calcul : Ce nombre se calcule par la somme arithmétique des événements constatés au cours de l'année 2015.

Indicateur 4 : incident génériques, se sont tous les événements autres que ceux cités précédemment et ayant une incidence sur la sécurité du chef de l'état, aux membres de sa famille et des hautes personnalités.

Mode de calcul : Ce nombre se calcule par la somme arithmétique des événements constatés au cours de l'année 2015.

Les faits sont relevés par les différents responsables de sites et transmis au bureau opérations. Après exploitation et validation par le chef d'état-major, ils sont répertoriés sur le tableau des incidents.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Réaliser l'étude de risques et faire des propositions en fonction des risques potentiels à maîtriser
- Développer les moyens passifs (vidéosurveillance, caméras, portiques, alarmes, ...)
- Augmenter les moyens passifs tout en renforçant l'activité et la réactivité des personnes en charge de la sécurité

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- POLICE – GeNa – dgr (partenaires)

OBJECTIF N°2 : Renforcer la surveillance des sites dans lesquels séjourne le Président de la République au Gabon.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Conditionner à 100% l'aspect sécuritaire du site Oyem
- Conditionner à 100% l'aspect sécuritaire du site Mouila

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|-------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| Etat d'avancement de la situation sécuritaire du site Oyem | % | 0 | 100% | AUCUNE | 100% | 100% | 100% |
| Etat d'avancement de la situation sécuritaire du site Mouila | % | 0 | 10% | AUCUNE | 100% | 100% | 100% |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données : DIRECTION DES OPERATIONS – DGSS – CSR – DLI - DSAF

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : Taux de réalisation de la situation sécuritaire du site Oyem: c'est le pourcentage d'achèvement et de mise en activité du site d'Oyem.

Mode de calcul : cet indicateur est fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre. La somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera le taux de réalisation du site d'Oyem en 2015.

Indicateur 2 : Taux de réalisation de la situation sécuritaire du site de Mouila : c'est le pourcentage d'achèvement et de mise en activité du site Mouila.

Mode de calcul : cet indicateur est fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre. La somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera le taux de réalisation du site de Mouila en 2015

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Evaluer les risques selon chaque site de province
- Rédiger une check-list exhaustive de l'ensemble des dispositions sécuritaires à mettre en place pour chaque site
- Réactualiser les dossiers des sites existants
- Obtenir la validation des dispositions sécuritaires proposées
- Mettre en place les dispositions sécuritaires validées et assurer leur pérennité
- Tester les dispositions sécuritaires mises en place

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- Gouverneur, maire, DG de l'Urbanisme, Gendarmerie nationale, Police, DG du Renseignement (PARTENAIRE)

OBJECTIF N°3 : Homogénéiser les équipements de la GR et renforcer leur taux de disponibilité.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Uniformiser les équipements de type armement de à 50%
- Doter le parc escorte PR de 2 véhicules identiques
- Doter le parc protection PR de 3 véhicules identiques

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|---|-----------------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| 1-Taux d'équipement des militaires de la GR avec un nouvel armement | % | NC | 40 | AUCUNE | 50 | 100 | NC |
| 2-Niveau d'homogénéité du parc d'escortes présidentielles | Nombre de types | NC | 2 | AUCUNE | 2 | 3 | NC |
| 3-Niveau d'homogénéité du parc de protection présidentielle | Nombre de types | NC | 3 | AUCUNE | 3 | 4 | NC |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données : Direction de la Logistique – DSAF – DIRTRANS – Toutes unités opérationnelles

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : Taux d'équipement des militaires de la GR avec un nouvel armement : c'est le taux de militaire de la GR doté d'un nouvel armement sur l'ensemble des effectifs au cours de l'année 2015.

Mode de calcul : il est fonction du nombre de militaires de la GR doté d'un nouvel armement / Nombre total de militaires. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre. La somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indique le taux de réalisation du site de Mouila en 2015

Indicateur 2 : Niveau d'homogénéité du parc d'escorte présidentielle : C'est le nombre d'acquisition de véhicules d'escorte présidentiel ayant les mêmes caractéristiques.

Mode de calcul : ce nombre est déterminé par la somme arithmétique des véhicules de même type acquis au cours de l'année 2015.

Indicateur 3 : Niveau d'homogénéité du parc de protection présidentielle : C'est le nombre d'acquisition de véhicules de protection présidentiel ayant les mêmes caractéristiques.

Mode de calcul : ce nombre est déterminé par la somme arithmétique des véhicules de même type acquis au cours de l'année 2015.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Arrêter ou fixer un modèle pour chaque type d'équipement après avoir réalisé une étude coûts / avantages
- Identifier les partenaires commerciaux fiables, en mesure de proposer des prestations de soutien des équipements
- Assurer l'acquisition diligente des équipements
- Affecter les équipements aux personnels et aux unités
- Mettre à la réforme les équipements obsolètes devenus non conformes (création d'une commission de réforme des matériels)

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

DGMP : fluidifier le circuit marché (PARTENAIRES)

OBJECTIF N°4 : Assurer à tous les membres de la GR un haut niveau de professionnalisme et l'acquisition d'une spécialisation dans un contexte sécuritaire exigeant et prioritaire.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Parvenir à ce que 80% du garde bénéficie d'une formation
- Maintenir le nombre de personnel au stage spécialiste à 550
- Délivrer 1000 passeports de formation

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|--------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| 1-Taux d'adéquation Qualification / Emploi | % | NC | 70 | AUCUNE | 80 | 80 à 90 | AUCUNE |
| 2-Nombre de spécialistes formés dans l'année | Nombre | NC | 550 | AUCUNE | 550 | 600 | AUCUNE |
| 3-Nombre de gardes ayant un passeport formation / parcours professionnel | Nombre | NC | 850 | AUCUNE | 1000 | 1850 | AUCUNE |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données : Direction du Personnel - Tableau des effectifs – Organisation des effectifs

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : Taux de garde qualifié à des postes de spécialité. Qualification / Emploi : cet indicateur compare la description détaillée des emplois dans l'organisation avec la situation des effectifs affectés à ces emplois.

Mode de calcul : (nombre de garde formé à un emploi précis/nombre de postes disponibles lié à cet emploi) x100.

Indicateur 2 : Nombre de spécialistes formés dans l'année : cet indicateur désigne le nombre de personnel spécialisé dans un domaine donné formé par an.

Mode de calcul : Ce nombre est déterminé par la somme arithmétique des spécialistes formés.

Indicateur 3 : Nombre de gardes ayant un passeport formation / parcours professionnel : cet indicateur permet de connaître le niveau actuel des personnels détenant un passeport (diplôme).

Mode de calcul : ce nombre est obtenu par la somme arithmétique du nombre de passeports (diplômes) attribués après validation par le commandement.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Mettre en œuvre toutes les stratégies d'actions de formation.
- Sensibiliser le personnel d'encadrement à la gestion des ressources humaines
- Tenir à jour les passeports (diplômes) pour chaque garde

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

OBJECTIF N°5 : Renforcer les exercices d'entraînement.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Augmenter les exercices mensuels à 170
- Augmenter les exercices combinés à 55
- Augmenter les exercices majeurs à 5
- Augmenter les exercices en province à 25

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | 2018 Cible |
|---------------------------------|--------|---------------------|-----------------------|-------------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| Nombre d'exercices mensuels | Nombre | 120 | 156 | AUCUNE | 170 | 288 | NC |
| Nombre d'exercices combinés | Nombre | 12 | 36 | AUCUNE | 55 | 78 | NC |
| Nombre d'exercices majeurs | Nombre | 2 | 4 | AUCUNE | 5 | 6 | NC |
| Nombre d'exercices en provinces | Nombre | 10 | 16 | AUCUNE | 25 | 32 | NC |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données : DLI - DSAF – DIRTRANS – DIROPS – DGSS – DP – DI

Précisions méthodologiques

Indicateur 1 : Nombre d'exercices mensuels : cet indicateur permet de connaître le nombre d'exercices effectué dans le mois.

Mode de calcul : Ce nombre est déterminé par la somme arithmétique des exercices effectués au cours de l'année.

Indicateur 2 : Nombre d'exercices combinés : cet indicateur permet de connaître le nombre d'exercices pour 2015 effectué avec l'ensemble des moyens techniques disponibles (terre, air, mer).

Mode de calcul : Ce nombre se calcule par la somme arithmétique des exercices constatés au cours de l'année.

Indicateur 3 : Nombre d'exercices majeurs : cet indicateur permet de connaître le nombre d'exercices réalisé avec l'ensemble des personnels de la garde. Exemple : stade de l'amitié.

Mode de calcul : Ce nombre se calcule par la somme arithmétique des exercices constatés au cours de l'année.

Indicateur 4 : Nombre d'exercices en provinces : cet indicateur permet de connaître le nombre d'exercices pour 2015 effectué en province.

Mode de calcul : Ce nombre se calcule par la somme arithmétique des exercices constatés au cours de l'année.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Tirer les enseignements du bilan des exercices effectués en 2012-2013 (RETEX)
- Définir les besoins en exercices
- Adapter les directives annuelles d'entraînement
- Bâtir le plan / le programme d'exercices annuels
- Planifier à nouveau les exercices ayant dû être différés
- Prévenir l'indisponibilité des équipements nécessaires aux exercices
- Organiser des exercices dans les provinces
- Impliquer toutes les composantes (terre, air, mer)

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Augmenter le taux de construction : à 65% pour le site d'Oyem
- Augmenter le taux de construction : à 50% pour le site de Mouila
- Atteindre 70 % de réalisation pour les travaux du site
- Atteindre 20% de réalisation pour les effectifs
- Acquérir 80% des matériels, équipements et mobiliers
- Acquérir 80% des matériels spécifiques
- Démarrer l'instruction à 100%

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | 2018 Cible |
|--|-------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------|
| Taux d'avancement de construction du site d'Oyem | % | NC | 35 | AUCUNE | 65 | 100 | NC |
| Taux d'avancement de construction du site de Mouila | % | NC | 0 | AUCUNE | 50 | 68 | NC |
| avancement des travaux de construction du site de Léconi | % | 10 | 90 | AUCUNE | 70 | 20 | NC |
| avancement des effectifs de Léconi | % | NC | NC | AUCUNE | 20 | 100 | NC |
| matériels, équipements et mobiliers de Léconi | % | NC | NC | AUCUNE | 80 | 20 | NC |
| matériels spécifiques de Léconi | % | NC | NC | AUCUNE | 80 | 20 | NC |
| définitions des programmes d'instruction de Léconi | % | NC | NC | AUCUNE | 100 | NC | NC |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données : DLI - DSAF – DIRTRANS – DIROPS – DGSS – DP – DI

Précisions méthodologiques

Indicateur 1 : Taux d'avancement de construction du site d'Oyem : cet indicateur permet de connaître le taux d'avancement des travaux de construction du site d'Oyem.

Mode de calcul : (Nombre de travaux effectués / Nombre de travaux total à réaliser sur le site d'Oyem) x 100.

Indicateur 2 : Taux d'avancement de construction du site de Mouila : cet indicateur permet de connaître le taux d'avancement des travaux de construction du site de Mouila.

Mode de calcul : (Nombre de travaux effectués / Nombre de travaux total à réaliser sur le site de Mouila) x 100

Indicateur 3 : Avancement des travaux de construction du site de Léconi : cet indicateur permet de connaître le taux d'avancement des travaux de construction du site de Léconi.

Mode de calcul : (Nombre de travaux effectués / Nombre de travaux total à réaliser sur le site de Léconi) x 100

Indicateur 4 : Avancement des effectifs : cet indicateur permet de connaître le taux des effectifs présents en fonction des effectifs prévus pour le site de Léconi.

Mode de calcul : (Nombre des effectifs présent / Nombre des effectifs total prévu pour le site de Léconi) x100

Indicateur 5 : Matériels, équipements et mobiliers : cet indicateur permet de connaître le taux des matériels, équipements et mobiliers mis en place en 2015 sur le site de Léconi par rapport à ce qui a été prévus.

Mode de calcul : (Nombre des Matériels, équipements et mobiliers présent sur le site / Nombre Matériels, équipements et mobiliers total prévu pour le site de Léconi) x 100.

Indicateur 6 : Matériels spécifiques : cet indicateur permet de connaître le taux des matériels spécifiques mis en place en 2015 sur le site de Léconi par rapport à ce qui a été prévu. Ce taux est donné par le section du matériel.

Mode de calcul : (Nombre des Matériels spécifiques présent sur le site / Nombre Matériels spécifiques total prévu pour le site de Léconi) x 100

Indicateur 7 : Définitions des programmes d'instruction : cet indicateur permet de connaître le niveau des moyens pédagogiques mis en place en 2015 pour la formation et l'instruction des gardes affectés sur le site de Léconi.

Mode de calcul : (Nombre des programmes d'instruction déjà mis en place / Nombre total des programmes d'instruction prévu pour le site de Léconi) x 100

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Créer une cellule d'emploi opérationnelle dans chaque groupement (GAP, GIP, GBI)
- Réaliser les retours d'expérience (RETEX) avec large restitution et correction en présence des acteurs
- Définir une équipe projet pour l'élaboration de l'étude de programme par détachement
- Suivre et validation chaque étape d'avancement du projet selon les points d'arrêts qui auront été définis
- Elaborer et communiquer les calendriers prévisionnels des engagements et des paiements.
- Identifier les actions à conduire et leur nature (organisationnelle, technique, financière, personnel, etc...).
- Associer à l'objectif à atteindre les actions et les moyens nécessaires.
- Séquencer les actions dans un ordre logique.
- Créer des étapes d'avancement (définir les points d'arrêts).

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- Urbanisme / Tableau Général des propriétés de l'état (PARTENAIRES);
- Génie militaire éventuellement (PARTENAIRES);
- DGMP : assistance passation des marchés (PARTENAIRES);
- TSPRA : prise en compte des priorités de paiements (PARTENAIRES).
- Génie militaire éventuel (PARTENAIRES);
- DGMP : assistance passation des marchés (PARTENAIRES);
- TSPRA : prise en compte des priorités de paiements (PARTENAIRES);
- Bureau prévention (PARTENAIRES)
- SEEG (PARTENAIRES)

OBJECTIF N°7 : Assurer aux personnels de la GR des conditions de vie et de travail en adéquation avec les exigences attachées à l'exercice de leurs missions

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- 2 Immeubles –3 Maisons – 6 Appartements
- Pas de nouvelles constructions
- Pas d'entretien locatif
- Atteindre 80% de réalisation pour les travaux d'aménagement du site (ACAE)
- Atteindre 100% des unités prévues sur le site (ACAE)

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|---------------------------------|-----------------------|------------------|--------------------|-------------------------------|---------------|--------------------|------------------------------|
| Rénovations / Réhabilitations | I – M - A | NC | 2 I –3 M – 6A | AUCUNE | 2 I –3 M – 6A | 8 I – 37 M – 39 A | NC |
| Nouvelles constructions | Nouvelle construction | NC | 14 M – 24 A – 2 D | AUCUNE | NC | 38 M 24 A – 7 D | NC |
| Entretien locatif | M FCFA | NC | 30 | AUCUNE | NC | 95/110 | NC |
| Réalisation des infrastructures | % | NC | 20 | AUCUNE | 80 | NC | NC |
| Déplacements de l'unité | % | NC | NC | AUCUNE | 100 | NC | NC |

Abréviations : I = immeuble M = maison A : appartement D : détachement

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données : DLI - Section Nautique - DSAF- DGSS

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : Nombre de Rénovations / Réhabilitations : cet indicateur permet d'identifier le niveau de réhabilitation des infrastructures appartenant à la GR.

Mode de calcul : (Nombre de Rénovations –Réhabilitations réalisées / Nombre total de Rénovations- Réhabilitations des infrastructure appartenant à la GR)x100

Indicateur 2 : Nouvelles constructions : cet indicateur permet d'identifier les nouvelles infrastructures appartenant à la GR.

Mode de calcul : (Nombre des Nouvelles constructions réalisées / Nombre total de Nouvelles constructions infrastructure appartenant à la GR) x 100

Indicateur 4 : Entretien locatif : cet indicateur permet de connaître les dépenses dues à la location du site des ACAE.

Mode de calcul : Cout du Loyer fixé x an

Indicateur 5 : Réalisation des infrastructures : cet indicateur permet de connaître le taux d'avancement de réalisation des infrastructures du site des ACAE.

Mode de calcul : (Nombre d'infrastructures réalisées / Nombre total d'infrastructures à réalisées sur le site d'ACAE) x100

Indicateur 6 : Déplacements de l'unité : cet indicateur fixe l'état d'avancement de déplacement de l'unité sur le site des ACAE.

Mode de calcul : (Nombre des unités déjà présentes sur le site / Nombre total des unités prévu pour le site d'ACAE) x100

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Elaborer le plan de développement du bien vivre et du bien être

- Elaborer le plan de construction – réhabilitation de logements
- Créer une cellule de contrôle des travaux
- Procéder l'attribution des logements par la commission des logements et mettre à jour la base de données des logés gratuitement
- Réactualiser les dossiers existants et finaliser les actes administratifs.
- Mettre en place les dispositions sécuritaires validées et assurer leur pérennité.
- Tester les dispositions sécuritaires mises en place.
- Bien prendre en compte l'échéance proche du déplacement (les travaux du Port Môle entraîneront l'expulsion du détachement de la GR et réduiront de facto la capacité opérationnelle nautique)

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- DGMP : conseil dans l'élaboration des conventions de construction (PARTENAIRES)
- GENIE MILITAIRE : réalisation d'une partie des travaux (PARTENAIRES)
- TSPRA : prise en compte des priorités de paiements (PARTENAIRES)
- Bailleur (PARTENAIRES);
- OPRAG (PARTENAIRES);

PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES

PROPOSITIONS BUDGETAIRES

PRESENTATION DES CREDITS PAR ACTION ET PAR TITRE

| Actions et titres | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|---------------------------------|------------------------|------------------------------|-----------------------|
| | Ouvertes en LF (1) pour 2014 | Demandées pour 2015 | Votés en LF (1) pour 2014 | Demandés pour 2015 |
| N°1 Préparation et emploi des forces | 1 339 016 631 | 2 664 994 500 | 1 339 016 631 | 1 156 745 157 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Titre 2. Dépenses de personnel | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 1 331 016 631 | 2 664 994 500 | 1 331 016 631 | 1 146 600 000 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | 0 | 0 | 0 | 10 145 157 |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 0 | 0 | 0 | |
| Titre 6. Autres dépenses | 8 000 000 | 0 | 8 000 000 | 0 |
| N° 2 Equipement | 4 046 800 000 | 20 131 317 242 | 4 046 800 000 | 4 300 000 000 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Titre 2. Dépenses de personnel | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 96 800 000 | 250 000 000 | 96 800 000 | 100 000 000 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 3 950 000 000 | 19 881 317 242 | 3 950 000 000 | 4 200 000 000 |
| Titre 6. Autres dépenses | 0 | 0 | 0 | 0 |
| N° 3 Vie du soldat | 2 141 001 431 | 18 783 409 197 | 2 141 001 431 | 3 598 604 184 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Titre 2. Dépenses de personnel | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 346 420 000 | 843 790 500 | 346 420 000 | 307 604 184 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | 0 | 10 145 157 | 0 | 0 |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 1 791 000 000 | 17 929 473 540 | 1 791 000 000 | 3 291 000 000 |
| Titre 6. Autres dépenses | 3 581 431 | 0 | 3 581 431 | 0 |
| Total pour le programme | 7 526 818 062 | 41 579 720 939 | 7 526 818 062 | 9 055 349 341 |
| <i>Dont : FDC, ADP (2) et autres ressources attendus</i> | 0 | 0 | 0 | |
| Titre 1. Charges financières de la dette | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Titre 2. Dépenses de personnel | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 1 774 236 631 | 3 758 785 000 | 1 774 236 631 | 1 554 204 184 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | 0 | 10 145 157 | 0 | 10 145 157 |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 5 741 000 000 | 37 810 790 782 | 5 741 000 000 | 7 491 000 000 |
| Titre 6. Autres dépenses | 11 581 431 | 0 | 11 581 431 | 0 |

DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

| Degré de priorité | Nature de la dépense | 2014 Montants | 2015 Montants | Justifications pour 2015 à partir des déterminants physiques et financiers de la dépense |
|---|---|-------------------|--------------------|---|
| 1. Dépenses de biens et services obligatoires | Dépenses de fonctionnement courant. | 75 000 000 | 108 000 000 | <p>Baux - DSAF/Baux : 100 000 000 fca. La GR fait appel à des prestataires de location pour loger une partie de ces personnels. En effet suite à la politique d'augmentation des effectifs, le parc « logement » est devenu inférieur à la demande. - montant moyen d'une location : 555 555 fca - nombre de baux : 15 555 555 x 15 = 100 000 000 (arrondis)</p> <p>Assurance – bât. et équipement institutionnels - DSAF/Assurance Bat & Equip : 8 000 000 fca Le montant total des assurances de la GR est chiffré à 8 000 000 fca. Les assurances couvrent l'ensemble des bâtiments et équipements institutionnels de la GR.</p> |
| | Dépenses de télécommunications - SIC. | 1 500 000 | 5 000 000 | <p>Dépense de communication Les équipements de communication sont indispensables pour accomplir la mission principale de la GR. Ce montant concerne - l'entretien et la réparation des équipements de communication pour la zone de Libreville : 7 000 000 fca - consommation téléphonique : 5 000 000 fca</p> |
| Total | | 76 500 000 | 113 000 000 | |
| 2. Dépenses de biens et services indispensables | Achat, Réalisation et maintien en condition des matériels de transport. | 86 950 000 | 329 800 000 | <p>Aéronefs Le caractère confidentiel ne permet pas de détailler les matériels dévolus à la protection du PR ; Entretien et réparations– avions et équipement aéronautique Le chiffrage pour l'entretien et les réparations des aéronefs est définis comme suit / an : - Gros porteur : 25 000 000 fca - Moyen porteur : 12 000 000 fca - Petit porteur : 10 000 000 fca - Gros hélico : 15 000 000 fca - Petit hélico : 18 000 000 fca Résultat : 80 000 000 fca</p> <p>Les aéronefs de la GR depuis 2 ans subissent les coupes budgétaires. Les multiples pannes et incidents nécessitent des interventions de fonds sur ces appareils. La prise en compte des nouvelles missions de la GR (les différents déploiements en province) impactent considérablement cette ligne.</p> <p>Section nautique Le caractère confidentiel ne permet pas de détailler le nombre exacts de matériels dévolus à la protection du PR par voie nautique. Le chiffrage pour l'entretien et les réparations de la section nautique est définis comme suit / an : - barges 1 800 000 fca - semi-rigides 2 200 000 fca - bateaux rapides : 1 000 000 fca Résultat : 5 000 000 fca</p> <p>La Section nautique de la GR depuis 2 ans subit les coupes budgétaires. Les multiples pannes et incidents nécessitent des interventions de fonds sur ces matériels et notamment sur les barges. La prise en compte des nouvelles missions de la GR impactent considérablement cette ligne.</p> <p>Parc auto Il a été chiffré/an/véhicule un montant moyen de 480 172 fca pour l'entretien et les réparations. La GR se doit d'être opérationnel 24/24 - 7/7 - 365/365 - Le parc auto gamme commerciale étant de 510. - Résultat : 480 172 x 510 = 244 800 000 fca (arrondis)</p> <p>L'augmentation des missions du PR affecte l'utilisation du parc auto de la GR. De plus, depuis 2 ans, ce dernier subit les coupes budgétaires. Les multiples pannes et incidents nécessitent des interventions de fonds sur ces matériels. La prise en compte des nouvelles missions de la GR (les différents déploiements en province) impactent considérablement cette ligne.</p> <p>80 000 000+5 000 000+244 800 000= 329 800 000 FCFA</p> |
| | Ameublement. | 750 000 | 4 000 000 | <p>Ameublement Le montant consacré à l'entretien et à la réparation de l'ameublement de bureau a été calculé de la façon suivante : - il a été chiffré/an/mobilier 40 000 fca pour l'entretien et la réparation - une moyenne de 100 mobiliers/an passe en entretien et en réparation 40 000fca x 100</p> <p>Depuis quelques années, cette activité a été mise de côté pour prioriser d'autres. Cette politique ne peut pas durer éternellement. De plus les coupes budgétaires n'ont pas permis de le faire, même avec parcimonie sur 2014. La hausse est justifiée afin de maintenir un parc décent aux profits de nos gardes.</p> |
| | Communication et relations publiques. | 810 000 | 1 350 000 | <p>Abonnements Chercher l'information est un acte stratégique majeur pour les missions de la GR. Le budget consacré à tous les abonnements (journaux nationaux, internationaux, télévisions) a été déterminé en fonction des besoins et permet à l'ensemble des cellules opérationnels (Libreville-Province) d'avoir accès aux informations et ainsi de limiter les risques en matière de protection du PR.</p> <p>- Libreville : 1 000 000 fca - Province : 350 000 fca</p> |

| Degré de priorité | Nature de la dépense | 2014 Montants | 2015 Montants | Justifications pour 2015 à partir des déterminants physiques et financiers de la dépense |
|-------------------|--|--------------------|----------------------|---|
| | Alimentation Restauration | 739 952 411 | 1 569 135 000 | <p>Alimentation</p> <p>Le montant de l'alimentation a été déterminé en fonction des personnels en service 24/24, soit 1433eff X 3000 fca pga* X 365J (prime global d'alimentation)</p> <p>Résultat : 1433 x 3000 x 365 = 1 046 000 000 fca</p> <p>Un réajustement à la hausse est nécessaire, afin de nourrir correctement nos gardes mais aussi pour prendre en compte les effectifs en augmentation.</p> |
| | Carburant Aéronautique | 266 400 000 | 366 500 000 | <p>Carburant aéronautique</p> <p>Le montant du carburant aéronautique a été déterminé par rapport à la somme arithmétique des consommations en carburant de l'ensemble du parc aéronéf.</p> <p>- Hélicos conso/an : 166 500 000 fca - Avions conso/an : 200 000 000 fca</p> <p>Résultat : 166 500 000 + 200 000 000 = 366 500 000 fca</p> <p>Le besoin a été déterminé en fonction des missions en hausse du chef de l'état sur le territoire national, à l'étranger mais aussi à toutes les missions de transports de troupe de la GR.</p> |
| | Carburant pour Transport Nautique | 4 800 000 | 20 000 000 | <p>Carburant section nautique</p> <p>Le montant du carburant de la section nautique a été déterminé par rapport aux missions de protection du PR mais aussi à toutes les missions de transports des éléments de la GR. La zone d'action s'étend sur toute la côte gabonaise.</p> <p>- Barges conso/an : 11 250 000 fca - Semi-rigides/an : 7 500 000 fca - Pirogues/an : 1 250 000 fca</p> <p>Résultat : 11 250 000 + 7 500 000 + 1 250 000 = 20 000 000 fca</p> <p>L'augmentation des missions du PR affecte la consommation en Carburant des engins nautique de la GR. La prise en compte des nouvelles missions de la GR (dont les différents déploiements en province) impactent considérablement cette ligne.</p> |
| | Carburant pour véhicule | 203 052 052 | 310 000 000 | <p>Carburant pour véhicule</p> <p>Le montant du carburant des véhicules a été déterminé par rapport aux missions de protection du PR mais aussi à toutes les missions de transports des éléments de la GR. Ce dernier se devant d'être opérationnel 24/24.</p> <p>- Conso moyen d'un VHL : 584 905 fca - Parc de 530</p> <p>Résultat : 584 905 x 530 = 310 000 000 fca (arrondis)</p> <p>L'augmentation des missions du PR affecte la consommation en carburant du parc auto de la GR. La prise en compte des nouvelles missions de la GR (dont les différents déploiements en province) impactent considérablement cette ligne.</p> |

| Degré de priorité | Nature de la dépense | 2014 Montants | 2015 Montants | Justifications pour 2015 à partir des déterminants physiques et financiers de la dépense |
|-------------------|------------------------------------|---------------|---------------|--|
| | Dépenses de fonctionnement courant | 150 743 599 | 306 900 000 | <p>Service de santé Frais médicaux, médicaments : 72 000 000 fcf. Cette ligne est dévolue pour les dépenses à caractère médical.</p> <p>Armurerie Centrale Matériels spécialisés : 27 200 000 fcf. Achat de matériel divers au profit de l'armurerie. Les dépenses de cette cellule sont directement liées à la protection du PR.</p> <p>DGSS* 100 000 000 fcf. Les dépenses de cette cellule sont directement liées à la protection du PR. (*Direction Génér Serv Spéciaux)</p> <p>DSAF* Frais inhumation : 12 000 000 fcf. Les frais d'inhumation font partis du pacte social définis par le chef de l'état. L'accompagnement des familles étant une priorité de l'état et du commandement. (*Direction des Services Administratifs et Financiers)</p> <p>Service de santé – DSAF* Aides : 12 000 000 fcf. Les frais sociaux font partis du pacte social définis par le chef de l'état. L'accompagnement des familles étant une priorité de l'état et du commandement. (*Direction des Services Administratifs et Financiers)</p> <p>Direction de la Logistique Location de véhicules & navires : 14 500 000 fcf. A certaines occasions, la GR est dans l'obligation de louer des véhicules, notamment lors de visite de hautes personnalités. Véhicules de prestiges... Concernant la ligne location navire, idem lors de visite de hautes personnalités, le parc nautique peut être inférieur à la stratégie de protection et d'accompagnement. La GR loue des navires, des jetskis... Enveloppe en hausse du à l'augmentation des effectifs et à l'augmentation des missions du chef de l'état.</p> <p>DSAF* Location d'équipement divers : 1 200 000 fcf. Le DSAF fait régulièrement appel à des prestataires de location d'équipements. Exemple : pour le 17/08 des tentes de prestiges ont été loué afin d'accueillir les prestations au sein du palais. (*Direction des Services Administratifs et Financiers)</p> <p>DSAF* Impression : 6 000 000 fcf. Cette ligne (frais d'impression) est dévolue pour l'achat de tous les imprimés officiels de la garde, pour les revues périodiques et pour les agendas de la Garde. Elle sert aussi à certains imprimés de la présidence. (*Direction des Services Administratifs et Financiers)</p> <p>Service du matériel Matériel de sport : 30 000 000 fcf. Cette ligne est dévolue pour l'achat, l'entretien et le renouvellement des équipements de sport. Un garde bien entraîné est un garde performant.</p> <p>Ordinaire Fourniture Hôtelière : 6 000 000 fcf. Ce service à un besoin réel et régulier en matière de fourniture hôtelière afin de subvenir à l'alimentation de 1 433 personnels par jour. Exemple : marmites, bassines, plats, couverts divers, papier alu, papier sulfurisé, film transparent... Très sollicité, ces fournitures font régulièrement l'objet d'un renouvellement. Une moyenne de 6 000 000 fcf par an a été déterminée pour cette dépense.</p> <p>Transmission Fourniture audiovisuel : 5 000 000 fcf. Les matériels de la cellule transmission sont sollicités 24/24. En effet ceux-ci sont dévolus à la surveillance des lieux stratégiques sur tout le territoire national ainsi qu'au sein du palais. Leurs renouvellements réguliers sont une priorité.</p> <p>DSAF* Entretien et réparations– équipement de bureaux : 4 000 000 fcf. Le montant consacré à l'entretien et à la réparation des équipements de bureau a été calculé de la façon suivante : - il a été chiffré/an/mobilier 40 000 fcf pour l'entretien et la réparation - une moyenne de 100 mobiliers/an passe en entretien et en réparation 40 000 fcf x 100 (*Direction des Services Administratifs et Financiers)</p> <p>Direction de la Logistique Convention de nettoyage : 12 000 000 fcf. Cette entité fait appel à des prestataires (via des conventions) pour effectuer le nettoyage de site particulier comme la présidence et les palais (site de Libreville et des provinces).</p> <p>Service du matériel Convention de nettoyage : 5 000 000 fcf. Cette entité fait appel à des prestataires (via des conventions) pour effectuer le nettoyage périodique de tous les matériels HCCA (habillement-campement-couchage-ameublement) de la GR.</p> <p>Une augmentation est constatée par rapport à 2014. Prise en compte des nouvelles missions de la GR mais aussi aux fréquences de plus en plus importantes des missions du chef de l'état. Cette hausse du budget est justifiée par le fait que toutes ces lignes sur 2014 n'ont pu être faites qu'avec parcimonie en raison de coupes budgétaires.</p> <p>72 000 000+27 200 000+100 000 000+12 000 000+12 000 000+14 500 000+1 200 000+6 000 000+30 000 000+6 000 000+5 000 000+4 000 000+12 000 000+5 000 000= 306 900 000 fcf</p> |

| Degré de priorité | Nature de la dépense | 2014 Montants | 2015 Montants | Justifications pour 2015 à partir des déterminants physiques et financiers de la dépense |
|-------------------|--------------------------------------|---------------|---------------|--|
| | Immobilier-entretien courant. | 66 300 000 | 212 300 000 | <p>Immobilier-entretien courant</p> <p>Pour les services ci-dessous, cela concerne les achats de fourniture pour l'entretien des bâtiments et équipement institutionnels</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1° Compagnie : 2 000 000 fca - 2° Compagnie : 2 000 000 fca - 3° Compagnie : 2 000 000 fca - 4° Compagnie : 2 000 000 fca - Armurerie Centrale : 800 000 fca - Centre d'instruction Libreville : 3 000 000 fca - Centre d'instruction Leconi : 4 000 000 fca - Compagnie d'Honneur : 2 000 000 fca - Compagnie sécurité rapprochée : 2 000 000 fca - Détachement Franceville : 4 000 000 fca - Direction de la logistique : 10 000 000 fca - Direction des opérations et de l'instruction : 2 400 000 fca - Direction des Services Administratifs et Financiers : 48 000 000 fca - Direction des transmissions : 2 000 000 fca - Direction du service de la sante militaire : 2 000 000 fca - Direction générale des services spéciaux : 2 000 000 fca - Fête nationale : 4 000 000 fca - Groupement aérien présidentiel : 4 000 000 fca - Groupement blindé d'intervention : 8 000 000 fca - Groupement d'intervention parachutiste : 5 000 000 fca - Journées de la défense : 1 600 000 fca - Musique Garde Républicaine : 4 000 000 fca - Section d'intervention spéciale : 500 000 fca - Section incendie : 1 000 000 fca - - Service général du Corps : 3 000 000 fca - Service technique auto : 1 000 000 fca <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> - Service du casernement : 90 000 000 <p>cela concerne les achats pour :</p> <p>L'entretien et réparation des climatiseurs de bâtiments institutionnels L'entretien et réparation des installations électriques des bâtiments. institutionnels L'entretien et réparations de la plomberie de bâtiments institutionnels L'achat de fournitures pour l'entretien des bâtiments et équipement administratifs</p> <p>Une augmentation est constatée par rapport à 2014. Prise en compte des nouvelles missions de la GR mais aussi aux fréquences de plus en plus importantes des missions du chef de l'état. Cette hausse du budget est justifiée par le fait que toutes ces lignes sur 2014 n'ont pu être faites qu'avec parcimonie en raison de coupes budgétaires.</p> |
| | Fournitures de bureau. | 24 000 000 | 59 200 000 | <p>Fournitures de bureau</p> <ul style="list-style-type: none"> - DSAF/Papeterie : 12 000 000 fca - Jour Cohés GR/ Fournitures de bureau : 3 200 000 fca - DGSS/ Fournitures de bureau : 3 000 000 fca - CI Leconi/ Fournitures de bureau : 2 000 000 fca - CI Libreville / Fournitures de bureau : 5 000 000 fca - GIP/ Fournitures de bureau : 4 000 000 fca - GBI/ Fournitures de bureau : 1 600 000 fca - GAP/ Fournitures de bureau : 2 000 000 fca - DIRSANTE/ Fournitures de bureau : 1 000 000 fca - TRANS/ Fournitures de bureau : 1 000 000 fca - DIRPERO B1/ Fournitures de bureau : 1 000 000 fca - DIRLOG B4/ Fournitures de bureau : 1 000 000 fca - DIROPS B3/ Fournitures de bureau : 800 000 fca - DSAF/ Fournitures de bureau : 20 000 000 fca - DIRCAB/ Fournitures de bureau : 1 600 000 fca <p>Les montants ont été définis par rapport à une consommation moyenne des années antérieures. Les fournitures de bureau sont nécessaires à la bonne marche administrative de chaque service.</p> |
| | Dépenses de télécommunications - SIC | 5 400 000 | 15 000 000 | <p>Dépense de communication</p> <p>Ligne stratégique majeur pour les dépenses d'équipements de communication. Indispensables pour accomplir les missions de la GR. Ce montant concerne l'entretien et la réparation des équipements de communication pour la portion centrale de Libreville (présidence-palais).</p> <p>Une augmentation est constatée par rapport à 2014. La prise en compte des nouvelles missions de la GR dont les différents déploiements en province impactent considérablement cette ligne.</p> |
| | Déplacement des personnels | 32 000 000 | 104 000 000 | <p>Déplacement des personnels</p> <p>Les dépenses « déplacements de personnels » sont conditionnées par les déplacements du PR. C'est une dépense indispensable. Elle englobe les frais liés à l'alimentation, les frais d'hébergements, les frais pour les moyens de transports de tous les personnels participants à la protection directe du PR sur le territoire national mais aussi à l'étranger.</p> <p>Une augmentation est constatée par rapport à 2014. La prise en compte des nouvelles missions de la GR dont les différents déploiements en province impactent considérablement cette ligne.</p> |
| | Informatique-bureautique. | 8 400 000 | 24 600 000 | <p>Informatique-bureautique</p> <ul style="list-style-type: none"> - DGSS : 3 000 000 fca - TRANS : 3 000 000 fca - DIRLOG : 1 000 000 fca - DIROPS : 1 600 000 fca - DSAF : 16 000 000 fca <p>Les montants ont été définis par rapport à une consommation moyenne des années antérieures. Les fournitures de bureau sont nécessaires à la bonne marche administrative de chaque service.</p> |

| Degré de priorité | Nature de la dépense | 2014 Montants | 2015 Montants | Justifications pour 2015 à partir des déterminants physiques et financiers de la dépense |
|---------------------|---|----------------------|----------------------|--|
| | Transport des matériels. | 1 200 000 | 4 000 000 | <u>Transport des matériels.</u> - DIRLOG : La ligne « transport des matériels » regroupe les dépenses de : - taxes douanières, - RUSID ou taxe informatique Ce montant a été déterminé en fonction de la consommation moyenne des exercices antérieurs. |
| | Energie divers - Gaz - Pétrole... | 5 760 000 | 12 000 000 | <u>Gaz</u> L'augmentation de la ligne alimentation impacte directement la ligne « Gaz ». Celui-ci est indispensable. Consommation annuelle. Elle concerne l'ensemble des unités de la garde sur le territoire national. De plus la prise en compte des nouvelles missions de la GR dont les différents déploiements en province impactent considérablement cette ligne. |
| | Habillement et protection des individus | 112 800 000 | 300 000 000 | <u>Habillement</u> La commande annuelle est de 300 000 000 fca. Celle-ci a été déterminée par l'usure moyenne du paquetage pour un garde montant des services contraignants. - Paquetage complet par homme (moyenne) : 385 000 fca - Personnels de service contraignant (moyenne) : 780 $385\ 000 \times 780 = 300\ 000\ 000\text{fca}$ Enveloppe en hausse du à l'augmentation des effectifs et à la prise en compte des nouvelles missions de la GR dont les différents déploiements en province |
| Total | | 1 709 318 062 | 3 645 785 000 | |
| Total Global | | 1 802 198 062 | 3 758 785 000 | |

Justifications : Dépenses de biens et services

1. Un écart notable est constaté par rapport aux chiffres de 2014.

- Cette comparaison a été faite sur la LFR de 2014 soit un écart de 1 956 586 938 fca.
- Si la comparaison avait été faite à partir de la LFI 2013 soit un montant de 2 589 195 065 fca, l'écart serait de 1 169 589 935 fca.

2. L'augmentation des missions du chef de l'état sur le territoire national et à l'étranger amène la garde républicaine à adapter ses moyens matériels, financiers et humains. Elle doit assurer la protection d'un Président de la République toujours plus mobile et toujours plus sollicité par rapport au contexte local mais aussi international

3. De plus il lui est demandé de déployer des détachements en province, d'augmenter ses effectifs ainsi que de ses capacités d'interventions.

4. Les coupes budgétaires successives depuis quelques années ont significativement diminués les capacités de la garde malgré une augmentation constante de mission et de projet.

Conclusion :

La garde républicaine, souffre néanmoins de plusieurs difficultés :

- insuffisance d'infrastructures de casernement, pour les exercices, pour les entraînements, pour les logements ;
- insuffisance des moyens matériels, matériels hétérogènes et parfois non adaptés aux missions de la GR ;
- besoin d'un nombre croissant de spécialistes ; coût élevé de la formation d'où aussi son insuffisance ;
- nécessité de revoir l'organisation de l'entretien, de la maintenance, de la réparation, de l'adaptation de ses matériels et engins ;
- amélioration nécessaire des conditions de travail des soldats.

Un effort budgétaire certain doit être fait afin de garantir la sécurité du chef de l'état, des membres de sa famille, de hautes autorités nationales et internationales.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Projets | Demande d'inscription à la LFI 2015 pour étude de définition | Durée prévue du projet des études à la fin des travaux (début-fin) | Coût global du projet | Dépenses 2014 et années antérieures (y.c. FinEx) | Financements extérieurs pour 2015 | Demande d'inscription à la LFI 2015 pour études et travaux (hors FinEx) |
|---|--|---|-----------------------|---|-----------------------------------|--|
| Projets en cours Equipement | | | | | | |
| Achat Rénovation et Entretien d'armements lourds légers gros calibre petit calibre et Maintien de l'ordre | 700 000 000 | 2014-2015 | 1 600 000 000 | 0 | 0 | 700 000 000 |
| Achat Rénovation et Entretien d'équipement et matériel de Restauration | 100 000 000 | 2014-2015 | 200 000 000 | 0 | 0 | 100 000 000 |
| Achat Rénovation et Entretien d'équipements de climatisation | 100 000 000 | 2011-2016 | 205 000 000 | 105 000 000 | 0 | 100 000 000 |
| Achat Rénovation et entretien des matériels de lutte contre les incendies | 100 000 000 | 2012-2016 | 545 050 347 | 145 050 347 | 0 | 100 000 000 |
| Achat, Réalisation et maintien en condition des matériels de transport. | 2 300 000 000 | 2011-2016 | 14 552 088 541 | 7 952 088 541 | 0 | 2 300 000 000 |
| Approvisionnement & maintien en condition des matériels de bureau | 300 000 000 | 2012-2016 | 1 109 566 401 | 509 566 401 | 0 | 300 000 000 |
| Dépenses de télécommunications - SIC. | 200 000 000 | 2011-2016 | 365 612 000 | 115 612 000 | 0 | 200 000 000 |
| Informatique-bureautique. | 100 000 000 | 2011-2016 | 253 999 999 | 153 999 999 | 0 | 100 000 000 |
| sécurité des installations | 300 000 000 | 2012-2016 | 1 049 999 954 | 799 999 954 | 0 | 300 000 000 |
| Total encours | 4 200 000 000 | / | 19 881 317 242 | 9 781 317 242 | 0 | 4 200 000 000 |

| Projets | Demande d'inscription à la LFI 2015 pour étude de définition | Durée prévue du projet des études à la fin des travaux (début-fin) | Coût global du projet | Dépenses 2014 et années antérieures (y.c. FinEx) | Financements extérieurs pour 2015 | Demande d'inscription à la LFI 2015 pour études et travaux (hors FinEx) |
|---|--|--|-----------------------|--|-----------------------------------|---|
| Projets en cours Développement | | | | | | |
| Travaux en régie | 200 000 000 | | 962 000 000 | | | 100 000 000 |
| Villas GBI (16 Villas) | 170 000 000 | | 600 000 000 | | | 170 000 000 |
| Villas GIP/Carrefour GP (13 Villas) | 271 000 000 | | 613 973 540 | | | 221 000 000 |
| Locaux Compagnies du Palais | 150 000 000 | | 1 793 000 000 | | | 150 000 000 |
| Immeubles cité des mariés | 500 000 000 | | 7 000 000 000 | | | 500 000 000 |
| Création de détachements de province | 1 700 000 000 | | 6 000 500 000 | | | 500 000 000 |
| Cité des 27 logements | 150 000 000 | | 660 000 000 | | | 150 000 000 |
| Déplacement Section Nautique | 150 000 000 | | 300 000 000 | | | 150 000 000 |
| Total encours Développement | 3 291 000 000 | - | 17 929 473 540 | - | - | 1 941 000 000 |
| Total global Equipement et Développement | 7 491 000 000 | | 37 810 790 782 | 11 231 317 242 | Néant | Néant |

Justifications :

1 – Développement

11 - « Projets en Cours » : pas d'évolution majeure. Ils se maintiennent dans la continuité des exercices précédents.

121 - Travaux en régie: budget alloué au profit de la cellule casernement pour effectuer des travaux de « casernement ».

| | |
|----------------------|---|
| Travaux à réaliser : | Mep installation stockage et distribution eau sur bâtiment infirmerie et ordinaire |
| Travaux à réaliser : | Mep séparateur hydrocarbure au STA |
| Travaux à réaliser : | Remplacer menuiserie (jalousie+ ventilateur) sur guérite caserne |
| Travaux à réaliser : | Mettre en peinture locaux magasin du corps |
| Travaux à réaliser : | Rénovation atelier froid et chambre de permanence du casernement |
| Travaux à réaliser : | Mise à niveau des postes de garde GR |
| Travaux à réaliser : | Mep dépôt munition de compagnie pour soute à la Démocratie |
| Travaux à réaliser : | Achat équipement de sécurité : bastion wall, sacs à terre, concertina, grilles etc. |
| Travaux à réaliser : | Créer aire de lavage au STA |
| Travaux à réaliser : | Ravaler les façades des bâtiments de la caserne |
| Travaux à réaliser : | Créer sanitaires bâtiment pour les conseillers du COMCHEF |
| Travaux à réaliser : | Durcissement des armureries + mep de déshumidificateur |
| Travaux à réaliser : | Mettre aux normes les ateliers de menuiserie et de soudure |
| Travaux à réaliser : | Aménagement du magasin du casernement |

| | |
|----------------------|---|
| Travaux à réaliser : | Rénover les locaux disciplinaires |
| Travaux à réaliser : | Aménagement de l'atelier fils (TRANS) |
| Travaux à réaliser : | Réhabiliter les chambres froides de l'ordinaire |
| Travaux à réaliser : | Interdire les accès au lotissement DIBA-DIBA officier et traitement accès unique officier et S/Officier |
| Travaux à réaliser : | Reconstruire miradors soute à munition + éclairage |
| Travaux à réaliser : | Remplacer luminaires extérieur non étanche |
| Travaux à réaliser : | Mep groupe de sécurité sur les chauffe eau |
| Travaux à réaliser : | Mep disjoncteur différentiel 30mA sur les circuits électriques des locaux humides et ceux accessibles par l'homme |
| Travaux à réaliser : | intervention sur tableaux et circuits électrique |
| Travaux à réaliser : | intervention sur réseaux de distribution d'eau |
| Travaux à réaliser : | intervention sur réseaux d'adduction |
| Travaux à réaliser : | intervention sur réseaux d'évacuation |
| Travaux à réaliser : | intervention sur couvertures |

122 - Villas GBI (16 Villas) : les travaux de réhabilitation sont toujours en cours suivant le cahier de charge qui a été définis. L'exercice budgétaire 2014 n'ayant pas encore repris, le gros du projet sera repoussé en 2015.

| | |
|----------------------|---|
| Travaux réalisés : | Réhabilitation de 04 villas (dont 1 Brésilienne) |
| Travaux à réaliser : | 09 villas à rénover - 25MF / villa |
| Travaux à réaliser : | Rénover clôture de 10 villas |
| Travaux à réaliser : | Créer réseau évacuation pour 05 villas |
| Travaux à réaliser : | Reconstruction de 05 fosses sceptique - 5MF/fosse |
| Travaux à réaliser : | Démolition de 04 villas - 5MF/villa |
| Travaux à réaliser : | Etude, contrôle technique, divers et imprévus 5% |

123 - Villas GIP/Carrefour GP (13 Villas) : les travaux de réhabilitation sont toujours en cours suivant le cahier de charge qui a été définis. L'exercice budgétaire 2014 n'ayant pas encore repris, le gros du projet sera repoussé en 2015.

| | |
|----------------------|--|
| Travaux à réaliser : | Rénover TCE : 08 villas + 03 villas (extérieures) à 20MF/villa |
| Travaux à réaliser : | Rénover TCE : 02 villas à 25MF/villa |
| Travaux à réaliser : | Rénover clôture de 03 villas (extérieures) |
| Travaux à réaliser : | Rénover clôture pour 10 villas |
| Travaux à réaliser : | Etude, contrôle technique, divers et imprévus 5% |

124 - Locaux Compagnies du Palais : les travaux de réhabilitation sont toujours en cours suivant le cahier de charge qui a été définis. L'exercice budgétaire 2014 n'ayant pas encore repris, le gros du projet sera tr repoussé en 2015.

| | |
|----------------------|---|
| Travaux en cours : | Rénovation des locaux de vie de la compagnie de sécurité rapprochée - locaux enterrés - (locaux à sommeil + bloc sanitaire collectif, salle de cours, cuisine, réfectoire, magasin, circulations).+ mise à niveau du système de traitement d'air. |
| Travaux à réaliser : | Mise à niveau des systèmes de traitement d'air des autres unités -locaux enterrés- ; Créer bloc sanitaires collectif dans les locaux de l'unité des transmission. |
| Travaux à réaliser : | Etude, contrôle technique, divers et imprévus 5% |

125 - Immeubles cité des mariés - 3ème phase sur 5 en 2015 : les travaux de réhabilitation sont toujours en cours suivant le cahier de charge qui a été définis. L'exercice budgétaire 2014 n'ayant pas encore repris, le gros du projet repoussé en 2015.

| | |
|----------------------|--|
| Travaux en cours : | 2011 – 2012 : 2x(R+3) T3/24 lgt et T2/24 lgt |
| Travaux en cours : | 2013 - 2014 : 2x(R+3) 2x(R+3) T3/24 lgt et T2/24 lgt |
| Travaux en cours : | 2013 - 2014 raccordements réseaux |
| Travaux à réaliser : | 2015 – 2017 / 8 mois de travaux par bâtiment inoccupé. |
| Travaux à réaliser : | 2015 1x(R+3) T3 – 24 lgt + contrôle technique et raccordements réseaux 5% (60MF HT) / 8 mois de travaux par bâtiment inoccupé. |
| Travaux à réaliser : | 2016 2x(R+3) T2- 48 lgt + contrôle technique et raccordements réseaux 5% (120MF HT) / 8 mois de travaux par bâtiment inoccupé. |
| Travaux à réaliser : | 2017 1x(R+3) T3 – 24 lgt + contrôle technique et raccordements réseaux 5% (60MF HT) / 8 mois de travaux par bâtiment inoccupé. |

126 - Création de détachements de province: les travaux sont toujours en cours suivant le cahier de charge qui a été définis. L'exercice budgétaire 2014 n'ayant pas encore repris, le gros du projet sera repoussé en 2015.

| | |
|----------------------|---|
| Travaux en cours : | OYEM : engagé 2/3 du montant de l'opération d'infrastructure. Début du chantier de construction des infrastructures |
| Travaux à réaliser : | engagement 1/3 restant des infrastructures d'OYEM + 760 MF |
| Travaux à réaliser : | OYEM - Clôture casernement - |
| Travaux à réaliser : | OYEM - Raccordement réseau eau SEEG |
| Travaux à réaliser : | OYEM - Raccordement réseau électrique SEEG |
| Travaux à réaliser : | OYEM - Aménagement piste d'accès |
| Travaux à réaliser : | OYEM - Construction Hangar pour ateliers de maintenances et abris |
| Travaux à réaliser : | OYEM - Forage équipé + bêche + suppresseur |
| Travaux à réaliser : | OYEM - Bornage, Signalisation, Etude, Contrôle technique, Divers et imprévus 5% |
| Travaux à réaliser : | MOUILA - Etudes préliminaires, de conception, relevé topographique, bornage, etc. |

127 - Cité des 27 logements: les travaux sont toujours en cours suivant le cahier de charge qui a été définis. L'exercice budgétaire 2014 n'ayant pas encore repris, le gros du projet sera repoussé en 2015.

| | |
|----------------------|--|
| Travaux réalisés : | Travaux réalisés : 06 appartements rénovés |
| Travaux à réaliser : | Travaux restant : Voirie --traitement des nids de poule + bande de roulement |
| Travaux à réaliser : | Travaux restant : Réhabiliter 18 logements 22,5 MF/lgt |
| Travaux à réaliser : | Travaux restant : Ravalement des façades |
| Travaux à réaliser : | Travaux restant : Etanchéité des toitures terrasses |
| Travaux à réaliser : | Travaux restant : Réseau électricité |
| Travaux à réaliser : | Travaux restant : Réseau distribution eau et évacuation |
| Travaux à réaliser : | Travaux restant : Réhabiliter cages d'escaliers (nbr 04) |
| Travaux à réaliser : | Travaux restant : Installation stockage d'eau |
| Travaux à réaliser : | Travaux restant : Etudes, contrôle technique, divers et imprévus 5% |

128 - Déplacement Section Nautique : les travaux sont toujours en cours suivant le Cahier de charge qui a été définis. L'exercice budgétaire 2014 n'ayant pas encore repris, le gros du projet sera repoussé en 2015.

| | |
|----------------------|---|
| Travaux à réaliser : | Etudes, contrôle technique, divers et imprévus 5% |
|----------------------|---|

| Nature de l'équipement | Quantité actuelle | Demande | | | Dépenses proposées |
|---|-------------------|---------------------|----------------|---------------|--------------------|
| | | Grosses réparations | Renouvellement | Développement | |
| Type 1 Achat, Réalisation et maintien en condition des matériels de transport de type Manutention. | | | | | |
| Equipement 1.1 Véhicules roulants | NC | 0 | 588 000 000 | 0 | 588 000 000 |
| Equipement 1.2 Véhicules indisponibles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 2 Achat, Réalisation et maintien en condition des matériels de transport de type Autobus. | | | | | |
| Equipement 2.1 Véhicules roulants | 4 | 0 | 190 000 000 | 0 | 190 000 000 |
| Equipement 2.2 Véhicules indisponibles | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 3 Achat, Réalisation et maintien en condition des matériels de transport de type Ambulance. | | | | | |
| Equipement 3.1 Véhicules roulants | 3 | 0 | 75 000 000 | 0 | 75 000 000 |
| Equipement 3.2 Véhicules indisponibles | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 4 Achat, Réalisation et maintien en condition des matériels de transport | | | | | |
| Equipement 4.1 Véhicules roulants | NC | 300 000 000 | 3 600 000 000 | 0 | 3 900 000 000 |
| Equipement 4.2 Véhicules indisponibles | NC | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 5 Achat, Réalisation et maintien en condition des matériels de transport de type Agricole | | | | | |
| Equipement 5.1 Véhicules roulants | NC | 0 | 45 000 000 | 0 | 45 000 000 |
| Equipement 5.2 Véhicules indisponibles | NC | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 6 Achat, Réalisation et maintien en condition des matériels de transport de type Tactique roulant | | | | | |
| Equipement 6.1 Quad | NC | 0 | 75 000 000 | 0 | 75 000 000 |
| Equipement 6.2 Quad indisponibles | NC | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 7 Achat, Réalisation et maintien en condition des matériels de transport de type Naviguant | | | | | |
| Equipement 7.1 Jet-ski | NC | 0 | 100 000 000 | 0 | 100 000 000 |
| Equipement 7.1 Jet-ski indisponibles | NC | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Equipement 7.2 Maintien en condition | NC | 600 000 000 | 0 | 0 | 600 000 000 |
| Type 8 Achat, Réalisation et maintien en condition des matériels de transport de type Lutte Incendie | | | | | |
| Equipement 8.1 Véhicules roulants | 7 | 0 | 200 000 000 | 0 | 200 000 000 |
| Equipement 8.2 Véhicules indisponibles | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 9 Achat, Réalisation et maintien en condition des matériels de transport de type Aéronef | | | | | |
| Equipement 9.1 Maintien en condition | NC | 2 000 000 000 | 0 | 0 | 2 000 000 000 |
| Equipement 9.2 Maintien en condition indisponible | NC | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 10 Achat Rénovation et Entretien d'armements lourds légers gros calibre petit calibre et de MO | | | | | |
| Equipement 10.1 Equipement MO | NC | 0 | 250 000 000 | 0 | 250 000 000 |
| Equipement 10.2 Equipement MO indisponible | NC | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 11 Achat Rénovation et Entretien de groupe thermique de secours | | | | | |
| Equipement 11.1 Groupe thermique | NC | 0 | 220 000 000 | 0 | 220 000 000 |
| Equipement 11.2 groupe thermique indisponibles | NC | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 12 Achat Rénovation et Entretien de Machines de casernement | | | | | |
| Equipement 12.1 Machines débroussaillage | 45 | 0 | 10 000 000 | 0 | 10 000 000 |
| Equipement 12.2 Machines débroussaillage indisponibles | NC | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 13 Achat d'équipements médicaux-techniques | | | | | |
| Equipement 13.1 Achat Equip médico-techni | NC | 0 | 100 000 000 | 0 | 100 000 000 |
| Equipement 13.2 Achat Equip médico-techni indisponibles | NC | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 14 Achat équipements musique | | | | | |

| | | | | | |
|--|-----|---|---------------|---|---------------|
| Equipement 14.1 Achat équipements musique | 219 | 0 | 30 000 000 | 0 | 30 000 000 |
| Equipement 14.2 Achat équipements musique indisponibles | NC | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 15 Achat Rénovation et entretien des matériels de lutte contre les incendies | | | | | |
| Equipement 15.1 Achat équipements pompiers | NC | 0 | 450 000 000 | 0 | 450 000 000 |
| Equipement 15.2 Achat équipements pompiers indisponibles | NC | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 16 Achat gros équipements ateliers de réparation | | | | | |
| Equipement 16.1 Equipements de réparation | NC | 0 | 200 000 000 | 0 | 200 000 000 |
| Equipement 16.2 Equipements de réparation indisponible | NC | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 17 Achat Rénovation d'équipement et de matériel de Restauration | | | | | |
| Equipement 17.1 Achat équipements cuisines | NC | 0 | 400 000 000 | 0 | 400 000 000 |
| Equipement 17.2 Achat équipements cuisines indisponibles | NC | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 18 Achat Rénovation et Entretien d'équipements de climatisation | | | | | |
| Equipement 18.1 Achat Equip de climatisation | 560 | 0 | 100 000 000 | 0 | 100 000 000 |
| Equipement 18.2 Achat Equip de climatisation indisponible | NC | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 19 Achats Installations Rénovations matériels de sport | | | | | |
| Equipement 19.1 Achat d'équipement sportif | NC | 0 | 20 000 000 | 0 | 20 000 000 |
| Equipement 19.2 Achat d'équipement sportif indisponible | NC | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 20 Approvisionnement & maintien en condition des matériels de bureau | | | | | |
| Equipement 20.1 Achat de mobiliers | NC | 0 | 1 230 000 000 | 0 | 1 230 000 000 |
| Equipement 20.2 Achat de mobiliers indisponibles | NC | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 21 Dépenses de télécommunications - SIC. | | | | | |
| Equipement 21.1 Eq Haute technologie | NC | 0 | 265 000 000 | 0 | 265 000 000 |
| Equipement 21.2 Eq Haute technologie indisponibles | NC | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 22 Informatique-bureautique. | | | | | |
| Equipement 22.1 Achat matériel informatique | NC | 0 | 205 000 000 | 0 | 205 000 000 |
| Equipement 22.2 Achat matériel informatique indisponibles | NC | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Type 23 sécurités des installations | | | | | |
| Equipement 23.1 Equip défense et sécurité | NC | 0 | 350 000 000 | 0 | 350 000 000 |
| Equipement 23.2 Equip défense et sécurité indisponibles | NC | 0 | 0 | 0 | 0 |

Justifications :

2 – Equipement

22 « Projets en cours » :

Les projets en cours sont dans une continuité. Elle respecte un plan de charge qui a été arrêté par les LFR des exercices précédents. Une exception est porté sur 2015 en effet, l'exercice 2014 n'ayant pas démarré, les encours vont venir se rajouter à l'exercice 2015 afin de se rapprocher le plus possible aux différents cahiers des charges.

Un effort budgétaire certain doit être fait afin de garantir la sécurité du chef de l'état, des membres de sa famille, de hautes autorités nationales et internationales.

PROGRAMME : VIE DU SOLDAT

PRESENTATION DU PROGRAMME

PERIMETRE DU PROGRAMME

La Vie du Soldat est au cœur de l'action du Ministère de la Défense Nationale car il recouvre l'ensemble des actions qui concourent au bien-être du soldat, sur le plan social; sportif; culturel; alimentaire et sanitaire. Signalons ici que les autres volets de la carrière du militaire seront abordés dans les autres programmes.

Ce programme doit être en étroite collaboration avec les programmes Soutien, Equipement et préparation et Emploi des Forces.

La mise en œuvre de ce programme sera axée sur une gestion rigoureuse, qui fera appel non seulement aux partenaires du Ministère de la Défense Nationale, notamment le Fonds des Pensions et d'Investissement des Forces de Défense et de Sécurité(FPIFDS) mais aussi aux organismes publics et privés ainsi qu'à certains pays étrangers avec lesquels nous entretenons des relations de coopération militaire.

Les principales unités qui entrent dans la mise en œuvre de ce programme sont :

- La Direction Générale du Service de Santé Militaire ;
- L'Hôpital d'Instruction des Armées Omar BONGO ONDIMBA ;
- L'Ecole d'Application du Service de Santé Militaire ;
- L'Ecole des infirmiers de Bongoville ;
- La Direction Générale du Génie Militaire ;
- La Direction Générale des Services Techniques de la Gendarmerie Nationale ;
- La Direction Générale des Services Administratifs et Financiers GENA ;
- La Direction Générale des Sports et Loisirs de l'EMGFA ;
- La Direction Générale des Sports et Loisirs de la Gendarmerie Nationale ;
- Les Directions des Services Administratifs et Financiers des différents corps ;
- Les Directions des Affaires Sociales des corps ;
- Les Directions des Services de Santé des Forces ;
- Les Services des sports des corps ;

Le programme Vie du Soldat est piloté par le Médecin Chef Commandant l'Hôpital d'Instruction des Armées Omar Bongo ONDIMBA, le **Médecin Général Béatrice NGUEMA EDZANG**.

Le Programme Vie du Soldat va s'appuyer sur quatre (04) actions.

PRESENTATION DES ACTIONS

ACTION N° 1 : Activités socioculturelles et sportives du soldat

Les activités socioculturelles et sportives au sein des forces de défense sont un des éléments essentiels qui participent à la cohésion et à l'épanouissement des personnels et des familles.

La pratique du sport est obligatoire au sein de nos forces. Elle constitue un puissant vecteur dans le cadre du maintien de la capacité opérationnelle des troupes.

ACTION N° 2 : Santé militaire

Cette action constitue le pilier central autour duquel gravitent toutes les activités participant au moral des troupes. La Défense Nationale, repose sur la ressource humaine à ce titre l'Etat assure à ces personnels qui ont choisi de servir leur pays jusqu'au sacrifice suprême, des conditions de vie valorisantes qui soient en rapport avec le degré de leur engagement.

ACTION N° 3 : Logement

Cette action comporte une dimension sociale forte et représente pour les personnels de force de défense, un besoin fondamental. Rappelons que la loi n°018/2010 du 27/07/2010 portant ratification de l'ordonnance n°007/PR/2010 du 25/02/2010 portant statut particulier des militaires (article 43) dispose que le militaire est astreint à être logé aux frais de l'Etat, en caserne, dans les camps militaires ou dans des logements d'astreinte et qu'en cas d'impossibilité, il a droit à une indemnité de logement et bénéficie d'une indemnité d'eau et d'électricité.

ACTION N° 4 : Condition du militaire en retraite et anciens combattants

Cette action permettra par sa dynamique de permettre à l'Etat de mener des activités qui vont concourir à l'épanouissement du militaire retraité. Parmi les actions à mener, il s'agira entre autres du respect des textes votés, et leur application, au profit des anciens militaires (indemnité de services rendus, taux de pension de retraite fixé à 80% de la solde de base). La mise en place du Fond de Pensions et d'Investissement des Forces de Défense et de Sécurité participera à l'amélioration des conditions de vie et de travail du militaire.

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

ANALYSE STRATEGIQUE DU CONTEXTE ET DU CHAMP DU PROGRAMME

De l'état des lieux et de l'analyse stratégique ressortent les idées force suivantes.

Activités socioculturelles et sportive du soldat :

- Un maintien en condition physique sans de véritables infrastructures ou avec des structures sportives obsolètes
- Un manque de moniteurs sportifs : manque de formation continue des anciens; manque de formation de nouveaux
- Des mess seulement à Libreville et Mouila mais un fonctionnement difficile de ceux-ci et des problèmes de gestion

Santé militaire :

- Le Service de Santé Militaire assure une bonne couverture géographique mais certaines infrastructures de santé sont rudimentaires
- Des normes en matière de service de santé (bilan médical périodique, etc.) qui ne sont plus respectées
- Un projet d'hôpitaux de garnison qui n'a pas été mis en place (dans les régions militaires)
- On dispose de l'hôpital militaire de référence de la sous-région mais dont les capacités doivent être renforcées
- Un effort de formation continue insuffisant des professionnels de santé dans les structures militaires et un manque de spécialistes
- Toutefois, une population militaire globalement plutôt en bonne santé.

Ordinaire :

- Les soldats se plaignent constamment de l'alimentation : manque d'infrastructures pour la restauration; prime alimentaire journalière insuffisante; enveloppe budgétaire « restauration » insuffisante compte tenu de la forte hausse des effectifs.

Logement :

- Tous les soldats ne sont pas logés dans une caserne et sont donc difficiles à mobiliser très rapidement; certains corps n'ont aucune caserne; certains corps n'ont aucune caserne ; beaucoup de casernes sont vétustes; à l'intérieur du pays n'existe aucune caserne

Social / préparation de la retraite :

- Un suivi social peu effectif, seulement à Libreville mais pas en province
- Le passage du militaire de la vie active à la retraite pose toute une série de problèmes : manque d'information sur ce que sera la pension versée, dossiers qui tardent à être complets, manque d'accompagnement de la préparation de sa retraite, délai parfois long avant de toucher régulièrement sa pension, ...

ENJEUX

- Enjeu 1 : Parvenir à respecter les textes, les engagements pris vis-à-vis des militaires en matière de vie du soldat
- Créer les conditions optimales assurant un moral élevé des troupes
- Créer les conditions de vie et de préparation à la retraite à travers la mise en place du fonds de pensions

LISTE DES OBJECTIFS STRATEGIQUES AVEC LE(S) RESULTAT(S) ANNUEL(S) ATTENDU(S)

OBJECTIF N°1 : Créer et faire des mess des lieux d'animation et de cohésion très largement fréquentés.

- Résultat annuel attendu 1 : Procéder à la réhabilitation de 02 mess à Libreville et 01 à Mvengue ;
- Résultat annuel attendu 2 : Procéder à la réhabilitation de 03 foyers à Libreville.

OBJECTIF N°2 : Assurer un accompagnement social pour tout militaire où qu'il soit.

- Résultat annuel attendu 1 : Parvenir à ce que chaque corps dispose de 02 assistants sociaux opérationnels en plus ;
- Résultat annuel attendu 2 : Parvenir à réaliser 5000 visites dans l'année par les travailleurs sociaux ;
- Résultat annuel attendu 3 : Avoir remis aux décideurs le dossier technico-financier de la création et la mise en place de la mutuelle.

OBJECTIF N°3 : Faire de la restauration un facteur de satisfaction pour le militaire.

- Résultat annuel attendu 1 : Parvenir à nourrir 5251 militaires à 3000 f cfa par jour au cours des 365 jours de l'année 2015.

OBJECTIF N°4 : Rester l'hôpital de référence de la sous-région et viser une reconnaissance au niveau du continent, et cela en développant la formation d'une élite.

- Résultat annuel attendu 1 : Mettre en place le pôle d'excellences des Urgences médico-chirurgicales ;
- Résultat annuel attendu 2 : Nombre d'interventions
- Résultat annuel attendu 3 : Mettre en place le pôle d'Urologie.
- Résultat annuel attendu 4 : Nombre de consultations

OBJECTIF N°5: Parvenir à rétablir la fourniture d'eau et d'électricité dans les casernes.

- Résultat annuel attendu 1 : Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité KILIBA ;
- Résultat annuel attendu 2 : Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité du PK 9 ;
- Résultat annuel attendu 3 : Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 01 ;
- Résultat annuel attendu 4 : Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 02 ;
- Résultat annuel attendu 5 : Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité GENA OWENDO.

OBJECTIF N°6 : Mettre en place une politique de développement de l'accès à la propriété.

- Résultat annuel attendu 1 : Conduire la procédure d'obtention d'un lotissement à Libreville avant le 31/12/2015.

OBJECTIF N°7 : Offrir un service de qualité lors de la préparation et la mise à la retraite.

- Résultat annuel attendu 1 : Signer 03 conventions avec des organismes pouvant assurer des formations pour se réinsérer après la retraite.
- Résultat annuel attendu 2 : Organiser une cérémonie de départ pour tout militaire partant à la retraite dans l'année
- Résultat annuel attendu 3 : Disposer d'un fichier exhaustif et à jour des anciens combattants post phase indépendance
- Résultat annuel attendu 4 : Disposer de la liste élargie et validée des emplois réservés.

OBJECTIF N°1 : Créer et faire des mess des lieux d'animation et de cohésion très largement fréquentés.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Procéder à la réhabilitation de 02 mess à Libreville et 01 à Mvengue
- Procéder à la réhabilitation de 03 foyers à Libreville.

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|---|--------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| Nombre de mess réhabilités | Nombre | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 4 (2018) |
| Nombre de services préparés pour les mess réhabilités | Nombre | 0 | 0 | 0 | 9 | 6 | 15 |
| Nombre de foyers réhabilités | Nombre | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 6 (2018) |
| Nombre de service préparé pour les foyers réhabilités | Nombre | 0 | 0 | 0 | 6 | 6 | 12 |

Source des données :

- Inspection des services administratifs et financiers de l'EMGFA, de la Gendarmerie Nationale et du Service de Santé Militaire (rapports d'activités).

Précisions méthodologiques :

- Nombre de mess et de foyers réhabilités en l'année 2015 : C'est le nombre de mess et de foyers ayant bénéficié d'une réfection au cours de l'année 2015. Ce nombre se détermine par la somme arithmétique des mess et des foyers ayant bénéficiés d'une réfection.
- Nombre de services préparés en pour les mess réhabilités : c'est le nombre de services préparés en 2015 pouvant être immédiatement mis en place dans les mess et foyers réhabilités en 2016

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Réhabiliter ou construire un mess inter-force par Région militaire et un mess officiers inter-forces à Libreville ; un foyer par grande Unité à Libreville
- Préparer la mise en place d'une large variété de services : hébergement, restauration, bar, loisirs (médiathèque, cyber café, salon de coiffure, ...) ; rechercher des partenaires privés pour développer certaines activités

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

A long terme : Fond des pensions et d'investissement des forces de défense et de sécurité

OBJECTIF N°2 : Assurer un accompagnement social pour tout militaire où qu'il soit.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Résultat annuel attendu 1 : Parvenir à ce que chaque corps dispose de 02 assistants sociaux opérationnels en plus ;
- Résultat annuel attendu 2 : Parvenir à réaliser 5000 visites dans l'année par les travailleurs sociaux ;
- Résultat annuel attendu 3 : Avoir remis aux décideurs le dossier technico-financier de la création et la mise en place de la mutuelle.

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|--------|---------------------|-----------------------|-------------------------------------|---------------|---------------|------------------------------------|
| Nombre d'assistants sociaux recrutés | Nombre | NC | 0 | Aucune | 10 | 20 | 30 (2018) |
| Nombre de visites réalisées par les travailleurs sociaux | Nombre | NC | 0 | Aucune | 0 | 10 000 | 15 000 (2018) |
| Taux d'avancement du dossier de création de la mutuelle | % | 0 % | 0 % | 0 % | 50 % | 50 % | 100 (2018) |

Source des données :

- Statistiques provenant des directions des affaires sociales ;
- Statistiques des Directions des personnels des corps ;
- Statistiques des directions des services de santé des forces ;
- Direction de la Logistique des corps (Carnet de bord).

Précisions méthodologiques :

1. Nombre de travailleurs sociaux recrutés par corps : c'est le nombre de travailleurs sociaux dont chaque corps doit pouvoir bénéficier pour une présence plus importante dans les actions sociales.
Ce nombre se détermine par la somme arithmétique des travailleurs sociaux recrutés.
2. Nombre de moyens roulant mis à la disposition des travailleurs sociaux : c'est le nombre de moyens roulant mis à disposition des responsables, et le nombre de moyens utilisés comme moyens communs pour les différents déplacements de travailleurs sociaux.
Ce nombre se détermine par la somme arithmétique des déplacements effectués à bord des véhicules propres aux services sociaux.
3. Taux d'avancement des démarches de mise en place d'une mutuelle : c'est le niveau d'avancement de ce dossier avec les différentes entités impliquées dans l'aboutissement de celui-ci.
Il se mesure par les différentes étapes qui seront franchies.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Définir une politique d'accompagnement social qui sera mise en œuvre par les travailleurs sociaux
- Faire recruter par chaque corps des assistants sociaux
- Donner une formation aux assistants sociaux recrutés
- Organiser les moyens de déplacement des personnels sociaux ;
- Mettre en place une politique incitative à servir à l'intérieur du pays(logement, véhicules)
- Dresser un bilan trimestriel et un rapport annuel de l'accompagnement social

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

OBJECTIF N° 3 : Faire de la restauration un facteur de satisfaction pour le militaire

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Résultat annuel attendu 1 : Parvenir à nourrir 5251 militaires à 3000 f cfa par jour au cours des 365 jours de l'année 2015.

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|--------|---------------------|-----------------------|-------------------------------------|---------------|---------------|------------------------------------|
| Nombre de repas complet servi (DO+GADRE) | Nombre | NC | Aucune | Aucune | 0 | 4000 | 6 000 (2018) |

Source des données :

- Inspections des services administratifs et financiers (rapports d'activités).
- Directions des services administratifs et financiers des corps

Précisions méthodologiques :

1. C'est le nombre de repas complet servi, c'est à dire un petit déjeuner à 1000 f, un déjeuner à 1000 f et un diner à 1000 f.
Ce nombre se détermine par la somme arithmétique des repas complets servi constituant la cible 2015(Garde et Disponibilité Opérationnelle 3000 pers).

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Redéfinir le contenu type du petit déjeuner, du déjeuner et du diner sur la base d'un montant de 3000 f cfa.
- Mettre en place le suivi des repas servis ;
- Analyser la consommation des repas par les consommateurs ;
- Mettre en place un suivi de la qualité ;
- Assurer un approvisionnement en produits de 1^{ère} nécessité de qualité sans rupture.

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

OBJECTIF N°4 : Rester l'hôpital de référence de la sous-région et viser une reconnaissance au niveau du continent, et cela en développant la formation d'une élite.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Résultat annuel attendu 1 : Mettre en place le pôle d'excellences des Urgences médico-chirurgicales ;
- Résultat annuel attendu 2 : Nombre d'interventions
- Résultat annuel attendu 3 : Mettre en place le pôle d'Urologie.
- Résultat annuel attendu 4 : Nombre de consultations

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|--------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| Taux d'avancement du pôle d'urgence médicochirurgicale | % | 0 | 0 | Aucune | 100% | NC | NC |
| Nombre d'interventions | Nombre | 0 | 0 | Aucune | 1000 | 2000 | 3000 |
| Taux d'avancement du pôle d'urologie | % | 0 | 0 | Aucune | 100% | NC | NC |
| Nombre de consultations | Nombre | 0 | 0 | Aucune | 3000 | 5000 | NC |

Source des données :

HIA OBO, DGSSM

Précisions méthodologiques :

1. Taux d'avancement du pôle d'urgence médico-chirurgicale, c'est le taux d'achèvement de mise en place du dispositif d'évacuation des patients vers les structures sanitaires et leur prise en charge dans un temps relativement court.
Ce taux se détermine sur la base des équipements mis en place par rapport à la cible 2015
2. Nombre d'intervention : C'est le nombre de sorties des ambulances pour des interventions auprès des patients.
Ce nombre se détermine par la somme arithmétique du nombre d'intervention.
3. Taux d'avancement du pôle d'urologie, c'est le taux d'achèvement de mise en place du dispositif de prise en charge des patients dans des conditions et avec du matériel adapté à la pathologie urologique.
Ce taux se détermine sur la base des équipements mis en place par rapport à la cible 2015
4. Nombre de consultation : c'est aussi le nombre de patients reçus pour une consultation en urologie.
Ce nombre se détermine par la somme arithmétique du nombre de patient reçu pour une consultation d'urologie.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Assurer l'acquisition et la mise en place des équipements prévus pour chacun des pôles ;
- Mettre en place la gestion des consommables ;
- Assurer une politique de maintenance des équipements ;
- Adapter l'accueil à une politique d'excellence ;
- Mettre en place le suivi des activités des pôles ;
- Rediscuter la politique de tarification avec les partenaires (CNAMGS, ...)
- Optimiser le taux d'occupation

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- Travail avec la CNAMGS, l'OMS, le Ministère de la sante publique, les maisons d'assurance, les experts étrangers (France, Maroc, Chine, ...) (partenaires)

OBJECTIF N°5 : Parvenir à rétablir la fourniture d'eau et d'électricité dans certaines casernes et disposer des études pour en faire de même dans d'autres.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cite KILIBA ;
- Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité du PK 9 ;
- Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 01 ;
- Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 02 ;
- Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité GENA OWENDO

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|---|-------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cite KILIBA | % | NC | 0 | 0 | 100 % | NC | NC |
| Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité du PK 9 | % | NC | 0 | 0 | 100 % | NC | NC |
| Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA | % | NC | 0 | 0 | 100 % | NC | NC |
| Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 02 | % | NC | 0 | 0 | 100 % | NC | NC |
| Taux de rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité GENA OWENDO | % | NC | 0 | 0 | 100 % | NC | NC |

Source des données

- Direction Générale du Génie Militaire ;
- Direction Générale des Services Techniques de la Gendarmerie Nationale ;
- Direction Générale de la Logistique de l'EMGFA ;
- Directions des logistiques des corps.

Précisions méthodologiques :

1. Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cite KILIBA : c'est le taux d'avancement des travaux de rétablissement d'eau et d'électricité à KILIBA.
C'est le taux d'avancement des travaux, mesurable par les visites de chantiers et les missions d'inspection.
2. Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité du PK 9 : c'est le taux d'avancement des travaux de rétablissement d'eau et d'électricité au PK 9.
C'est le taux d'avancement des travaux, mesurable par les visites de chantiers et les missions d'inspections.
3. Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 01 : c'est le taux d'avancement des travaux de rétablissement d'eau et d'électricité à la BA 01.
C'est le taux d'avancement des travaux, mesurable par les visites de chantiers et les missions d'inspection.
4. Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la BA 02 : c'est le taux d'avancement des travaux de rétablissement d'eau et d'électricité à la BA02.
C'est le taux d'avancement des travaux, mesurable par les visites de chantiers et les missions d'inspection.
5. Rétablissement de l'eau et de l'électricité à la cité GENA OWENDO : c'est le taux d'avancement des travaux de rétablissement d'eau et d'électricité à la cité GENA OWENDO.
C'est le taux d'avancement des travaux, mesurable par les visites de chantiers et les missions d'inspections.

Nombre de cités ayant bénéficié d'un rétablissement de l'eau et de l'électricité : c'est le nombre de cités dans lesquelles les travaux d'adduction d'eau et d'électricité qui auront réellement été enclenchés
Son mode de calcul est la somme arithmétique de structures ayant eu un début de travaux.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Enclencher les travaux sur la base des études de définitions techniques disponibles ;
- Faire réaliser les travaux dans les casernes de PK9, de la cité des Ailes, du Camp Kiliba, du Complexe des Ecoles de gendarmerie d'Owendo, de la base aérienne 02 (Mvengué).

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- GENIE MILITAIRE, SETEG, KOLISSA, SITEC, GEBA : études et travaux

OBJECTIF N°6: Mettre en place une politique de développement de l'accès à la propriété

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Résultat annuel attendu 1 : Conduire la procédure d'obtention d'un lotissement à Libreville avant le 31/12/2015.

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|-------|---------------------|-----------------------|-------------------------------------|---------------|---------------|------------------------------------|
| Taux d'avance du dossier d'obtention d'un lotissement à Libreville | % | 0 | 0 | 0 | 100 | 0 | 0 (2016) |

Source des données :

Direction Générale de l'Habitat.

Précisions méthodologiques :

1. Obtenir un lotissement à Libreville : c'est le taux d'avancement du dossier d'obtention d'un lotissement au profit du programme, pour la construction d'habitations privées des militaires. Ce taux se détermine sur la base des différentes étapes franchies.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Définir une stratégie d'action avec les responsables du fonds
- Superviser l'avancement de la procédure d'obtention du lotissement
- Contractualiser avec le fonds la politique d'obtention d'un lotissement ;
- Intervenir en cours d'année, en cas de retard d'avancement dans l'action engagée.

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- Travail avec le FPIFDS, avec la SNI, avec l'Agence de l'Habitat, avec les banques (Partenaires)

OBJECTIF N°7 : Offrir un service de qualité lors de la préparation et la mise à la retraite.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Résultat annuel attendu 1 : Signer 03 conventions avec des organismes pouvant assurer des formations pour se réinsérer après la retraite.
- Résultat annuel attendu 2 : Organiser une cérémonie de départ pour tout militaire partant à la retraite dans l'année
- Résultat annuel attendu 3 : Disposer d'un fichier exhaustif et à jour des anciens combattants post phase indépendance
- Résultat annuel attendu 4 : Disposer de la liste élargie et validée des emplois réservés.

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|---|--------|---------------------|-----------------------|-------------------------------------|---------------|---------------|------------------------------------|
| Nombre de conventions signées avec des organismes de formation professionnelle assurant des formations de reconversion. | nombre | 0 | 0 | 0 | 3 | 0 | 3 (2016) |
| Pourcentage des militaires partis à la retraite ayant eu une cérémonie de départ à la retraite. | % | 3% | 0 | 0 | 20% | 40% | 100% (2018) |
| Taux d'avancement du recensement des anciens combattants post phase d'indépendance. | % | 0 | 0 | 0 | 50% | 100% | 100% |
| Taux d'avancement du projet de décret étendant la liste des emplois réservés. | % | 0 | 0 | 0 | 100% | 0 | 0 |

Source des données :

Directions des personnels des corps ; DGPAJ

Précisions méthodologiques :

1. Nombre de conventions signées avec des organismes de formation professionnelle assurant des formations de reconversion. C'est le nombre d'entités dans lesquelles des postes de reconversions pour les anciens militaires auront été trouvés et avec lesquelles des accords auront été signés.
Ce nombre se détermine par la somme arithmétique du nombre d'emplois trouvés au profit des anciens militaires pour 2015
2. Pourcentage des militaires partis à la retraite ayant eu une cérémonie de départ à la retraite. C'est le nombre de cérémonies organisées au profit des militaires allant à la retraite.
Ce nombre se détermine par la somme arithmétique des cérémonies organisées.
3. Taux d'avancement du recensement des anciens combattants post phase d'indépendance : c'est le nombre d'anciens combattants qui auront été recensés.
Ce nombre se détermine par la somme arithmétique des anciens combattants recensés.
4. Taux d'avancement du projet de décret étendant la liste des emplois réservés : c'est la mesure des démarches entreprises dans le cadre de l'aboutissement de ce dossier.
Ce taux se détermine sur la base des différentes étapes franchies.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Prendre contact avec l'Office Nationale de l'Emploi (ONE) pour identifier les entreprises pouvant employer les militaires mis à la retraite ;
- Prendre contact avec les entreprises sélectionnées par l'ONE et leur proposer l'établissement d'une convention ;
- Négocier une convention avec les entreprises volontaires ;
- Trouver au sein des militaires mis à la retraite ceux intéressés par ces emplois et répondant aux critères requis ;

- Suivre la réinsertion des militaires ayant été retenus ;
- Analyser l'évaluation des militaires susceptibles d'aller à la retraite dans l'année ;
- Prendre en compte la liste des départs à la retraite au mois de janvier ;
- Faire un planning et définir le nombre prévisionnel des cérémonies de départ à la retraite ;
- Définir les protocoles de cérémonies de départ à la retraite ;
- Faire une évaluation de chaque cérémonie ;
- Désigner un responsable de l'établissement du fichier des anciens combattants
- Etablir et valider le plan d'action du responsable ;
- Définir et mettre à disposition l'outil pour matérialiser le fichier ;
- Réaliser l'établissement du fichier et superviser sa mise en œuvre ;
- Fiabiliser les données recueillies ;
- Prendre contact avec les autres ministères pour élaborer la liste des emplois réservés.

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

Fonds des Pensions et d'Investissement des Forces de Défenses et de Sécurité ; ONAC.

PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES

PROPOSITIONS BUDGETAIRES

PRESENTATION DES CREDITS PAR ACTION ET PAR TITRE

| Actions et titres | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|---|---------------------------------|------------------------|------------------------------|-----------------------|
| | Ouvertes en LF (1) pour 2014 | Demandées pour 2015 | Votés en LF (1) pour 2014 | Demandés pour 2015 |
| N°1 Action Activités socioculturelles et sportives du soldat | 284 435 000 | 6 946 820 597 | 284 435 000 | 416 758 321 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | - | - | - | - |
| Titre 2. Dépenses de personnel | - | - | - | - |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | - | 5 534 019 472 | - | 0 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | 284 435 000 | 312 878 500 | 284 435 000 | 0 |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | - | 1 099 922 625 | - | 416 758 321 |
| Titre 6. Autres dépenses | - | - | - | - |
| N° 2 Action Santé Militaire | | 9 703 231 912 | | 3 620 929 083 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | - | - | - | - |
| Titre 2. Dépenses de personnel | - | - | - | - |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | - | 8 400 981 912 | - | 2 616 790 083 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | - | - | - | 202 589 035 |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | - | 1 302 250 000 | - | 801 550 000 |
| Titre 6. Autres dépenses | - | - | - | - |
| N° 3 Action Logement | | 3 605 100 000 | | 75 100 000 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | - | - | - | - |
| Titre 2. Dépenses de personnel | - | - | - | - |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 2 523 191 000 | 3 500 000 000 | 2 523 191 000 | 0 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | - | - | - | - |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | - | 105 100 000 | - | 75 100 000 |
| Titre 6. Autres dépenses | - | - | - | - |
| N°4 Action Condition du militaire à la retraite | | 2 141 400 000 | | 0 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | - | - | - | - |
| Titre 2. Dépenses de personnel | - | - | - | - |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | - | 2 141 400 000 | - | 0 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | - | - | - | - |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | - | - | - | 0 |
| Titre 6. Autres dépenses | - | - | - | - |
| Total pour le programme | 2 807 626 000 | 22 396 552 509 | 2 807 626 000 | 4 112 787 440 |
| <i>Dont : FDC, ADP (2) et autres ressources attendus</i> | | | | |
| Titre 1. Charges financières de la dette | | | | |
| Titre 2. Dépenses de personnel | | | | |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | | 19 576 401 384 | | 2 616 790 083 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | | 312 878 500 | | 202 589 035 |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | | 2 507 272 625 | | 1 293 408 321 |
| Titre 6. Autres dépenses | | | | |

- (1) Les crédits qui figurent dans cette colonne sont ceux de la loi finances initiale ou de la loi de finances rectificative si cette dernière intervient.
- (2) FDC : fonds de concours (article 38 de la LOLF)
ADP : attributions de produits (article 38 de la LOLF)

PROPOSITIONS D'EMPLOIS

EMPLOIS DE L'ADMINISTRATION

EMPLOIS DES OPERATEURS DE L'ETAT

| Emplois rémunérés | Effectifs | | |
|---|----------------------|----------------|--------------------|
| | Réalisation 2013 (1) | Prévision 2014 | Prévision 2015 |
| Operateur : Fonds de pensions et d'investissement des forces de défense et de sécurité | | | |
| Emplois rémunérés par le programme - inclus dans le plafond d'emplois du ministère (2) | 0 | 0 | 178 800 000 |
| Emplois rémunérés par l'opérateur - hors plafond d'emplois du ministère (3) | 0 | 0 | 0 |
| Total pour l'opérateur | 0 | 0 | 178 800 000 |
| Total pour le programme | 0 | 0 | 178 800 000 |

- (1) La réalisation de l'année précédente reprend la présentation du total du RAP de l'année précédente
- (2) Les emplois dont les rémunérations sont versées en direct par l'Etat
- (3) Les emplois dont les rémunérations sont versées par l'opérateur sur ressources émanant du programme

JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA

DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

| Degré de priorité | Nature de la dépense | 2014 Montants | 2015 Montants | Justifications pour 2015 à partir des déterminants physiques et financiers de la dépense |
|---|--|---------------|----------------------|---|
| 1. Dépenses de biens et services obligatoires | Locations résidences | NC | 3 500 000 000 | <u>Locations résidences</u> Aucune inscription |
| | HIA OBO | NC | 2 616 790 033 | <u>L'HIAOB</u> Le montant accordé cet année est largement insuffisant car à ce jour c'est la seule structure publique qui assure un service convenable 24/24 – 7/7 – 365/365 par rapport aux autres structures hospitalières publiques qui sont souvent secouées par des mouvements de grève à répétitions. L'afflux de plus en plus important des patients nécessite donc des moyens convenables pour son fonctionnement, car celui-ci augmente ses besoins en alimentation des patients, en consommable et produits divers et en médicaments. Pour préserver cet outil, un entretien régulier de la structure et de ses équipements est aussi important. A titre d'exemple : -convention sogarfic : 10 000 000/mois x 12 = 120 000 000 f cfa ; -alimentation 30 000 000/mois x 12 = 360 000 000 f cfa (arrondis); crédits largement insuffisants -achat de produits pharmaceutiques : 2 000 000 000 f cfa ; - spi médecine 1 038 000 000 f cfa - conventions d'entretien 350 000 000 cf fa - produits de laboratoire= 500 000 000 f cfa En outre la convention qui lie l'Hôpital à la société VAMED engineering doit être respectée (confidentielle). |
| | EASSML | 212 707 540 | 0 | <u>EASSML</u> Aucune inscription |
| Total | | 0 | 2 616 790 033 | |
| 2. Dépenses de biens et services indispensables | Crédits d'alimentation | NC | 0 | <u>Alimentation</u> Aucune inscription |
| | DGSSM | NC | 0 | <u>DGSSM</u> Aucune inscription |
| | Carburant | NC | 0 | <u>CARBURANT</u> Aucune inscription |
| | Frais d'inhumation | NC | 0 | Aucune inscription |
| | Aides aux militaires | NC | 0 | Aucune inscription |
| | Activités sportives | NC | 0 | Aucune inscription |
| | Activités socio-éducatives | NC | 0 | Aucune inscription |
| | Crédits sociaux | NC | 0 | Aucune inscription |
| | Fonds de pension et d'Investissement des Forces de Défenses et de Sécurité | NC | 0 | Aucune inscription |
| Total | | | 2 616 790 033 | |
| 3. Autres dépenses de biens et services | | NC | 0 | |
| | | NC | 0 | |
| | | NC | 0 | |
| Total | | 0 | 0 | |
| Total Global | | 0 | 2 616 790 033 | |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Projets | Financement de l'étude de définition (fonds centralisé 2015) (Oui / Non) | Durée prévue du projet des études à la fin des travaux (début-fin) | Coût global du projet | Dépenses 2014 et années antérieures (y.c. FinEx) | Financements extérieurs pour 2015 | Demande d'inscription à la LFI 2015 pour études et travaux (hors FinEx) |
|--|--|--|-----------------------|--|-----------------------------------|---|
| Réhabilitation du mess Armée de l'Air à Libreville | NON | 1 an | NC | NC | 0 | 230 000 000 |
| Réhabilitation du mess Armée de l'Air à Mvengué | NON | 1 an | NC | NC | 0 | 150 000 000 |
| Travaux de finition mess de la Gendarmerie Nationale | NON | 1 an | 334 000 000 | NC | 0 | 36 758 321 |
| Pôle d'urgences médico-chirurgicales | OUI | 1 an | NC | NC | 0 | 312 650 000 |
| Pôle d'urologie | OUI | 1 an | NC | NC | 0 | 288 900 000 |
| Adduction en eau et électricité de la BA 01 | NON | 1 an | NC | NC | 0 | 30 000 000 |
| Adduction en eau et électricité de la BA 02 | NON | 1 an | NC | NC | 0 | 30 000 000 |
| Acquisition d'un gyrobroyeur | OUI | 1 an | 25 000 000 | NC | 0 | 12 000 000 |
| Finalisation des travaux d'adduction d'eau à KILIBA | OUI | 1 an | 365 420 479 | NC | 0 | 3 100 000 |
| Equipement Médico | | | NC | | | 200 000 000 |
| Total global | | | | NC | 0 | 1 293 408 321 |

Justifications :

Réhabilitation du mess Armée de l'Air à Libreville.

La réhabilitation de ce mess est très importante du fait que celui-ci entre dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail des personnels de l'armée de l'air.

La Base Aérienne 01 de Libreville étant située dans la zone de l'aéroport, zone dans laquelle les déplacements sont assez difficiles pour se restaurer et se divertir. Il est donc important pour le commandement de l'Armée de l'Air d'offrir un espace assez agréable à son personnel pour se restaurer et être à la portée, pour les différentes missions.

Réhabilitation du mess Armée de l'Air à Mvengué.

La Base Aérienne 02 de Mvengue est située à plus de 50 km de Franceville, la réhabilitation de ce mess permettrait au commandement de l'Armée de l'Air d'offrir des meilleures conditions de vie et de travail aux personnels affectés sur cette base.

Travaux de finition mess de la Gendarmerie Nationale.

Projet ayant le même objectif que ceux cités plus haut. Mais celui-ci a la particularité d'être dans sa phase de finition, le montant sollicité servira à achever le règlement de la facture.

Adduction en eau et électricité des bases aérienne 01 et 02.

Cette demande de crédits va consister à régler les travaux d'adduction d'eau et d'électricité dans les différentes bases dans un premier temps. Le constat qui est fait est que les réseaux d'eau et d'électricité de ces lieux sont vétustes et ne répondent plus aux normes requises.

Cette action va participer à l'amélioration des conditions de travail des militaires.

Pôle d'urgences médico-chirurgicales.

Ce pôle va consister à la mise en place d'un service médical d'urgence et de réanimation (SMURA). Celui-ci va consister à donner une réponse plus rapide aux cas de détresse, par la mise en place des équipes avec ambulances médicalisées et un système d'appel simple et rapide.

Pôle d'urologie

Après le constat fait sur la demande très importante dans les consultations en matière de pathologie urologique, il est important de mettre un accent sur ce pôle pour réduire les coûts de prise en charge élevés ; afin d'offrir cette prestation sur place.

Acquisition d'un gyrobroyeur

Achat d'équipement en vue de compléter celui déjà acquis. Il s'agit d'un appareil qui se fixe sur un tracteur et qui coupe la pelouse et la récupère en même temps. L'acquisition du tracteur est déjà effective. Cet équipement est très important dans le cadre de l'entretien de l'espace vert aux abords de la piste d'atterrissage.

Finalisation des travaux d'adduction d'eau à KILIBA

La cité de la Marine Nationale est construite depuis 2009, mais celle-ci tarde à être habitée raison de l'absence d'eau et d'électricité. Une entreprise a été choisie et celle-ci a entrepris des travaux d'adduction d'eau et d'électricité.

| Nature de l'équipement | Quantité actuelle | Quantité demandée | | | | Dépenses proposées | | | |
|--|-------------------|---------------------|----------------|---------------|-------|---------------------|----------------|---------------|-------------|
| | | Grosses réparations | Renouvellement | Développement | Total | Grosses réparations | Renouvellement | Développement | Total |
| Type 1 | | | | | | | | | |
| Equipement 1.1 Pôle urgence medico- chirurgicale | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 312 650 000 | 312 650 000 |
| Equipement 1.2 Pôle urologie | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 288 900 000 | 288 900 000 |

PROGRAMME : PILOTAGE ET SOUTIEN

PRESENTATION DU PROGRAMME

PERIMETRE DU PROGRAMME

Le programme Pilotage et Soutien regroupe tous les crédits alloués au fonctionnement suivant :

1. Cabinet du Ministre
2. Secrétariat Général
3. Contrôle Général des Forces de Défense
4. Gouvernorat Militaire de la Place de Libreville
5. Inspections Généraux
6. Attachés de Défense
7. Prytanée Militaire

La mission Pilotage et Soutien est essentiellement portée sur :

1. La conduite et pilotage de la politique de défense
2. La gestion des ressources humaines
3. La gestion des ressources financières et matérielles

Enfin le programme Pilotage et Soutien de Défense Nationale est piloté par le Secrétaire Général du Ministère de la Défense **le Commissaire Général de Division Aérienne Jean – Félix SOCKAT**.

PRESENTATION DES ACTIONS

Le Programme Pilotage et Soutien comprend deux (02) actions

ACTION N° 1 : Pilotage de la stratégie ministérielle

Cette action est dévolue au Cabinet du Ministre, chargé de la conception et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de défense nationale, en concertation avec les autres administrations concernées.

ACTION N° 2 : Coordination administrative

Cette action vise la coordination de l'ensemble des activités des programmes métiers des Forces de défense. Elle permet aussi d'assurer la gestion des attributions déléguées par le Ministre de la Défense Nationale au Secrétariat Général. La mise en œuvre de cette action est du ressort du Secrétaire Général.

Outre les services traditionnels du Secrétariat Général, cette action intègre également les missions militaires (09) auprès des Chancelleries accréditées à l'étranger et le Prytanée Militaire de Libreville.

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

ANALYSE STRATEGIQUE DU CONTEXTE ET DU CHAMP DU PROGRAMME

- Le Ministre de la Défense Nationale à l'instar des autres ministères sectoriels à fait l'objet d'une démarche de performance ponctuée par la production entre autres d'un état des lieux. De ce dernier, il ressort qu'au cours des trois dernières années (2010, 2011, 2012) un recrutement massif à eu lieu, d'où la nécessité aujourd'hui de bien gérer ce supplément d'effectif (3300 personnes).
- Les prochaines années vont être marquées par un certains nombres de départs, ce qui nécessite de préparer la relève.
- La fonction support est fortement interpellée pour faire réussir les grandes réformes à l'instar de la BOP et la nouvelle GRH en tenant compte lorsque cela est nécessaire, des spécificités liées à la fonction militaire.
- La nécessité de mettre à la disposition des services administratifs des bâtiments adaptés et fonctionnels.

ENJEUX

- Faire évoluer notre capacité de gestion des crédits et des ressources humaines en s'impliquant fortement dans l'appropriation et la mise en œuvre de réformes, en tenant compte des spécialités liées au Département de la Défense Nationale.
- Mettre à la disposition des programmes métiers des Services offrant une gamme de prestations élargie répondant à leurs besoins.

LISTE DES OBJECTIFS STRATEGIQUES AVEC LE(S) RESULTAT(S) ANNUEL(S) ATTENDU(S)

OBJECTIF N°1 : Réussir la mise en œuvre de la BOP au niveau du Ministère.

Résultat annuel attendu :

- Atteindre les 95 % du taux d'engagement des crédits de fonctionnement et d'investissements

OBJECTIF N°2 : Réussir la mise en œuvre du plan de développement des ressources humaines au niveau du Ministère en tenant compte des spécificités des métiers.

Résultat annuel attendu :

- Disposer de la fiche de description de poste actuelle de chaque agent ;
- Elaborer un référentiel en organisation ;
- Elaborer une carte des métiers de la Défense Nationale.

OBJECTIF N°3 : Faire du Prytanée Militaire de Libreville, un pôle d'excellence au niveau National et Régional.

Résultat annuel attendu :

- Elaborer un projet de recrutement de cinq (05) experts enseignants dans les matières fondamentales (mathématiques, sciences physiques, science et vie de la terre (SVT), anglais, français) ; puis faire recycler 20 enseignants.
- Redynamiser les partenariats existant et rechercher des nouveaux.

OBJECTIF N° 4 : Fixer un corps de normes (construction – réhabilitation – maintenance – entretien) sur l'état des bâtiments administratifs et parvenir à mettre ceux – ci en conformité par une action mutualisée.

(Non pris en compte en 2014)

OBJECTIF N°5 : Développer des coopérations actives avec des pays pouvant aider à l'enseignement des forces et à la formation des militaires.

Résultat annuel attendu :

- Augmenter de cinquante-neuf (59) places la formation initiale d'officiers
- Augmenter de deux cent places pour des formations très spécialisées

OBJECTIF N° 6 : Parvenir à faire acquérir les compétences d'assistant à un minimum de secrétaires.

Résultat annuel attendu :

- Parvenir à cent pour cent (100%) d'acquisition des compétences ;
- Inscrire dix (10) agents.

OBJECTIF N° 7 : Mettre sur pied une fonction Archivage, de Reprographie et développer un système audiovisuel.

(Non pris en compte en 2014)

OBJECTIF N° 8 : prévenir les sources de contentieux entre l'Administration et les militaires.

(Non pris en compte en 2014)

OBJECTIF N°1 : Réussir la mise en œuvre de la BOP au niveau du Ministère**Type de finalité des résultats visés**

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Atteindre les 95 % du taux d'engagement des crédits de fonctionnement et d'investissements.

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|-------|---------------------|-----------------------|-------------------------------------|---------------|---------------|------------------------------------|
| Taux d'engagement des crédits de fonctionnement et d'investissements | % | NC | Aucune | Aucune | 95% | 100% | 100,00 (2016) |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données : Ensembles des Programmes de la mission Défense – le DB du Ministère de la Défense.

Précisions méthodologiques :

C'est indicateur représente le taux d'engagement des dossiers engagés dans l'année, concernant les crédits de fonctionnement et d'investissement.

Mode de calcul : Ce taux se calcule de la façon suivante :

(Nombre de dossiers engagés dans l'année/nombre total des dossiers à engager) x 100

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Accompagner et superviser l'élaboration des PAP.
- Ouvrir un bureau permanent de suivi BOP par programme
- Initier une réunion mensuelle de compte-rendu et de mise au point par programme, présidée par les RPROG

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- DGB : Aider à la réalisation des actions d'information, de sensibilisation et de formation aux méthodes et outils de la BOP.

OBJECTIF N°2 : Réussir la mise en œuvre du plan de Développement des ressources humaines au niveau du Ministère en tenant compte des spécificités des métiers des armes

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Disposer de la fiche de description de poste actuelle de chaque agent
- Elaborer un référentiel en organisation
- Elaborer une carte des métiers de la Défense Nationale.

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|-------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| Taux de couverture des postes ayant fait l'objet d'une description de poste | % | NC | Aucune | Aucune | 90% | 95% | 100 (2018) |
| Taux d'avancement de la démarche d'élaboration du référentiel en organisation. | % | NC | Aucune | Aucune | 80% | 90% | 100 (2018) |
| Taux d'avancement de la démarche d'élaboration de la carte des métiers | % | NC | Aucune | Aucune | 80% | 90% | 100 (2018) |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données : DGPAJI – DPC des Corps

Précisions méthodologiques :

Le premier indicateur, Taux de couverture des postes ayant fait l'objet d'une description de poste, représente le taux (%) des postes de travail ayant fait l'objet d'une description de fiche de poste.

Mode de calcul : Ce taux se calcule de la façon suivante :

(Nombre des postes de travail ayant fait l'objet d'une description de poste/nombre total des postes de travail existant) x 100

Le deuxième indicateur, Taux d'avancement de la démarche d'élaboration du référentiel en organisation, représente le pourcentage des actions menées lors de la démarche d'élaboration du référentiel en organisation.

Mode de calcul : le mode de calcul de cet indicateur est fonction des différentes actions qui seront menées.

Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera le taux d'avancement de la démarche.

Le troisième indicateur, Taux d'avancement de la démarche d'élaboration de la carte des métiers, représente le pourcentage des actions menées lors de la démarche d'élaboration de la carte des métiers.

Mode de calcul : le mode de calcul de cet indicateur est fonction des différentes actions qui seront menées.

Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera le taux d'avancement de la démarche.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Organiser des réunions des DPC de corps sur les méthodes harmonisés et pratiques de la gestion des ressources humaines
- Initier l'élaboration de la Doctrine d'Emploi des Forces
- Mettre en place la DCRH sur le nouveau modèle

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- DGAFP : cadrage, appui - conseil méthodologique.

OBJECTIF N°3 : Faire du Prytanée Militaire de Libreville, un pôle d'excellence au niveau national et régional

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Projet de Recrutement de cinq (5) experts enseignants dans les matières fondamentales, puis recycler 20 enseignants : maths, sciences physiques, SVT, anglais et français.
- Redynamiser les partenariats actuels et rechercher des nouveaux.

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|--------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| Taux d'avancement du projet de recrutement des enseignants experts | % | NC | Aucune | Aucune | 100% | 100% | Aucune |
| Taux d'évolution du projet de partenariat | % | NC | Aucune | Aucune | 70% | 100% | Aucune |
| Nombre des enseignants recyclés | nombre | NC | Aucune | Aucune | 20 | 15 | 10 |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données : Direction académique du Prytanée militaire

Précisions méthodologiques :

Le premier indicateur, Taux d'avancement du projet de recrutement des enseignants experts, représente le niveau d'avancement en pourcentage du projet élaboré pour le recrutement des experts chefs de département en tenant compte du mode de recrutement.

Mode de calcul : le mode de calcul de cet indicateur est fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera le taux d'avancement de la démarche.

Le deuxième indicateur, Taux d'évolution du projet de partenariat, représente le pourcentage des actions menées lors de la démarche d'évolution du projet visant à trouver au niveau régional ou international des partenaires de renom.

Mode de calcul : le mode de calcul de cet indicateur est fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera le taux d'évolution du projet.

Le troisième indicateur, nombre des enseignants recyclés, représente le nombre des enseignants du Prytanée Militaire à faire recycler en 2015.

Mode de calcul : ce nombre se calcule par la somme arithmétique des enseignants recyclés au cours de l'année.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Prendre attache avec le Ministère de l'Education Nationale pour le recensement des experts
- Négocier des partenariats avec les Etats et organisations régionales ou internationales (CEEAC, UE, CEDEAO, ...)
- Procéder au recyclage des enseignants sur une période d'au moins dix (10) jours.
- Procéder à l'évaluation des enseignants recyclés

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- Partenaires étrangers actuels et nouveaux : envoi d'enseignants, d'encadrants, d'élèves dans le cadre des échanges de coopération.

OBJECTIF N°4 : Développer des coopérations actives avec des pays pouvant aider à l'équipement des Forces et à la formation des militaires

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Augmenter de 59 places la formation initiale d'officiers ;
- Augmenter de 200 places les formations spécialisées.

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|--------|------------------|--------------------|-------------------------------|------------|------------|------------------------------|
| Nombre de places de formation initiale d'officiers | nombre | NC | NC | Aucune | 59 | Aucune | Aucune |
| Taux d'avancement de la démarche de recherche de places de formation initiale d'officiers | % | NC | NC | Aucune | NC | Aucune | Aucune |
| Nombre de places de formation pour des métiers de spécialistes | nombre | NC | NC | Aucune | 200 | Aucune | Aucune |
| Taux d'avancement de la démarche de recherche de places de formation des métiers de spécialistes | % | NC | NC | Aucune | NC | Aucune | Aucune |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données : Direction Générale de l'Emploi, de la Formation et des Relations Internationales (DGEFRI)

Précisions méthodologiques :

Le premier indicateur, Nombre de places de formation initiale d'officiers, correspond à l'ensemble des personnels Elèves Officiers des Forces de Défense qui sera mis en formation en 2015 dans les académies et écoles d'officiers, tant à l'étranger, que sur le territoire National.

Mode de calcul : ce nombre se calcule par la somme arithmétique des places obtenues au cours de l'année.

Le deuxième indicateur, Taux d'avancement de la démarche de recherche de places de formation initiale d'officiers, représente le pourcentage des actions menées lors de la démarche d'augmentation ou de recherche de places de formation initiale d'officiers auprès des anciens ou nouveaux partenaires.

Mode de calcul : le mode de calcul de cet indicateur est fonction des différentes actions qui seront menées.

Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera le taux d'avancement de la démarche de recherche.

Le troisième indicateur, Nombre de places de formation pour des métiers de spécialistes, correspond à l'ensemble des personnels des Forces de Défense sous/officiers et officiers subalternes qui sera mis en formation en 2015 dans les Ecoles de spécialités (infanterie, infrastructure, comptabilité, renseignement, sport, etc.) tant à l'Etranger que sur le territoire Nationale

Mode de calcul : ce nombre se calcule par la somme arithmétique des places obtenues au cours de l'année.

Le quatrième indicateur, Taux d'avancement de la démarche de recherche de places de formation des métiers de spécialistes, représente le pourcentage des actions menées lors de la démarche d'augmentation ou de recherche de places de formation des métiers spécialisés auprès des anciens ou nouveaux partenaires.

Mode de calcul : le mode de calcul de cet indicateur est fonction des différentes actions qui seront menées.

Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera le taux d'avancement de la démarche.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Contacter et discuter de façon permanente avec les attachés de défense des pays accrédités au Gabon, afin que ces derniers puissent faire développer activement la coopération avec ces pays, en vue d'obtenir plus de places de formations des militaires
- Renforcer les partenariats existants (France, Belgique, États-Unis, Chine, Maroc, etc.)

- Rechercher les nouveaux partenaires étrangers (Italie, Turquie, etc.)

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- MAECIF
- Différents attachés de défense

OBJECTIF N°5 : Parvenir à faire acquérir les compétences d'assistant à un minimum de secrétaires

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Recenser les assistants ayant le profil ;
- Elaborer, puis signer une convention avec l'IUSO (école de référence) en vue de former nos secrétaires.

Indicateurs

| Intitulé | Unité | 2013 Réalisation | 2014 Prévision PAP | 2014 Prévision Actualisée (1) | 2015 Cible | 2016 Cible | Cible Echéance pluriannuelle |
|--|--------|---------------------|-----------------------|-------------------------------------|---------------|---------------|------------------------------------|
| Nombre d'assistants évalués comme étant qualifiés | nombre | NC | Aucune | Aucune | 100 | Aucune | Aucune |
| Taux d'avancement du projet de l'élaboration de la convention avec l'IUSO pour la formation des assistants | % | NC | Aucune | Aucune | 95% | 100% | Aucune |

(1) La prévision actualisée est indiquée dans le cas d'une loi de finances rectificative

Source des données : Direction Générale de l'Emploi, de la Formation et des Relations Internationales (DGEFRI)

Précisions méthodologiques :

Le premier indicateur, Nombre d'assistants évalués comme étant qualifiés, correspond à l'ensemble des secrétaires évalués en 2015, comme étant qualifiés, pouvant constituer un réservoir capable d'être formé sur plusieurs années.

Mode de calcul : ce nombre se calcule par la somme arithmétique des secrétaires évalués au cours de l'année. Et la Direction de Formation de la DGEFRI est en mesure d'évaluer les cent (100).

Le deuxième indicateur, Taux d'avancement de l'élaboration d'une convention avec l'IUSO pour la formation des assistants, représente le pourcentage des actions menées lors de l'élaboration et la mise en place d'une convention entre le programme et l'école de référence (l'IUSO) en vue de former nos secrétaires au niveau assistants.

Mode de calcul : le mode de calcul de cet indicateur est fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre, la somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera le taux d'avancement de l'élaboration de ladite convention.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Recenser les assistants existants
- Procéder aux tests d'évaluation de ces assistants
- Prendre attache avec l'IUSO, en vue de procéder à l'élaboration de la convention

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- Prestataire (IUSO) : formé les secrétaires

PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES

PROPOSITIONS BUDGETAIRES

PRESENTATION DES CREDITS PAR ACTION ET PAR TITRE

| Actions et titres | Autorisations d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|---------------------------------|------------------------|------------------------------|-----------------------|
| | Ouvertes en LF (1) pour 2014 | Demandées pour 2015 | Votés en LF (1) pour 2014 | Demandés pour 2015 |
| N°1 Action : Pilotage de la stratégie ministérielle | 137 111 500 | 233 089 550 | 137 111 500 | 469 854 077 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Titre 2. Dépenses de personnel | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 137 111 500 | 233 089 550 | 137 111 500 | 469 854 077 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | | 0 | 0 | 0 |
| Titre 6. Autres dépenses | 0 | 0 | 0 | 0 |
| N°2 Action : Coordination administrative | 67 659 019 086 | 67 450 620 337 | 67 659 019 086 | 67 374 435 679 |
| Titre 1. Charges financières de la dette | 0 | | | 0 |
| Titre 2. Dépenses de personnel | 64 943 024 000 | 64 967 841 700 | 64 943 024 000 | 65 067 840 000 |
| Titre 3. Dépenses de biens et services | 2 663 395 086 | 2 141 560 637 | 2 800 506 586 | 2 000 000 000 |
| Titre 4. Dépenses de transfert | 0 | 41 218 000 | 0 | 0 |
| Titre 5. Dépenses d'investissement | 52 600 000 | 300 000 000 | 0 | 306 595 679 |
| Titre 6. Autres dépenses | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total pour le programme | 67 796 130 586 | 67 683 709 887 | 67 796 130 586 | 67 844 289 756 |

JUSTIFICATION AU PREMIER FRANC CFA

DEPENSES DE PERSONNEL

Une des deux catégories « sous-officiers » a dû être mal nommée.

| | 2014 Réalisation | | 2015 Prévision | | Ecart entre 2015 et 2014 | |
|--|---------------------|----------------|-------------------|----------------|---|---|
| | Effectifs (1) | Coût total (2) | Effectifs (1) | Coût total (2) | Ecart d'effectifs (effectifs 2015 – effectifs 2014) | Ecart de coût (coût 2015 – coût 2014) |
| Solde permanente des emplois de l'administration (s) = s1 + s2 + s3 + s4 | NC | NC | NC | NC | NC | NC |
| Solde forfaitaire globale (s1) | NC | NC | NC | NC | NC | NC |
| Officiers généraux (s2) | 52 | NC | - 7 | NC | 45 | NC |
| Permanents | 52 | NC | - 7 | NC | 45 | NC |
| Officiers (s3) | 1 475 | NC | 1 505 | NC | 30 | NC |
| Permanents | 1 475 | NC | 1 505 | NC | 30 | NC |
| Sous-officiers (s4) | 12 037 | NC | 12 157 | NC | 120 | NC |
| Permanents | 12 037 | NC | 12 157 | NC | 120 | NC |
| Sous-officiers (s4) | 7 897 | NC | 8 747 | NC | 850 | NC |
| Permanents | 7 897 | NC | 8 747 | NC | 850 | NC |
| Main d'œuvre non permanente (t) | 152 | NC | 152 | NC | 0 | NC |
| Emplois des opérateurs (u) | NC | NC | NC | NC | NC | NC |
| Emplois rémunérés par le programme - inclus dans le plafond d'emplois du ministère (3) | NC | NC | NC | NC | NC | NC |
| Emplois rémunérés par l'opérateur - hors plafond d'emplois du ministère (4) | NC | NC | NC | NC | NC | NC |
| Total pour le programme (v) = s + t + u | 21 613 | NC | 22 554 | NC | 1 045 | NC |

DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

| Degré de priorité | Nature de la dépense | 2014 Montants | 2015 Montants | Justifications pour 2015 à partir des déterminants physiques et financiers de la dépense |
|--|--|--------------------|--------------------|---|
| 1. Dépenses de biens et services obligatoires | Locations - résidences | 248 177 000 | 272 994 700 | Les locations résidences permettent de loger tous les cadres du programme soutien. Cependant, la hausse de 10% demandée en 2015 réside dans le fait que les effectifs des agents mariés et des officiers de ce programme ont également augmenté et ces derniers ne bénéficient pas de baux administratifs |
| | Cotisations internationales | 2 502 769 | 3 128 461 | Cette ligne permet au Gabon, par l'entremise du Ministère de la Défense Nationale de s'acquitter de ses obligations au niveau international. L'augmentation constatée pour 2015, est due au fait que les cotisations au niveau du CISM ont été augmentées et le montant actuel ne permet plus d'assurer cette contrainte. |
| Total | | 250 679 769 | 276 123 161 | |
| 2. Dépenses de biens et services indispensables | Solde permanente | 64 531 378 000 | 64 904 371 000 | Permet de payer les salaires des 21.461 personnels militaires de la Défense Nationale |
| | Salaires journaliers - Libreville | 38 929 000 | 38 929 000 | Permet de payer tous les salaires des personnels civils travaillant au sein du Ministre de la Défense Nationale |
| | Salaires journaliers - extérieur du Gabon | 120 700 000 | 120 700 000 | Permet de payer tous les salaires des personnels civils travaillant au sein des missions militaires à l'étranger. |
| | MONP Cabinet politique | 3 840 000 | 3 840 000 | Règlement des salaires des 152 personnels de la MONP du Ministère de la Défense Nationale |
| | E & R - véhicules de fonction | 4 756 000 | 18 085 200 | Cette ligne permet de maintenir en bon état de marche ces véhicules. Cependant, l'augmentation de près de 40% demandée en 2015 est justifiée par le fait que le parc automobile n'a pas pu être correctement entretenu cette année à cause des coupes budgétaires subits à plus de 50% |
| | E & R - véhicules divers | 2 663 200 | 15 552 640 | Cette ligne permet de maintenir en bon état de marche ces véhicules. Cependant, l'augmentation de près de 40% demandée en 2015 est justifiée par le fait que le parc automobile n'a pas pu être correctement entretenu cette année à cause des coupes budgétaires subits |
| | E & R - ameublement de bureaux | 250 000 | 2 425 000 | Permet de maintenir l'ameublement en parfaite état ; mais malheureusement, la coupe du budget n'a pas permis de le faire, même avec parcimonie. D'où la hausse constatée en 2015 |
| | E & R - ameublement institutionnel | 1 710 000 | 4 907 000 | Permet de maintenir l'ameublement en parfaite état ; mais malheureusement le budget de l'année en cours ne permet pas de le faire. Cela est justifié par l'augmentation demandée en 2015 |
| | E & R - équipements informatiques | 9 323 000 | 15 849 100 | Permet de maintenir l'équipement informatique en parfaite état ; toutes nos administrations en sont équipées. Sauf que l'informatique, qui représente un excellent outil de travail coûte excessivement cher. Pour cela, une augmentation pour 2015 est nécessaire |
| | E & R - équipements de communication | 1 346 000 | 2 288 200 | Permet de maintenir en bon état de marche, les matériels de communication ; une demande d'augmentation de crédits est nécessaire pour son entretien et sa réparation. |
| | E & R - équipements Divers de haute technologie | 705 000 | 3 198 500 | Permet de maintenir en bon état les équipements |
| | E & R - équipements de bureau | 1 675 000 | 2 847 500 | Permet de maintenir en bon état les équipements de bureau |
| | E & R - ascenseurs de bâtiments Institutionnels | 2 276 400 | 3 869 880 | Permet d'entretenir en bon état de marche, l'ascenseur du bâtiment abritant le Ministère de la Défense. Par manque de crédits, l'ascenseur ne marche pas à ce jour. D'où la demande d'augmentation pour 2015 |
| | E & R - clim. De bureaux et bât. Administratifs | 250 000 | 425 000 | Maintenir en état de marche les climatiseurs et permettre une performance des agents. |
| | E & R - climatisation de bâtiments institutionnels | 8 361 700 | 14 214 890 | Maintenir en état de marche les climatiseurs et permettre une performance des agents. |
| 2. Dépenses de biens et services indispensables (suite) | E & R plomberie de bureaux et bât. Administratifs | 250 000 | 425 000 | Permettre les bonnes conditions de travail aux agents en entretenant la plomberie des bâtiments administratifs |
| | E & R - plomberie de bâtiments institutionnels | 540 000 | 918 000 | Permettre les bonnes conditions de travail aux agents en entretenant la plomberie des bâtiments administratifs |
| | E & R - installat°. Électriques de bur et bât. Institution | 375 000 | 637 500 | Maintenir les installations électriques en bon état. |
| | E & R - installat°. Électriques de bât. Institution | 3 540 000 | 6 018 000 | Maintenir les installations électriques en bon état. |

| Degré de priorité | Nature de la dépense | 2014 Montants | 2015 Montants | Justifications pour 2015 à partir des déterminants physiques et financiers de la dépense |
|-------------------|---|---------------|---------------|--|
| | Conventions nettoyage - bâtiments institutionnels | 5 137 500 | 8 733 750 | Convention avec les entreprises de nettoyage comme GPS |
| | Conventions nettoyage - autres | 97 000 | 164 900 | Convention avec les entreprises de nettoyage comme GPS |
| | Autres E & R - résidences | 10 500 000 | 17 850 000 | Permettre l'entretien des résidences de nos missions militaires (ambassades) |
| | Autre E & R - bureaux et bâtiments administratifs | 1 046 500 | 1 779 050 | Permettre l'entretien des bureaux et bâtiments de nos missions militaires (ambassades) |
| | Autres E & R - bâtiments institutionnels | 6 149 500 | 10 454 150 | Permettre l'entretien des bâtiments de nos missions militaires (ambassades) |
| | Service d'eau - résidences | 12 814 000 | 21 783 800 | Assurer aux missions militaires la livraison en eau. Le budget a tellement baissé que nos compatriotes sont menacés de suspension de fourniture en 2014. D'où la demande d'augmentation en 2015 |
| | Service d'électricité - résidences | 26 500 000 | 45 050 000 | Assurer aux missions militaires la livraison en électricité. La coupe du budget en 2014 fait que nos compatriotes sont même menacés de suspension de fourniture. D'où la demande d'augmentation en 2015 |
| | Documents périodiques | 200 000 | 340 000 | Cette ligne permet au programme de s'abonner au quotidien l'UNION juste pour 03 numéros pendant moins d'1 an. Le calcul étant tout simple : 3 * 30 jours * 350F= 31.500 fcfa par mois, donc pour 12 mois, on aura un total de 378 000FCFA/an. Comme le montant est en deçà, nous nous retrouvons souvent en rupture de livraison avant la fin de l'année, alors que l'information est très importante au niveau pilotage et soutien (stratégique) |
| | Fournitures informatiques | 7 695 600 | 23 082 520 | Comme énuméré plus haut, nous sommes sans ignorer que le matériel informatique coûte excessivement cher. Et dans son action de coordination, pour un rendement efficient les fournitures informatiques ne devraient pas souffrir d'une rupture quelconque. |
| | Papeterie | 9 920 160 | 16 864 272 | Dans son action de coordination administrative, le programme soutien utilise énormément la papeterie ; d'où la nette augmentation demandée en 2015 |
| | Fournitures audiovisuelles | 1 285 440 | 6 171 130 | Dans son action pilotage de la stratégie ministérielle l'audio-visuel joue un rôle très important. Donc le programme soutien a demandé une augmentation en 2015 de près de 100% à cause de la moyenne observée les années antérieures. |
| | Imprimés spéciaux | 4 578 000 | 7 782 600 | Consommation fixée par rapport aux années antérieures. |
| | Fournitures de bureaux diverses | 19 742 400 | 43 562 080 | Cette ligne permet à ce que le rendement de l'administration soit efficient. Consommation fixée par rapport aux années antérieures. |
| | FE - véhicules de fonction | 19 783 200 | 33 631 440 | Le véhicule étant désormais un outil indispensable de travail, son maintien en condition de marche est plus que primordial si le commandement désire avoir des rendements optimaux. Demande de hausse fixée en fonction des consommations antérieures |
| | Fournitures d'entretien - autres véhicules | 5 698 000 | 9 686 600 | Le véhicule étant désormais un outil indispensable de travail, son maintien en condition de marche est plus que primordial si le commandement désire avoir des rendements optimaux. Demande de hausse fixée en fonction des consommations antérieures |
| | FE - bâtiments et équipement administratifs | 1 220 000 | 2 074 000 | Cette ligne permet à nos technicien d'avoir des outils de travail de pointe pouvant les emmener à intervenir à tout moment et en toutes circonstances. Augmentation en 2015 sur la base des moyennes des années antérieures |
| | FE - bâtiments et équipement institutionnels | 5 411 520 | 9 199 584 | Cette ligne permet à nos technicien d'avoir des outils de travail de pointe pouvant les emmener à intervenir à tout moment et en toutes circonstances. Augmentation en 2015 sur la base des consommations antérieures |
| | FE - bâtiments et équipement divers | 6 360 000 | 10 812 000 | Cette ligne permet à nos technicien d'avoir des outils de travail de pointe pouvant les emmener à intervenir à tout moment et en toutes circonstances. Augmentation en 2015 sur la base des consommations antérieures |
| | Fournitures de laboratoires | 1 824 000 | 3 100 800 | Matériels mis en place au profit du Prytanée Militaire de Libreville (PML). |
| | Médicaments | 7 552 000 | 12 838 400 | Prise en compte médicale des élèves et personnels travaillant au PML |
| | Produits chimiques | 2 128 000 | 3 617 600 | Prise en compte médicale des élèves et personnels travaillant au PML |
| | Fournitures d'hôtellerie | 3 035 200 | 5 159 840 | Au profit du PML, ces fournitures sont régulièrement utilisées par les élèves au quotidien pour leur alimentation. L'augmentation demandée est même en deçà des exigences de cet établissement. |
| | Fournitures scolaires | 11 132 800 | 18 925 760 | Au profit du PML. |
| | Fournitures sportives | 18 910 400 | 32 147 000 | Au profit du PML qui participe activement au quotidien aux activités sportives. |

| Degré de priorité | Nature de la dépense | 2014 Montants | 2015 Montants | Justifications pour 2015 à partir des déterminants physiques et financiers de la dépense |
|--|--|---------------|---------------|---|
| 2. Dépenses de biens et services indispensables (suite) | Viande | 58 128 000 | 109 299 314 | Au profit du PML. La dotation budgétaire de cette année, a été très insuffisante, à tel point que les fournisseurs ne livraient pas l'alimentation pendant des jours. Cette situation gênante et déplorable pour nos enfants, exige donc l'augmentation constatée en 2015 |
| | Poisson | 31 912 000 | 64 732 114 | Au profit du PML. La dotation budgétaire de cette année, a été très insuffisante, à tel point que les fournisseurs ne livraient pas l'alimentation pendant des jours. Cette situation gênante et déplorable pour nos enfants, exige donc l'augmentation constatée en 2015 |
| | Boulangerie, pâtisserie | 25 288 640 | 53 472 402 | Au profit du PML. La dotation budgétaire de cette année, a été très insuffisante, à tel point que les fournisseurs ne livraient pas l'alimentation pendant des jours. Cette situation gênante et déplorable pour nos enfants, exige donc l'augmentation constatée en 2015 |
| | Fruits et légumes | 12 432 000 | 31 616 114 | Au profit du PML. La dotation budgétaire de cette année, a été très insuffisante, à tel point que les fournisseurs ne livraient pas l'alimentation pendant des jours. Cette situation gênante et déplorable pour nos enfants, exige donc l'augmentation constatée en 2015 |
| | Boissons hygiéniques | 9 926 400 | 27 356 594 | Au profit du PML. La dotation budgétaire de cette année, a été très insuffisante, à tel point que les fournisseurs ne livraient pas l'alimentation pendant des jours. Cette situation gênante et déplorable pour nos enfants, exige donc l'augmentation constatée en 2015 |
| | Boissons alcoolisées | 3 282 800 | 16 062 474 | Au profit du personnel d'encadrement du PML. Et aussi pour favoriser l'organisation des différentes cérémonies au Prytanée. |
| | Produits alimentaires divers | 64 755 200 | 125 065 554 | Au profit du PML. La dotation budgétaire de cette année, a été très insuffisante, à tel point que les fournisseurs ne livraient pas l'alimentation pendant des jours. Cette situation gênante et déplorable pour nos enfants, exige donc l'augmentation constatée en 2015 |
| | Gaz - bâtiments et équipement. Institutionnels | 11 641 200 | 19 790 040 | Au profit du PML. Parfois en rupture de gaz, les cuisiniers concoctent les mets des enfants aux feux de bois. D'où la demande d'augmentation en 2015 |
| | Carburant - véhicules de fonction | 79 152 800 | 134 559 760 | Maintenir les véhicules en état de rouler |
| | Carburant - véhicules divers | 451 379 200 | 764 344 640 | Maintenir les véhicules en état de rouler |
| | SPG - Informatique | 7 206 000 | 12 250 200 | Au profit du PML. Performance et efficacité de l'administration |
| | SPG - Enseignement | 1 802 000 | 8 063 400 | Au profit du PML. |
| | SPG - Militaires | 901 000 | 6 531 700 | Au profit du PML. |
| | Assurance - véhicules de fonction | 17 500 000 | 29 750 000 | Prise en compte des usagers et des tiers lorsqu'un accident survient. Cette augmentation est occasionnée par l'augmentation du parc auto |
| | Assurance - scolaire | 938 000 | 938 000 | Au profit des élèves du PML Nécessaire en cas d'accident en milieu scolaire |
| | Frais de missions au Gabon | 12 500 000 | 21 250 000 | Au profit de l'action de coordination du programme soutien qui a dans ce programme toutes les Inspections. |
| | Frais de missions hors du Gabon | 25 393 100 | 43 168 270 | Au profit de l'action de coordination du programme soutien. Qui a dans les missions militaires à l'extérieur du Gabon, des relations avec tous les attachés militaires. |
| | Frais de déplacements missions au Gabon | 8 578 500 | 14 583 450 | Au profit de l'action de coordination du programme soutien avec toutes les inspections qui y sont rattachées |
| | Frais de déplacements hors du Gabon | 27 223 600 | 46 280 120 | Au profit de l'action de coordination du programme soutien. Qui a dans les missions militaires à l'extérieur du Gabon, des relations avec tous les attachés militaires. |
| | Service des postes et messagerie | 1 327 800 | 2 257 260 | Nécessaire pour la transmission des documents de travail et d'information |
| | Transport ferroviaire | 632 000 | 1 074 400 | Au profit de l'action de coordination du programme soutien. Qui a dans les missions militaires à l'extérieur du Gabon, des relations avec tous les attachés militaires. |
| | Transport aérien | 15 318 000 | 26 040 600 | Au profit de l'action de coordination du programme soutien. |
| | Frais de transit et dédouanement | 11 665 800 | 19 831 860 | Au profit de l'action de coordination du programme soutien. |
| | Consommation téléphoniques - Internationale | 12 600 000 | 21 420 000 | Au profit de l'action de coordination du programme soutien. Qui a dans les missions militaires à l'extérieur du Gabon, des relations avec tous les attachés militaires. |
| | Impression | 8 661 200 | 14 724 040 | Permet au programme de faire toutes les impressions, les agendas, les calendriers, etc. |
| | Accueil et réception des hôtes de marque | 9 066 000 | 15 412 200 | Permet d'accueillir dans notre pays des autorités étrangères venant en visite officielle. |

| Degré de priorité | Nature de la dépense | 2014 Montants | 2015 Montants | Justifications pour 2015 à partir des déterminants physiques et financiers de la dépense |
|--|--|-----------------------|--|--|
| 2. Dépenses de biens et services indispensables (suite) | Autres réceptions et restauration | 45 894 500 | 78 020 650 | Permet d'accueillir dans notre pays des autorités étrangères venant en visite officielle. |
| | Fournitures - accueil et réception | 1 800 000 | 3 060 000 | Permet d'accueillir dans notre pays des autorités étrangères venant en visite officielle. |
| | Hébergement - Hôtels | 1 265 000 | 41 253 220 | Permet d'accueillir dans notre pays des autorités étrangères venant en visite officielle. |
| | Frais inhumation | 11 112 071 | 18 890 521 | Cette ligne, très sollicitée, permet aux militaires et à leurs proches de pouvoir bénéficier de tous les services des maisons de pompe funèbre. Malheureusement, le montant alloué est toujours insuffisant chaque année. |
| | Aide aux militaires | 13 970 000 | 23 749 000 | Permet de prendre en compte certains besoins des militaires ; à l'exemple de l'achat des lunettes, etc. |
| | Aide aux personnels non militaires de la Défense | 570 000 | 969 000 | Permet de prendre en compte certains besoins des personnels de la MONP de la Mission Défense ; à l'exemple de l'achat des lunettes, etc. |
| | Frais de stage | 2 912 000 | 4 950 000 | Prise en compte des personnels admis à suivre un stage hors du Gabon. Cette dotation ne répond malheureusement pas aux besoins de tous les stagiaires, car insuffisante à la vue du nombre des stages suivis à l'extérieur du pays. |
| | Journées socio-éducatives | 748 800 | 9 146 846 | Au profit du PML |
| | Séminaires et colloques | 5 000 000 | 8 500 000 | Nécessaire au programme soutien dans son action 2 |
| | Autres | 116 569 200 | 198 167 640 | Ligne très importante permettant d'assurer toutes les dépenses liées à l'organisation des Journées de la Défense Nationale (JDN) et autres cérémonies de grande envergure. |
| Bourses | 16 500 000 | 16 500 000 | Dédiée à prendre en compte les élèves gabonais admis à suivre des cours au sein des prytanées des pays amis. | |
| Total | | 66 047 142 331 | 67 261 570 916 | |
| Total Global | | 66 297 822 100 | 67 534 565 616 | |

Justifications :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Projets | Demande d'inscription à la LFI 2015 pour étude de définition | Durée prévue du projet des études à la fin des travaux (début-fin) | Coût global du projet | Dépenses 2014 et années antérieures (y.c. FinEx) | Financements extérieurs pour 2015 | Demande d'inscription à la LFI 2015 pour études et travaux (hors FinEx) |
|--|--|--|-----------------------|--|-----------------------------------|---|
| Projet en cours : Développement | | | | | | |
| Immobilier – Construction bâtiment administratif (organisation Panafricaine) | 300 000 000 | 2011-2015 | 749 000 000 | NC | Néant | Néant |
| Dépense de télécommunication-SIC | 6 595 679 | | | NC | Néant | Néant |
| Total | 306 595 679 | | 749 000 000 | NC | Néant | Néant |

Justifications :

Pour le seul projet de développement en cours, à savoir la construction du bâtiment de l'Organisation Panafricaine, il est à souligner qu'il n'y a pas une grande évolution. Ce projet reste certes, dans la continuité de l'exercice précédent, cependant, il est d'une importance capitale pour la Gendarmerie Nationale, vu qu'il va abriter l'Organisation.